

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : Les finances communales et provinciales — La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise au premier semestre de 1959 — Bibliographie sur la situation monétaire et financière de la Belgique — Législation économique — Statistiques.

LES FINANCES COMMUNALES ET PROVINCIALES

Le présent article a pour objet l'étude de l'évolution des finances communales et provinciales au cours de la période d'après-guerre. L'importance de celles-ci apparaît si l'on considère que les dépenses budgétaires ordinaires de l'ensemble des pouvoirs publics subordonnés équivalent à plus du quart des dépenses ordinaires de l'Etat. Par ailleurs, les diverses subventions aux communes et provinces grèvent les budgets de l'Etat pour des montants considérables.

Ainsi qu'on le sait, les finances communales et provinciales ont été profondément réorganisées par la loi du 24 décembre 1948, dont on espérait qu'elle leur assurerait un certain équilibre.

Pour bien comprendre la portée de la réforme de 1948, il est nécessaire de pouvoir se représenter quelle était la situation antérieurement. La première partie de la présente étude sera donc consacrée à l'exposé de cette situation. Dans une seconde partie, on retracera les grandes lignes de la réforme. La troisième partie décrira l'évolution de la situation financière des pouvoirs publics subordonnés pendant les années suivantes et exposera les diverses mesures et interventions de l'Etat en vue de remédier aux difficultés qui se sont présentées aux communes et aux provinces depuis la réorganisation de 1948.

1. La situation avant 1948.

Le statut financier des pouvoirs publics subordonnés était caractérisé, depuis la loi du 22 janvier 1931, pour les communes, et l'arrêté royal du 22 septembre 1937, pour les provinces, jusqu'à la réforme de décembre 1948, par une large autonomie fiscale.

Outre la part qu'il laissait aux communes dans le produit de certains impôts d'Etat, le pouvoir central leur abandonnait une partie de la matière imposable. Les communes pouvaient percevoir des centimes additionnels aux impôts cédulaires sur les revenus (contribution foncière, taxe mobilière et taxe professionnelle), ainsi qu'une taxe spéciale sur les traitements, salaires et pensions, de même que sur les immeubles exonérés temporairement de la contribution foncière. A ces impôts venaient s'ajouter des taxes et redevances locales : additionnels ou taxes spéciales à charge d'entreprises ou d'exploitations diverses (1), taxes frappant les indices d'aisance ou de luxe (2), ainsi que quelques taxes diverses. Les recettes d'ordre fiscal constituaient la majeure partie des ressources communales qui comprenaient en outre les revenus d'ordre patrimonial, les recettes des régies et services assimilés, les recettes au titre de l'enseignement, les versements du Fonds des Communes, les subventions de l'Etat et des provinces, etc.

Quant aux provinces, il leur était attribué des quotes-parts dans la taxe mobilière et la taxe professionnelle sur les traitements, les salaires et les pensions. Elles disposaient en outre de certaines ressources propres.

(1) Ouvertures de débits de boissons spiritueuses ou fermentées, jeux et paris, spectacles et divertissements publics, ouvertures de cercles de jeux, agences de paris aux courses, colportage, vitrines et étalages, brasseries, briqueteries, carrières, charbonnages, fours à zinc, fours à chaux, personnel occupé, force motrice, dépôts d'explosifs, meuneries, moulins utilisés pour la taille du diamant, démergement, centrales hydrauliques, appareils de fabrication et autres.

(2) Mobilier, grillage, clôtures, balcons, loggias, portes cochères, domestiques et servantes.

La grande crise économique des années trente provoqua des déséquilibres considérables dans les finances des communes. Elle entraîna, d'une part, une chute profonde des recettes fiscales, en raison de la grande sensibilité de la base imposable aux fluctuations conjoncturelles, et, d'autre part, un gonflement des dépenses. Le produit des additionnels aux impôts de l'Etat revint de 576 millions de francs en 1931 à 445 millions en 1934, et la part des communes dans les impôts de l'Etat, de 228 millions à 120 millions. Du côté des dépenses, les communes devaient faire face à des charges nouvelles résultant du chômage et des grands travaux publics.

Après l'octroi d'aides diverses, le Gouvernement de l'époque décida, à la fin de 1937, d'assainir les finances communales en deux phases. Tout d'abord, les communes aux finances particulièrement obérées obtiendraient une aide extraordinaire de 130 millions. Ensuite, une série de mesures seraient prises, telles que le transfert à l'Etat de certaines dépenses d'intérêt général, et notamment celles relatives au chômage, l'élargissement des bases de la fiscalité communale, la revision des critères de répartition des impôts de l'Etat, l'augmentation de la dotation du Fonds des Communes et la modification des modalités de répartition. Ces mesures ne purent cependant être réalisées, la tension politique internationale ayant entraîné notamment une aggravation des dépenses militaires.

La guerre et l'après-guerre ne firent qu'accroître les difficultés financières des communes. Les dépenses de celles-ci, notamment celles relatives à l'assistance publique, à la voirie, aux travaux publics et aux traitements et salaires, s'étaient considérablement accrues, tandis que les recettes n'avaient pas augmenté dans la même mesure.

L'Etat secourut les communes par des aides provisoires. C'est ainsi qu'il mit à leur disposition, pour les exercices 1942 et 1943, des crédits spéciaux à concurrence de quelque 100 millions de francs par exercice. Pour l'exercice 1946, il accorda un fonds spécial de un milliard aux communes dont les comptes pour 1945 étaient déficitaires; en même temps, il prit à sa charge les dépenses communales, résultant directement de la guerre, évaluées à 2,5 milliards. Pour l'exercice 1947, les communes bénéficièrent d'un crédit spécial de 360 millions de francs. Enfin, l'Etat accorda pour l'exercice 1948 un crédit de 460 millions et un crédit spécial de 530 millions destiné aux grandes villes. A ces interventions, il faut encore ajouter la majoration, à concurrence de 497 millions, des subventions de l'Etat au Fonds des Communes.

Malgré toutes ces interventions, la moitié seulement des 2.669 communes parvinrent, en 1947, à équilibrer leur budget sans pousser la fiscalité au maximum. Les autres communes perçurent plus de 300 centimes additionnels à la contribution foncière et 1.024 d'entre elles, groupant plus de 5 millions d'habitants, ne purent équilibrer leur budget.

L'aide du Gouvernement et les emprunts de trésorerie auprès du Crédit Communal ne devaient constituer que des palliatifs temporaires, en attendant que soit réalisé l'assainissement des finances des communes, assainissement qui devait s'accompagner d'une réforme générale du statut financier des pouvoirs subordonnés.

La situation était quelque peu différente en ce qui concerne les provinces. Les finances provinciales souffraient moins d'un déséquilibre d'ensemble que d'une disproportion entre les recettes et les besoins réels de chaque province prise en particulier, d'où la grande diversité qui existait dans le régime fiscal des différentes provinces et les variations importantes dans les charges de la dette d'une province à l'autre.

C'est dans le but de remédier tant aux difficultés financières des communes qu'à la répartition non proportionnée des ressources entre les provinces que fut élaborée la réorganisation fondamentale de leur statut financier, réorganisation consacrée par la loi du 24 décembre 1948.

2. La réforme de 1948.

a) *Le nouveau statut financier des communes.*

Il s'agissait d'une réforme complète de structure du mécanisme de la fiscalité communale dans le sens de la séparation de la fiscalité des communes et de la fiscalité de l'Etat, étant entendu que la matière imposable dont la consistance est très variable dans le temps et dans l'espace, devait être laissée de préférence à l'Etat.

En pratique, cette réforme se traduisit par l'établissement de fonds alimentés par une dotation budgétaire, par l'intégration dans les recettes de l'Etat de certains produits attribués auparavant aux communes et par la reprise par l'Etat de certaines dépenses supportées par les communes.

Le plan de redressement financier des communes fut élaboré sur base de l'ensemble des budgets des communes de l'exercice 1947, qui laissait apparaître un mali nominal de 4,1 milliards de francs. Les dépenses globales des communes s'élevaient pour cet exercice à 11,4 milliards, dont on a déduit la partie couverte par des recettes correspondantes, soit 2,6 milliards, et les recettes propres des communes (revenus de leur patrimoine et de leurs services autonomes), soit 1,1 milliard. C'est sur le reste des dépenses, soit 7,7 milliards, que porta la réforme.

Ce montant fut couvert, à concurrence de 4 milliards, par la création du Fonds des Communes, à concurrence de 1 milliard, par l'institution du Fonds communal d'assistance publique, à concurrence de 0,5 milliard, par des compressions budgétaires et, enfin, à raison de 0,2 milliard, par la reprise par l'Etat de certaines dépenses qui se trouvaient mieux à leur place dans son propre

budget. Le reste, soit quelque 2 milliards, devait être couvert par la fiscalité propre des communes.

Le Fonds des Communes et le Fonds communal d'assistance publique sont alimentés par des prélèvements annuels sur les ressources générales du Trésor. Ils sont inscrits au budget des dépenses ordinaires du Ministère de l'Intérieur.

La dotation de base du Fonds des Communes, s'élevant à 4 milliards de francs, devait s'accroître annuellement de 0,5 p.c., c'est-à-dire de 20 millions. Cette majoration était basée sur l'augmentation présumée du revenu national. En outre, la dotation initiale et l'augmentation annuelle devaient varier en fonction du coût de la vie, l'une et l'autre étant majorées ou réduites d'un pourcentage égal à celui appliqué, postérieurement au 31 décembre 1948, aux traitements organiques du personnel de l'Etat dont les rétributions ne sont pas fixées par la loi.

La répartition du Fonds devait se faire suivant les critères suivants :

— 45 p.c. au prorata de la population des communes pour couvrir leurs dépenses d'administration, de police, d'état-civil et de pensions;

— 16,25 p.c. au prorata du développement de la voirie communale pour couvrir les charges relatives à la voirie et aux travaux publics;

— 6,25 p.c. pour moitié au prorata de la population et pour moitié au prorata du revenu cadastral imposé en vue de couvrir les dépenses d'hygiène et d'agriculture;

— 20 p.c. au prorata de la charge nette des dépenses d'instruction publique;

— 12,5 p.c. au prorata de la charge nette de la dette des communes.

Le Conseil d'administration du Fonds est cependant habilité à présenter au Ministre de l'Intérieur toutes suggestions en vue de modifier ces critères de répartition en fonction de la réalité.

La répartition du Fonds communal d'assistance publique devait se faire sur base des critères proposés par le Conseil d'administration au Ministre de l'Intérieur au début de chaque trimestre.

Les dépenses que l'Etat reprit à sa charge, parce qu'elles trouvaient mieux leur place dans son propre budget, étaient les parts d'intervention des communes dans les dépenses d'entretien des indigents, aliénés et anormaux, et les frais relatifs à la protection de l'enfance et à la répression du vagabondage et de la mendicité.

Dans le domaine de la fiscalité, les communes abandonnèrent à l'Etat tous les centimes additionnels à la taxe professionnelle et à la taxe mobilière (évalués à 1,7 milliard pour 1949), leurs quotes-parts dans divers impôts de l'Etat (évalués à 0,5 milliard pour 1949) et la taxe spéciale sur les salaires, traitements et pensions (évaluée à 0,2 milliard, pour 1949). Par contre, l'Etat leur abandonna ses taxes sur les spectacles ou divertissements publics, les vélos et les chiens, qui ont un caractère

plus local que national (évaluées à 0,4 milliard); avant la réforme, les communes pouvaient seulement bénéficier d'additionnels à ces taxes.

Ainsi, la fiscalité communale se trouva réduite aux seuls additionnels à la contribution foncière et aux taxes à caractère purement local.

L'élargissement des interventions de l'Etat limita considérablement l'autonomie fiscale des communes. Par suite de la réforme de 1948, le recours des communes à la fiscalité ne devait s'élever qu'à environ 20 p.c. des dépenses ordinaires (sur base du budget de 1947), proportion qui allait encore se réduire en raison de la stabilité relative des recettes fiscales et de l'augmentation rapide des dépenses.

Considérée du point de vue de l'Etat, cette nouvelle structure des relations financières entre les communes et le pouvoir central entraînait une charge supplémentaire qui s'élevait en principe à 2 milliards de francs, compte tenu de la suppression de l'ancien Fonds des Communes (1,3 milliard). Venaient cependant en déduction de ces 2 milliards : les crédits d'aide accordés aux communes en 1948, soit 1 milliard, ainsi que la participation qui leur serait revenue dans les impôts pour l'exercice 1949, après la clôture de l'exercice, soit 0,4 milliard. La charge nouvelle effective se limitait donc à 0,6 milliard.

b) *Le nouveau statut financier des provinces.*

La réforme des finances provinciales était analogue à celle des finances communales, en ce sens qu'elle consacrait la séparation quasi totale de la fiscalité des provinces de celle de l'Etat. Elle abolissait les quotes-parts des provinces dans les impôts de l'Etat et, sauf pour la contribution foncière, les additionnels provinciaux auxdits impôts que l'Etat avait résorbés dans sa propre fiscalité. En contrepartie de cette suppression de ressources fiscales, l'Etat reprenait certaines dépenses présumées d'intérêt général et supportées auparavant par les provinces (1) et renonçait à la retenue pour frais de perception opérée sur le montant des revenus dont il assurait le recouvrement au profit des provinces (additionnels à la contribution foncière et taxes provinciales). En outre, l'Etat constituait au profit des provinces un Fonds alimenté par un prélèvement annuel de 600 millions sur les ressources générales du Trésor, chiffre correspondant approximativement aux avantages que l'Etat retirait de la suppression des quotes-parts et additionnels provinciaux. Les modalités de répartition des différentes tranches du Fonds visaient à assurer une distribution des ressources en fonction des besoins des provinces. Tout comme pour le Fonds des Communes, le Conseil d'administration du Fonds des Provinces, composé

(1) Frais d'entretien et d'éducation des indigents atteints d'aliénation mentale ou d'autres affections spéciales, frais découlant de la loi sur la protection de l'enfance et la répression du vagabondage et de la mendicité.

en majeure partie de représentants des provinces elles-mêmes, est habilité à proposer au Ministre de l'Intérieur toute modification à apporter aux bases de répartition du Fonds. Mais, contrairement au système adopté pour le Fonds des Communes, le Fonds des Provinces ne devait pas être majoré annuellement, sauf s'il était constaté qu'à l'avenir les sources de revenus supprimées aux provinces procuraient à l'Etat une recette supérieure à 650 millions, auquel cas le Fonds devait être péréquaté. Toutefois, tout comme pour le Fonds des Communes, le montant du Fonds des Provinces devait varier en fonction du coût de la vie.

Avant la réforme, le principal des ressources des provinces consistait dans le produit des quotes-parts dans les impôts de l'Etat et de leurs additionnels aux taxes mobilière et professionnelle. La suppression de ces quotes-parts et additionnels devait entraîner, sur base du Budget de l'Etat des Non-Valeurs et Remboursements pour l'exercice 1948, une perte de 509 millions pour les provinces. En y ajoutant la somme de 156 millions, escomptée au même budget, des perceptions sur l'exercice clos, et après déduction des 2,5 p.c. retenus par l'Etat pour frais de perception, on obtenait un total de 648 millions représentant les avantages que pouvait retirer l'Etat de la disparition des quotes-parts et additionnels provinciaux. C'est donc sur un montant de quelque 650 millions que porta l'intervention de l'Etat. 50 millions furent couverts par la reprise par l'Etat de dépenses supportées auparavant par les provinces et par la suppression de la retenue pour frais de perception opérée par l'Etat sur le montant des revenus dont il assure le recouvrement au profit des provinces. Le restant, soit 600 millions, prit la forme d'une dotation en faveur du Fonds des Provinces.

En somme, la réforme de 1948 n'impliquait aucune intervention supplémentaire de l'Etat en faveur des provinces. L'Etat se contentait de restituer sous une forme nouvelle les ressources dont étaient privées les provinces par la suppression des quotes-parts et additionnels. Il ne faut pas perdre de vue en effet que le but principal de la réforme en matière de finances provinciales se bornait à établir entre les provinces une répartition des ressources totales plus proportionnée à leurs besoins que celle assurée par l'ancien régime.

3. L'évolution des finances des pouvoirs publics subordonnés après la réforme de 1948.

La réforme, telle qu'elle fut conçue en 1948, n'avait pas été projetée comme la réforme définitive qui allait assainir une fois pour toutes les finances des pouvoirs subordonnés.

L'exposé des motifs accompagnant le projet de loi concernant les finances provinciales et communales indiquait d'ailleurs que « le Gouvernement ne considère donc pas sa tâche comme terminée. Il

n'ignore pas, en effet, que quelque efficients que puissent s'avérer les résultats de la réforme pour l'ensemble des communes, un petit nombre d'entre elles encore, quelques grandes villes peut-être, verront leurs ressources, nonobstant un fort accroissement, rester inférieures à la somme de leurs besoins. Les moyens d'y remédier feront l'objet de recherches suivies. Les uns seront trouvés après l'expérience d'une période d'application, dans l'amendement du plan établi; les autres nécessiteront vraisemblablement des réformes dans la structure même des administrations locales ».

En fait, la loi du 24 décembre 1948 ne remédia guère aux difficultés financières des communes.

a) L'évolution des finances communales.

Après une première période d'aisance financière relative, la situation d'un grand nombre de communes s'était de nouveau détériorée.

La réforme de 1948 avait été élaborée sur base des budgets des communes pour 1947. A cette époque, l'économie belge était encore en pleine phase d'adaptation à la situation nouvelle d'après-guerre et des éléments importants pour les finances communales, tels que les prix et les salaires, se modifiaient rapidement. Aussi la loi du 24 décembre 1948 n'était-elle pas encore votée que déjà les problèmes budgétaires se posaient aux communes sous un autre jour.

Le tableau I ci-contre retrace l'évolution des dépenses et recettes budgétaires ordinaires de l'ensemble des communes. Etant donné l'importante différence qui existe régulièrement entre les prévisions budgétaires et les réalisations, nous avons repris dans ce tableau les chiffres des comptes. Malheureusement, ceux-ci ne sont publiés qu'avec un très grand retard, de sorte que le tableau ne reflète pas l'évolution récente des finances communales. En outre, il importe de souligner que la série n'est pas tout à fait homogène. Ainsi qu'il est indiqué au bas du tableau, il s'agit, pour certaines années, de paiements effectués et de recettes encaissées, tandis que pour d'autres, il s'agit de dépenses engagées et de droits constatés, qui n'ont pas nécessairement donné lieu à des décaissements et des recouvrements effectifs pendant l'exercice sous revue. Le tableau ne constitue donc pas un instrument révélant parfaitement l'état dans lequel se trouvent les finances communales, mais il donne néanmoins suffisamment d'éléments qui, joints à d'autres indications, permettent de se faire une idée de l'évolution des finances communales.

Ainsi qu'on le remarque à la dernière colonne du tableau, le solde global des dépenses et recettes ordinaires des communes, y compris celles au titre des exercices antérieurs, était fortement déficitaire en 1947 et 1948, années pendant lesquelles les finances communales étaient encore régies par l'ancienne loi du 22 janvier 1931. A partir de 1949, on voit une

Tableau I.

Opérations budgétaires ordinaires de l'ensemble des communes *

(En milliards de francs)

Exercices	Dépenses			Recettes			Solde propre à l'exercice (7)	Solde global (8)
	propres à l'exercice (1)	au titre des exercices antérieurs (2)	Total (3)	propres à l'exercice (4)	au titre des exercices antérieurs (5)	Total (6)		
1947 Budgets **	11,4	4,2	15,6	7,3	1,8	9,1	- 4,1	- 6,5
Comptes	10,7	4,1	14,8	7,3	3,7	11,0	- 3,4	- 3,8
1948 Comptes	12,3	6,2	18,5	11,1	5,0	16,1	- 1,2	- 2,4
1949 Comptes	12,7	4,8	17,5	11,4	5,3	16,7	- 1,3	- 0,8
1950 Comptes	14,7	4,4	19,1	12,4	6,1	18,5	- 2,3	- 0,6
1951 Comptes	15,9	4,4	20,3	13,7	7,9	21,6	- 2,2	+ 1,3
1952 Comptes	17,7	3,0	20,7	15,5	6,4	21,9	- 2,2	+ 1,2
1953 Comptes	18,0	3,2	21,2	16,7	5,8	22,5	- 1,3	+ 1,3
1954 Comptes	18,4	1,7	20,1	17,5	3,9	21,4	- 0,9	+ 1,3
1955 Comptes	19,4	2,8	22,2	18,7	3,4	22,1	- 0,7	- 0,1
1956 Comptes	20,4	3,1	23,5	19,9	3,4	23,3	- 0,5	- 0,2
1957 Comptes	22,1	3,5	25,6	21,4	3,3	24,7	- 0,7	- 0,9
Budgets	22,5	2,8	25,3	20,4	1,2	21,6	- 2,1	- 3,7
1958 Budgets	24,1	3,3	27,4	21,6	1,2	22,8	- 2,5	- 4,6

* Exercices 1947, 1948, 1953, 1954 et 1955 : chiffres extraits du *Bulletin de Statistique* de l'Institut National de Statistique. En dépenses : dépenses engagées; en recettes : droits constatés.

Exercices 1949, 1950, 1951 et 1952 : chiffres extraits du *Bulletin de Statistique* de l'Institut National de Statistique. En dépenses : paiements effectués; en recettes : recouvrements effectués.

Exercices 1956, 1957 et 1958 : chiffres extraits du *Rapport du Crédit Communal*. Exercice 1958.

** Budgets ayant servi de base aux calculs de la réforme de 1948.

amélioration progressive : le déficit global se réduit pendant les exercices 1949 et 1950 pour faire place à des excédents au cours des exercices 1951 à 1954, qui sont à leur tour suivis de déficits croissants pendant les exercices ultérieurs, malgré des interventions accrues de l'Etat, ainsi qu'on le verra plus loin.

Au surplus, il faut bien se rendre compte que ces chiffres résument les opérations budgétaires de 2.666 communes séparées, dont une partie peut être en boni, tandis qu'une autre partie enregistre des déficits. Le tableau II montre que depuis 1949, première année d'application du nouveau statut financier des communes, le nombre des communes en boni n'a cessé de diminuer; il est tombé de 2.575 en 1949 à 1.904 en 1957, tandis que celui des communes en déficit est passé dans la même période de 94 à 762.

En 1952, les recettes de l'ensemble des communes en boni ou en équilibre représentaient plus du triple des recettes des communes en déficit (17 milliards contre 5 milliards), tandis qu'en 1957, elles se situaient, pour les deux groupes, au même niveau de 12,3 milliards. La détérioration apparaît tout aussi clairement en ce qui concerne les dépenses : en 1952, les dépenses des communes en boni ou en équilibre s'élevaient au double de celles des communes en déficit (13,9 milliards contre 6,9 milliards), mais en 1957 les dépenses de la première catégorie de communes n'atteignaient plus que les deux tiers des dépenses des communes déficitaires (10,6 milliards contre 14,9 milliards).

On trouve une autre indication de la détérioration de la situation financière d'un nombre de plus en plus élevé de communes dans les rapports du Crédit Communal. Cet organisme est le banquier des com-

Tableau II.

Communes en boni et en déficit *

Source : *Rapports annuels du Crédit Communal*.

Exercices	Communes en équilibre ou en boni				Communes en déficit			
	Nombre de communes	Dépenses	Recettes	Boni	Nombre de communes	Dépenses	Recettes	Déficit
(en milliards de francs)								
1949	2.575			+ 2,9	94			- 3,7
1950	2.547			+ 3,1	122			- 3,7
1951								
1952	2.436	13,9	17,0	+ 3,1	233	6,9	5,0	- 1,9
1953	2.300	15,0	17,5	+ 2,5	366	6,1	4,9	- 1,2
1954	2.222	12,7	14,8	+ 2,1	444	7,4	6,6	- 0,8
1955	2.076	12,0	13,9	+ 1,9	590	10,2	8,2	- 2,0
1956	2.009	11,6	13,4	+ 1,8	657	11,9	9,9	- 2,0
1957	1.904	10,6	12,3	+ 1,7	762	14,9	12,3	- 2,6
1957 Budgets	1.786	9,9	10,2	+ 0,3	880	15,4	11,4	- 4,0
1958 Budgets	1.648	10,3	10,5	+ 0,2	1.018	17,1	12,3	- 4,8

* Résultats budgétaires par exercice, y compris les recettes et dépenses afférentes aux exercices antérieurs. Chiffres des comptes, sauf indication contraire.

munes; il centralise une grande partie de la trésorerie des communes et il est leur principal prêteur de fonds. De cette façon, le Crédit Communal possède des renseignements de première main sur la situation financière des communes. D'après ses rapports, quelque 540 communes auraient connu de réelles difficultés de trésorerie en 1957 contre 400 en 1956, 200 en 1954, 49 en 1952 et 3 seulement en 1950.

Il ne semble donc pas que la réforme de 1948 ait pu assainir les finances communales.

S'il ne s'est pas posé de problème au cours des premières années qui ont suivi cette réforme, c'est grâce au fait que les communes ont encaissé pendant cette période des sommes importantes au titre de quotes-parts et additionnels aux impôts d'Etat afférents aux exercices 1948 et antérieurs, qui leur revenaient encore en vertu de l'ancien statut financier. Le Crédit Communal a évalué ces recettes à environ 7 milliards. Elles trouvaient leur origine principalement dans un rendement de l'ancienne fiscalité de loin supérieur à celui qu'on avait prévu. Les impôts de l'Etat sur les revenus dont les communes recevaient une partie ou qui servaient de base à leurs propres impôts, ont rapporté en 1948 environ 23 milliards de francs, soit deux fois plus qu'en 1947. De 1947 à 1948, les quotes-parts et additionnels des communes aux impôts de l'Etat sont passés de 2,4 milliards à 5,1 milliards et les recettes de 1948 (ancien régime) ont dépassé de quelque 2,8 milliards les prévisions budgétaires.

Les recettes afférentes aux exercices 1948 et antérieurs devaient, par leur nature, nécessairement disparaître et les communes ne disposeraient dès ce moment que des ressources prévues par la loi du 24 décembre 1948. Ces dernières n'étaient pas susceptibles d'augmenter rapidement. Ainsi qu'il a été exposé ci-avant, un des buts de la réforme de 1948 était de remédier à l'instabilité des ressources communales, en les détachant d'une assiette fiscale aussi fluctuante que les revenus professionnels et mobiliers. La fiscalité communale fut pratiquement limitée aux centimes additionnels à la contribution foncière, qui n'a guère tendance à s'accroître substantiellement. La dotation du Fonds des Communes ne devait augmenter qu'à concurrence de 20 millions de francs par an, abstraction faite des augmentations liées au coût de la vie. Etant donné la stabilité relative des ressources, l'équilibre financier des communes ne pouvait être sauvegardé que si, de leur côté, les dépenses communales faisaient également preuve d'une certaine stabilité. Or, ces dernières se sont considérablement accrues, spécialement en ce qui concerne l'enseignement, la voirie et les travaux publics, le service de la dette et les pensions.

Les communes augmentèrent régulièrement les additionnels à la contribution foncière. En 1949, 1.230 communes seulement sur 2.670 imposaient 301 centimes additionnels et plus, mais leur nombre s'élevait à 1.732 en 1953, 2.430 en 1955,

Tableau III.

Centimes additionnels communaux à la contribution foncière

Source : *Rapport du Crédit Communal. Exercice 1958.*

Années	0	1 à 200	201 à 300	301 à 400	401 à 500	501 à 600	601 à 650	651 à 700	701 à 799	800 à 999	1.000	1.001 à 1.250	1.251 à 1.600	2.000	Nombre de com- munes
1947	72	908	506	1.010	174	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2.670
1948	69	454	386	773	914	74	—	—	—	—	—	—	—	—	2.670
1949	18	674	748	560	607	63	—	—	—	—	—	—	—	—	2.670
1950	5	640	803	560	593	67	1	—	—	—	—	—	—	—	2.669
1951	2	584	757	638	613	74	1	—	—	—	—	—	—	—	2.669
1952	3	539	635	724	662	104	2	—	—	—	—	—	—	—	2.669
1953	2	432	500	752	819	145	5	4	3	2	2	—	—	—	2.666
1954	1	334	320	747	940	243	15	22	17	19	8	—	—	—	2.666
1955	1	141	94	799	1.039	393	35	57	24	59	22	1	1	—	2.666
1956	4	63	9	557	1.121	549	58	92	44	118	40	8	3	—	2.666
1957	4	46	6	339	483	1.047	110	181	74	236	92	32	16	—	2.666
1958	6	41	5	301	342	974	152	212	115	319	130	47	21	1	2.666

2.610 en 1957 et 2.614 en 1958. En 1958, plus de un tiers des communes percevait des additionnels de 601 centimes et plus à la contribution foncière, alors qu'en 1949 aucune commune ne dépassait les 600 centimes.

Les relèvements successifs des centimes additionnels ne suffirent cependant pas. Aussi l'Etat multiplia-t-il ses interventions en faveur des communes.

En attendant la révision du statut financier des communes, le Ministre des Finances fut autorisé par la loi du 17 juillet 1953 à garantir, jusqu'à concurrence de 100 millions de francs, le remboursement d'avances à accorder par le Crédit Communal

aux communes qui avaient épuisé leur capacité de crédits ordinaires et leurs autres moyens de trésorerie et qui devaient faire face à des dépenses urgentes et inéluctables à l'ordinaire. Cette garantie fut étendue, par la loi du 17 mars 1954, à une autre tranche de 75 millions et, par la loi du 7 février 1955, à une nouvelle tranche de 75 millions. Ultérieurement, ces avances furent remboursées par l'Etat en vertu de la loi du 22 février 1956 et de celle du 27 mars 1956.

Déjà depuis 1952, l'Etat accorde des subventions aux quatre grandes villes, qui se sont élevées à 400 millions pour chacun des exercices 1952 à 1955 et

à 600 millions pour chacun des exercices 1956 à 1958. Notons qu'à elles seules, les quatre grandes villes prennent à leur compte environ 30 p.c. des dépenses ordinaires de l'ensemble des communes.

La loi du 12 mars 1954 majora les ressources du Fonds spécial d'aide aux communes dont la situation financière s'avère particulièrement obérée. Ce Fonds, institué lors de la réforme de 1948, fut alimenté (1) jusqu'en 1954 par la quote-part, dans le Fonds des Communes, des communes qui n'avaient pas établi au moins 100 centimes additionnels à la contribution foncière. A mesure que les communes augmentèrent leurs additionnels, l'alimentation du Fonds spécial fut de plus en plus compromise. En vue de lui assurer des moyens, la loi du 12 mars 1954 stipulait que les trois huitièmes du produit de la majoration de 12 p.c. de la taxe de l'Etat sur les pronostics de football devaient lui être attribués.

Des dispositions ultérieures (loi du 18 juillet 1955, loi du 3 juillet 1956, loi du 4 avril 1958) augmentèrent les ressources de ce Fonds spécial en prélevant 3 p.c. sur la dotation du Fonds des Communes et un pourcentage variable sur la quote-part dans ce dernier des communes qui n'avaient pas établi un certain nombre de centimes additionnels à la contribution foncière. Pour les exercices 1955 et 1957, le Fonds spécial d'aide reçut en outre respectivement 100 millions et 300 millions de francs à titre d'intervention spéciale du Trésor en faveur des communes dont la situation financière était particulièrement obérée. Le total des ressources dont le Fonds spécial d'aide bénéficia, s'éleva à 290 millions pour l'exercice 1955, à 200 millions pour l'exercice 1956, à 490 millions pour l'exercice 1957 et à 320 millions pour l'exercice 1958.

En application de la loi du 9 avril 1955, certaines communes accordèrent des suppléments de traitements au personnel enseignant de leurs écoles primaires et gardiennes. Autorisé par la même loi, l'Etat intervint en faveur des communes à concurrence de 151 millions pour l'exercice 1954 (loi du 9 avril 1955 sortant ses effets à partir du 1^{er} mai 1954), de 230 millions pour l'exercice 1955, de 245 millions pour l'exercice 1956, de 250 millions pour l'exercice 1957 et de 290 millions pour l'exercice 1958.

Enfin, d'importants changements furent apportés au régime du Fonds des Communes et du Fonds communal d'assistance publique.

En vertu de la loi du 30 décembre 1954, la dotation du Fonds des Communes et du Fonds communal d'assistance publique fut majorée de 5 p.c. A noter que le produit de la majoration de la dotation du Fonds des Communes, soit 210 millions, fut

réservé aux communes qui avaient déjà établi en 1953 au moins 375 centimes additionnels à la contribution foncière.

Cette majoration fut portée, à partir de 1956 inclus, à 10 p.c. par la loi du 20 juin 1956.

Ces relèvements de la dotation impliquaient au fond la reconnaissance du fait qu'un accroissement du Fonds des Communes, à concurrence de 0,5 p.c. par an, était sans rapport avec l'augmentation des besoins des communes. La stabilité relative que la réforme de 1948 avait voulu conférer aux ressources communales eut pour conséquence de compromettre l'équilibre financier des communes. Il apparaissait au surplus que le rendement des impôts de l'Etat dans lesquels les communes, avant 1948, avaient des quotes-parts ou auxquels elles pouvaient ajouter des centimes additionnels, s'était considérablement accru sous l'influence de l'expansion économique rapide et continue. Ceci permettait d'affirmer que si la réforme de 1948 n'avait pas supprimé ces quotes-parts et additionnels, la situation financière des communes aurait vraisemblablement été plus solide au cours des dernières années.

La loi du 4 avril 1958 a rétabli dans une certaine mesure la liaison entre les ressources communales, d'une part, et les catégories d'impôts visées, c'est-à-dire les taxes professionnelle, mobilière et de circulation sur les véhicules automobiles, d'autre part. Elle prévoit en effet qu'à partir de 1958, le Fonds des Communes, qui, en vertu de la réforme de 1948, s'était vu attribuer une dotation budgétaire, est alimenté en partie seulement par un prélèvement sur les ressources générales du Trésor, tandis qu'une autre partie provient de quotes-parts dans lesdits impôts de l'Etat.

Le prélèvement sur les ressources générales du Trésor porte sur la moitié de la dotation initiale de 1949, soit 2 milliards, majorée de 20 millions pour chacune des années à partir de 1950; ce prélèvement, y compris ses accroissements annuels, fluctue avec l'index des prix de détail.

La seconde partie de la dotation représente un neuvième du produit, à la clôture du pénultième exercice, des taxes professionnelle, mobilière et de circulation sur les véhicules automobiles, et des sommes réalisées, en matière de contributions directes quelles qu'elles soient, sur les produits des exercices clos.

Pour l'exercice 1958, le prélèvement sur les ressources générales du Trésor a été de 2,5 milliards. La quote-part dans les impôts de l'Etat s'est élevée à 3,2 milliards, soit un neuvième du produit des impôts d'Etat déjà mentionnés s'élevant à 29 milliards pour l'exercice 1956. La dotation pour 1958 est donc de 5,7 milliards, c'est-à-dire 40 p.c. de plus que la dotation initiale de 4 milliards.

Il importe de remarquer que du point de vue de la technique budgétaire, le nouveau régime ne diffère guère de celui de 1948 pour l'Etat. En effet, la quote-part fiscale du Fonds des Communes pour un

(1) Rappelons encore que le Fonds bénéficia en 1951 de quelque 114 millions de francs provenant, à concurrence de 49 millions, de la liquidation du Fonds communal de 1860 et du Fonds spécial de 1889 fusionnés en 1922 en un fonds unique dénommé Fonds des Communes, qui, à son tour, fut remplacé en 1948 par le Fonds actuel, et, à concurrence de 65 millions, de la réserve du Fonds communal institué en 1862.

exercice déterminé n'est pas constituée par les recettes de l'Etat du même exercice, qui seraient transférées au Fonds à concurrence de un neuvième; elle est simplement calculée sur base des recettes de l'exercice pénultième et prélevée sur les ressources générales du Trésor tout comme la première partie de la dotation. Aussi est-elle comprise dans un crédit budgétaire global au profit du Fonds des Communes inscrit au budget du Ministère de l'Intérieur.

La différence essentielle entre le nouveau régime et celui de 1948 est qu'une partie des ressources du Fonds fluctue maintenant automatiquement avec les impôts directs de l'Etat. Si l'expansion économique se poursuit au rythme que la Belgique a connu depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, le nouveau système procurera un supplément de recettes appréciable aux communes. Le Crédit Communal a calculé ce qu'auraient été les ressources du Fonds des Communes dans l'hypothèse où la loi du 4 avril 1958 aurait été appliquée depuis 1949. Il arrive à une augmentation de 3,2 milliards pour la période 1953-1957 (1).

Cet accroissement de leurs ressources allégera certainement la position financière de beaucoup de communes. Il reste à savoir s'il sera suffisant pour assainir fondamentalement les finances communales.

(1) *Bulletin trimestriel du Crédit Communal*, avril 1959, p. 44. Les montants hypothétiques calculés pour les années 1949 à 1952 n'ont que peu de signification, étant donné certains changements dans la législation fiscale en 1951.

Dans ce but d'assainissement, la loi du 4 avril 1958 a également modifié les modalités de répartition des moyens du Fonds des Communes. 90 p.c. doivent être répartis sur les bases anciennes, mais les 10 p.c. restants font l'objet d'un nouveau système d'attribution. Une première tranche dite « d'effort spécial » est attribuée aux communes dont la fiscalité dépasse un certain niveau; une seconde tranche est réservée au Fonds spécial d'aide aux communes dont les finances sont particulièrement obérées. Au cours d'une période transitoire de cinq ans, la répartition des 10 p.c. entre ces deux tranches variera par exercice. Pour 1958, elle est de 5 et 5 p.c.; ensuite, la part du Fonds spécial d'aide diminuera graduellement jusqu'à 1 p.c. en 1962, au profit des communes bénéficiant de la tranche « effort fiscal », qui atteindra 9 p.c. pour les exercices 1962 et suivants.

Mentionnons finalement que le Fonds des Communes a été adapté à la nouvelle situation créée par le pacte scolaire par la loi du 20 novembre 1959. La mise en application de ce pacte doit procurer aux communes, tant en augmentant leurs ressources en vue du fonctionnement des écoles communales qu'en les déchargeant de leurs interventions en faveur d'écoles libres, des avantages financiers qui ont été évalués à quelque 1.275 millions de francs. L'Etat va récupérer 430 millions sur ce montant en diminuant les subventions au Fonds des Communes. De cette façon indirecte, les communes bénéficieront d'un supplément de ressources de 0,8 milliard par an.

Tableau IV.

Fonds reçus de l'Etat par les communes

(En milliards de francs)

	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Fonds des Communes *	4,0	4,0	4,0	4,2	4,2	4,4	4,3	4,5	4,8	5,4
Fonds communal d'assistance publique	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,3	1,3
Fonds des quatre grandes villes ..	—	—	—	0,4	0,4	0,4	0,4	0,6	0,6	0,6
Fonds spécial d'aide au profit des communes à finances obérées ...	—	—	—	—	—	—	0,3	0,2	0,5	0,3
Suppléments aux traitements d'instituteurs	—	—	—	—	—	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Remboursement des avances spéciales du Crédit Communal garanties par l'Etat	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—

* Déduction faite des montants prélevés sur la dotation globale en faveur du Fonds spécial d'aide aux communes dont la situation financière est particulièrement obérée.

Le tableau IV donne une idée d'ensemble des fonds que les communes ont reçus de l'Etat au cours de la période 1949-1958.

b) *L'évolution des finances provinciales.*

Au cours de la période 1948-1958, la situation financière des provinces a été bien meilleure que celle des communes. Rappelons d'ailleurs qu'en 1948, il ne se posait pas de problème de déséquilibre global des finances provinciales et que le but principal de la réforme était d'assurer une répartition des ressources totales proportionnée aux besoins des différentes provinces.

Il ressort des chiffres de la dernière colonne du tableau V que les comptes ordinaires de l'ensemble des provinces se sont soldés au cours de toute la période sous revue par de légers excédents.

Pendant les années qui suivirent immédiatement la réorganisation de 1948, les provinces avaient bénéficié d'importantes recettes au titre d'arriérés sur leurs quotes-parts et additionnels aux impôts directs de l'Etat (voir colonne (5) du tableau V).

Au moment où ces recettes, de nature essentiellement temporaire, tendaient à disparaître, la dotation du Fonds des Provinces, s'élevant initialement à 600 millions de francs, a été relevée de 75 millions par la loi du 23 juillet 1952. En 1955, elle a été

Opérations budgétaires ordinaires de l'ensemble des provinces

(En milliards de francs)

Sources : Rapports annuels du Crédit Communal et Ministère de l'Intérieur.

Exercices	Dépenses			Recettes			Solde	
	propres à l'exercice (1)	au titre des exercices antérieurs (2)	Total (3)	propres à l'exercice (4)	au titre des exercices antérieurs (5)	Total (6)	propre à l'exercice (7) = (4) - (1)	global (8) = (6) - (3)
1948 Budgets	1,2	—	1,2	0,9	0,3	1,2	- 0,3	—
Comptes	1,1	0,1	1,2	1,2	0,4	1,6	+ 0,1	+ 0,4
1949 Comptes	1,3	0,1	1,4	1,1	0,9	2,0	- 0,2	+ 0,6
1950 Comptes	1,5	0,1	1,6	1,2	1,0	2,2	- 0,3	+ 0,6
1951 Comptes	1,6	0,1	1,7	1,3	0,7	2,0	- 0,3	+ 0,3
1952 Comptes	1,7	0,3	2,0	1,6	0,6	2,2	- 0,1	+ 0,2
1953 Comptes	1,6	0,4	2,0	1,8	0,6	2,4	+ 0,2	+ 0,4
1954 Comptes	1,8	0,1	1,9	1,8	0,4	2,2	—	+ 0,3
1955 Comptes	1,9	0,3	2,2	2,0	0,4	2,4	+ 0,1	+ 0,2
1956 Budgets	2,3	0,2	2,5	2,2	0,2	2,4	- 0,1	- 0,1
1957 Budgets	2,6	0,1	2,7	2,4	0,2	2,6	- 0,2	- 0,1
1958 Budgets	2,7	0,1	2,8	2,5	0,2	2,7	- 0,2	- 0,1

majorée de 5 p.c. (loi du 18 juillet 1955), majoration portée à 10 p.c. par la loi du 20 juin 1956.

En raison de ces différentes augmentations ainsi que des adaptations résultant de la liaison du Fonds des Provinces à l'index des prix de détail, la dotation est passée de 600 millions de francs en 1949 à 850 millions en 1958. Tout comme pour le Fonds des Communes, la dotation du Fonds des Provinces a été adaptée par la loi du 20 novembre 1959 pour tenir compte des répercussions du pacte scolaire. Les avantages financiers qui découlent pour les provinces de l'application de ce pacte ont été évalués à 325 millions de francs, dont l'Etat récupérera 110 millions de francs en diminuant d'autant la dotation annuelle du Fonds.

Mentionnons encore l'instauration par la loi du 12 mars 1954 d'un Fonds spécial alimenté par les trois huitièmes des additionnels extraordinaires à la

taxe de l'Etat sur les sommes engagées dans les pronostics de football. Depuis 1954, les provinces reçoivent quelque 20 millions de francs par an de ce chef. Ce Fonds est réparti entre les provinces par le Ministre de l'Intérieur après avis du conseil d'administration du Fonds des Provinces.

Ces quelques modifications apportées au régime de 1948 montrent que les ressources qui revenaient aux provinces en vertu du statut financier dont elles ont été dotées en 1948, n'ont pas été suffisantes pour faire face à leurs dépenses croissantes. Mais, dans le cas des provinces, des mesures d'aide appropriées ont pu être prises plus facilement et à plus court délai que dans le cas des communes, étant donné la faible incidence de ces mesures sur le budget de l'Etat, la moindre complexité des problèmes et le nombre restreint des provinces (9 contre 2.666 communes) qui permet d'établir beaucoup plus rapidement les budgets et les comptes.

LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AU PREMIER SEMESTRE DE 1959

Au cours du premier semestre de 1959, les recettes d'exportations de l'U.E.B.L. se sont maintenues au niveau de l'année 1958. Par contre, la reprise conjoncturelle a provoqué un accroissement des achats à l'étranger : au total, l'excédent des exportations sur les importations s'est réduit.

Les recettes nettes au titre des autres opérations sur marchandises se sont également contractées; entre autres, les recettes de travail à façon ont diminué, par suite notamment de la grève des réparateurs de navires.

Les transactions invisibles, qui, en 1958, avaient donné lieu à une rentrée nette de 7 milliards, se sont clôturées au premier semestre de 1959 par un déficit de 1,4 milliard. Cette évolution résulte en ordre principal du mouvement des soldes des opérations classées sous les rubriques suivantes : déplacements à l'étranger, revenus d'investissements, transactions gouvernementales non comprises ailleurs, ouvriers frontaliers et travailleurs étrangers. Le retournement du solde des déplacements à l'étranger s'explique par le fait que les dépenses des étrangers en Belgique se sont réduites, après avoir atteint des montants très élevés en 1958 par suite de l'afflux de visiteurs à l'Exposition Universelle et Internationale de Bruxelles; le retournement par rapport aux années antérieures à 1958 doit probablement être attribué au fait qu'au cours de ces années certaines dépenses pour déplacements à l'étranger ont été comptabilisées comme mouvement de capitaux privés. La réduction du solde positif au titre des revenus d'investissements provient du transfert à l'étranger d'arriérés pendant le premier semestre de 1959.

Quant à la diminution du boni de la rubrique « ouvriers frontaliers et travailleurs étrangers », elle a été déterminée dans une large mesure par des facteurs accidentels : il s'agit de la grève des ouvriers frontaliers belges occupés en France qui s'est produite au début de l'année et du paiement en 1958 à des ouvriers frontaliers belges de sommes qui auraient dû normalement leur être versées en 1957.

Au total, le boni des transactions sur biens et services, qui avait atteint 17,6 milliards en 1958, est descendu à 0,8 milliard au premier semestre de 1959.

Les donations ont donné lieu à une rentrée nette de 1,3 milliard pour le seul premier semestre de 1959

contre 1,1 milliard pour l'ensemble de l'année 1958. L'augmentation du solde positif des donations privées, 1,6 milliard au premier semestre de 1959 contre 1,1 milliard en 1958, reflète une accélération des apports en provenance du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Le don gouvernemental de 0,3 milliard comptabilisé au premier semestre de 1959 correspond à la libération par la Belgique de la première fraction de sa souscription au Fonds de Développement des territoires d'outre-mer.

Dans la balance des paiements de l'U.E.B.L., le mouvement des capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers est présenté dans deux rubriques distinctes; la première est intitulée « papier commercial », la seconde, « autres capitaux privés ».

Le montant de la rubrique « papier commercial » est passé de - 0,1 milliard en 1958 à - 1,3 milliard au premier semestre de 1959. Cette évolution est presque exclusivement imputable au mouvement du portefeuille commercial de la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

Telles qu'elles sont recensées (1), les sorties nettes des « autres capitaux privés » ont diminué de 4,9 milliards en 1958 à 1,9 milliard au premier semestre de 1959. Lorsqu'on rapproche ces deux chiffres, il convient de tenir compte des éléments suivants : d'une part, le montant de 4,9 milliards relevé pour 1958 comprend les souscriptions à deux emprunts, d'un montant de 2 milliards chacun, placés par le Trésor colonial sur le marché belge; d'autre part, les rentrées de capitaux en provenance du Congo belge et du Ruanda-Urundi se sont accélérées au premier semestre de 1959 par rapport à 1958, tandis que simultanément, les placements dans ce pays de capitaux en provenance de l'U.E.B.L. se sont réduits.

Les mouvements de capitaux officiels à long terme se sont soldés au premier semestre de 1959 par une entrée nette de 0,8 milliard.

Les entrées résultent en ordre principal de l'émission de deux emprunts au cours de cette période : un emprunt de 22.250.000 dollars émis par l'Etat belge sur le marché américain et un emprunt en Deutsche Mark émis par la Sabena. Quant aux sorties, elles

(1) Cf. à ce propos la note 1 du tableau « Balance générale des paiements de l'U.E.B.L. »

comprennent notamment des remboursements au Ruanda-Urundi de certificats de Trésorerie à moyen terme, des avances en dollars au Congo belge et la libération par la Belgique d'une nouvelle tranche de sa souscription au capital de la Banque Européenne d'Investissement.

Pour l'ensemble des six premiers mois de 1959, il y a eu des sorties nettes de capitaux officiels à court terme pour 0,7 milliard. Le mouvement le plus important a été une diminution de 1,1 milliard des engagements nets du Trésor envers le Congo.

Au total, les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont fléchi de 1,3 milliard au premier semestre de 1959. Ceux de la Banque Nationale ont diminué de 1,9 milliard; l'encaisse en or est restée inchangée et l'augmentation des avoirs en devises convertibles a été plus que compensée par une contraction des avoirs nets en accords internationaux avec les pays de l'O.E.C.E. Les autres avoirs extérieurs nets du système bancaire belge et luxembourgeois ont augmenté de 0,6 milliard au cours de la période considérée.

Balance générale des paiements
de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
(En milliards de francs)

	1955	1956	1957	1958	1er semestre 1959
1. Opérations sur marchandises ¹ :					
Exportations f.o.b.	123,3	140,1	141,8	133,0	66,3
Importations f.o.b.	118,5	134,7	141,2	126,0	64,7
Solde ...	+ 4,8	+ 5,4	+ 0,6	+ 7,0	+ 1,6
Opérations d'arbitrage	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,2
Travail à façon	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 0,8
Or non monétaire	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,4
Total ...	+ 8,1	+ 9,1	+ 4,7	+ 10,6	+ 2,2
2. Transactions invisibles :					
Déplacements à l'étranger ¹	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 0,7
Transports	- 2,7	- 4,1	- 4,3	- 3,6	- 2,2
Primes et indemnités d'assurances	- 0,2	- 0,1	- 0,3	- 0,4	- 0,3
Revenus d'investissements	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 0,7
Transactions gouvernementales non comprises ailleurs	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 1,0
Ouvriers frontaliers et travailleurs étrangers	+ 1,1	+ 1,8	+ 2,2	+ 3,2	+ 0,8
Divers	+ 1,6	+ 2,1	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,3
Total ...	+ 2,0	+ 3,2	+ 4,0	+ 7,0	- 1,4
3. Total des transactions sur biens et services (3 = 1 + 2)					
Total ...	+ 10,1	+ 12,3	+ 8,7	+ 17,6	+ 0,8
4. Donations :					
Donations privées	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,1	+ 1,6
Dons gouvernementaux	-	-	-	- 0,3
Total ...	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,1	+ 1,3
5. Mouvement des capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers :					
Papier commercial	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,3
Autres capitaux ¹	- 7,0	- 9,0	- 6,6*	- 4,9	- 1,9
Total ...	- 7,5	- 8,0	- 7,5	- 5,0	- 3,2
6. Mouvement des capitaux officiels :					
Capitaux à long terme	+ 1,8	- 2,0	+ 0,2*	- 0,7	+ 0,8
Capitaux à court terme	+ 0,5	- 1,6	+ 1,2	+ 3,1	- 0,7
Total ...	+ 2,3	- 3,6	+ 1,4	+ 2,4	+ 0,1
7. Opérations non déterminées ¹					
Total ...	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 0,6
8. Erreurs et omissions					
Total	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,3
Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets du système bancaire					
Total ...	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 1,3

¹ Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises, des déplacements à l'étranger et des mouvements des capitaux privés belgo-luxembourgeois et étrangers, sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques.

* Les sorties de capitaux privés et les entrées de capitaux officiels comprennent une partie de l'emprunt de \$ 30 millions de l'Etat belge sur le marché américain, qui a été souscrit par des résidents belgo-luxembourgeois; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu avec exactitude.

... Mouvement inférieur à 50 millions de francs.

BIBLIOGRAPHIE SUR LA SITUATION MONETAIRE ET FINANCIERE DE LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* d'octobre 1959. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE — BANQUE

Le financement des exportations en Belgique. (*Bulletin de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'arrondissement de Verviers, Verviers, n° 10, octobre 1959, pp. 381-385.*)

2. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS

BEAUVOIS R., A propos de l'article « Essai sur la croissance économique et la balance des paiements de la Belgique : 1948-1957 » de A. Lamfalussy. (*Bulletin de l'Institut de Recherches Economiques et Sociales, Université Catholique de Louvain, XXV, n° 6, septembre 1959, pp. 605-614.*)

LAMFALUSSY A., Réponse aux remarques critiques de M. Beauvois. (*Bulletin de l'Institut de Recherches Economiques et Sociales, Université Catholique de Louvain, XXV, n° 6, septembre 1959, pp. 615-623.*)

La comptabilité nationale de la Belgique (1948-1958). (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 5, octobre 1959, pp. 3-38.*)

3. PRIX — SALAIRES

Avis sur la question des prix. (*Bulletin d'Information et de Documentation du Conseil Central de l'Economie, Bruxelles, n° 3, octobre 1959, pp. 10-17.*)

DEFOSSEZ E., De prijzenpolitiek. (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, L, n° 10, octobre 1959, pp. 850-853.*)

ZEGHERS O., Lonen en sociale lasten in België en buurlanden. (*V.E.V.-Berichten, Anvers, XXXIV, n° 18, 15 octobre 1959, pp. 2.115-2.121.*)

4. BUDGET — FINANCES PUBLIQUES

VAN DER ESSEN P., La signification du budget cyclique. (*Energie, Bruxelles, 1959, n° 148, pp. 129-133.*)

6. REEQUIPEMENT — LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

Avis sur le rôle de l'industrie de la construction dans la politique conjoncturelle. (*Bulletin d'Information et de Documentation du Conseil Central de l'Economie, Bruxelles, n° 13, octobre 1959, pp. 3-9.*)

7. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

ERREZZERO, Export Credits to Under-Developed Countries on a Multilateral Basis. (*Banca nazionale del lavoro, Quarterly Review, Rome, n° 50, septembre 1959, pp. 310-332.*)

Le prix de l'or. (*Bulletin du Crédit Suisse, Zurich, 1959, n° 3, pp. 135-143.*)

PENGLAOU C., La liquidation de l'Union Européenne de Paiements et l'Accord Monétaire Européen. (*Revue économique, Paris, X, n° 5, septembre 1959, pp. 755-783.*)

SDRALEVICH A., Transazioni finanziarie internazionali e cicli economici. (*L'Industria, Milan, n° 3, 1959, pp. 314-326.*)

TRIFFIN R., La convertibilità di domani. Fini e mezzi della politica monetaria internazionale. (*Moneta e Credito, Rome, XII, n° 47, 3° trimestre 1959, pp. 295-367.*)

9. INTEGRATION EUROPEENNE

FLEURENT E., Monetaire en financiële aspecten van de Euromarkt. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XIII, n° 4, octobre 1959, pp. 243-261.*)

KERVYN de MEERENDRE J., Le marché commun et ses données monétaires. (*Industrie, Bruxelles, XIII, n° 10, octobre 1959, pp. 660-662.*)

KREININ M., European Integration and American Trade. (*The American Economic Review, Stanford, XLIX, n° 4, septembre 1959, pp. 615-627.*)

La petite zone de libre-échange. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XIV, n° 39, 10 octobre 1959, pp. 361-365.*)

10. GENERALITES

KIRSCHEN E. & MORISSENS L., Les objectifs de la politique économique. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 5, octobre 1959, pp. 109-158.*)

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — Législation économique générale
- II. — Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière
- III. — Législation agricole
- IV. — Législation industrielle
- V. — Législation du travail
- VI. — Législation relative au commerce intérieur
- VII. — Législation relative au commerce extérieur
- VIII. — Législation des transports
- IX. — Législation relative aux prix et aux salaires
- X. — Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)
- XI. — Législation en matière de dommages de guerre

I. — LEGISLATION ECONOMIQUE GENERALE

Arrêté royal du 28 septembre 1959

modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi de primes à fonds perdus à la construction, par l'initiative privée, d'habitations sociales et de petites propriétés terriennes (Moniteur du 2 octobre 1959, p. 7.045).

Arrêté royal du 14 octobre 1959

portant création d'un Bureau de Programmation économique (Moniteur du 20 octobre 1959, p. 7.508).

RAPPORT AU ROI.

Les responsables de la vie économique et sociale du pays ont de plus en plus besoin de données valables sur les perspectives de développement national. La gestion des finances publiques mérite, à cet égard, une attention toute particulière : étant donné l'importance prise depuis des années par les dépenses de l'Etat, il est essentiel que celles-ci soient effectuées avec méthode, qu'on en prévienne les conséquences et leur assigne des objectifs valables. Or, trop souvent, les interventions économiques et sociales de l'Etat ne s'inscrivent pas dans un programme cohérent. Trop souvent, elles ont pour objet de remédier hâtivement à des situations difficiles au fur et à mesure que celles-ci se présentent. L'action économique du Gouvernement en est défavorablement affectée. Par ailleurs, les conséquences de cette situation sont tout aussi regrettables pour les entreprises. Celles-ci sont privées des renseignements dont elles auraient besoin pour organiser leur production et fixer leur programme d'investissement.

Il faut donc préparer et soumettre au Gouvernement des programmes destinés à réaliser ses objectifs généraux. Ces

programmes doivent tenir compte des possibilités à la fois du secteur public et du secteur privé. Pour remplir cette tâche, un organisme nouveau est nécessaire.

Les tâches (...) du Bureau concernent un grand nombre de départements ministériels. C'est pourquoi la programmation économique ne peut être considérée comme l'activité d'une seule administration.

Aussi le Bureau de Programmation économique recevra-t-il ses directives du Comité ministériel de Coordination économique, auquel il fera rapport (...).

Le Bureau de Programmation ne fonctionnera valablement qu'à la condition de travailler en étroite collaboration avec les départements ministériels. A cette fin, on a prévu la création d'une commission interministérielle spéciale.

Toutefois, pour des raisons pratiques et vu l'influence traditionnelle importante du Ministre des Affaires Economiques dans la définition de la politique économique du pays, le Bureau sera placé sous l'autorité administrative de ce Ministre. Celui-ci en établira le budget et veillera au respect des obligations disciplinaires incombant à ses membres.

**

Article 1^{er}. — Il est créé, sous l'autorité administrative du Ministre des Affaires Economiques, un Bureau de Programmation économique.

Art. 2. — Le Bureau de Programmation économique recevra ses directives du Comité ministériel de Coordination économique, auquel il fera rapport.

Art. 3. — Le Bureau de Programmation étudie et propose au Comité ministériel de Coordination économique :

1. les objectifs généraux de la politique économique, notamment en matière d'investissement, d'emploi, de prix et de salaires;

2. un programme de développement économique et social établi, pour une ou plusieurs années, en vue d'atteindre les objectifs susdits.

Ce programme comprend les prévisions budgétaires y relatives.

La politique des transports, celle de l'énergie et celle de l'emploi doivent y être intégrées.

3. un plan d'investissements publics regroupant les principaux projets des différentes administrations, services et pouvoirs publics;

4. des prévisions quant aux investissements privés et des indications sur les perspectives des différents secteurs de la vie économique.

Art. 4. — Les Ministères intéressés fournissent au Bureau tous renseignements que celui-ci juge utiles. Le Bureau les éclaire sur tout problème au sujet duquel il est consulté. Le Bureau se met directement en rapport avec les Ministères.

Art. 5. — Le Bureau de Programmation économique est composé de cinq membres. Il disposera en outre d'un personnel recruté par le Ministre des Affaires Economiques.

Art. 6. — Une commission interministérielle dans laquelle seront représentés tous les départements intéressés à la programmation économique sera instituée auprès du Bureau et

connaîtra des problèmes à résoudre pour assurer une étroite collaboration avec ces départements.

Le Comité ministériel de Coordination économique en déterminera la compétence et la composition, sur proposition du Bureau.

Art. 7. — Le Bureau de Programmation constituera les commissions d'experts, administratives ou techniques, nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Les Ministres intéressés désigneront ceux de leurs fonctionnaires qui participeront aux travaux de ces commissions.

Le Bureau de Programmation choisit les autres experts (...).
.....

Art. 9. — Le Premier Ministre et le Ministre des Affaires Economiques recrutent conjointement les membres du Bureau de Programmation sur avis du Comité ministériel de Coordination économique.

Ils fixent la durée de leur contrat.

Celui-ci peut être renouvelé.

Ils fixent conjointement la compétence, les attributions, la répartition des fonctions et la rémunération (...) des membres du Bureau de Programmation.
.....

II. — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Arrêté royal du 28 septembre 1959

modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi de primes à fonds perdus à la construction, par l'initiative privée, d'habitations sociales et de petites propriétés terriennes (Moniteur du 2 octobre 1959, p. 7.045).

Arrêté royal du 14 octobre 1959

modifiant l'arrêté royal du 22 septembre 1937 d'exécution des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus (Moniteur du 24 octobre 1959, p. 7.621).

Arrêté royal du 14 octobre 1959

modifiant le Code et le Règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 24 octobre 1959, p. 7.623).

Arrêté royal du 27 octobre 1959

portant modification des tarifs postaux du service intérieur (Moniteur du 31 octobre 1959, p. 7.831).

Arrêté royal du 30 octobre 1959

autorisant Notre Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi à contracter un emprunt de 20 mil-

lions de dollars aux Etats-Unis d'Amérique (Moniteur du 31 octobre 1959, p. 7.843).

Article 1^{er}. — Notre Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi est autorisé à contracter, pour compte du Congo belge, aux conditions fixées ci-après et selon les modalités à déterminer par une convention qu'il passera avec des banques américaines, une ouverture de crédit d'un montant nominal de 20 millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique.

Art. 2. — Le crédit sera prélevé à une date à notifier aux banques au moins cinq jours avant le prélèvement.

Art. 3. — Lors du prélèvement du crédit, il sera délivré à chaque banque intervenante trois promesses de paiement libellées à son ordre, d'un montant total égal à celui de sa quote-part dans le crédit et datées du jour du prélèvement, savoir :

a) une promesse de paiement d'un montant égal à 25 p.c. de l'avance et remboursable trois ans après le lendemain du jour de la sanction de la loi qui interviendrait pour garantir l'ouverture de crédit;

b) une promesse de paiement d'un montant égal à 25 p.c. de l'avance et remboursable quatre ans après la date définie au littéra a qui précède;

c) une promesse de paiement d'un montant égal à 50 p.c. de l'avance et remboursable cinq ans après la date définie au littéra a qui précède.

Ces promesses seront libellées en dollars des Etats-Unis d'Amérique.

Art. 4. — Les promesses portent intérêt à compter de la date du prélèvement qu'elles représentent. Cet intérêt est calculé au taux de 5 ½ p.c. l'an pour les promesses à trois ans et au taux de 5 ¾ p.c. l'an pour les promesses à quatre ou à cinq ans.

Les intérêts sont payables trimestriellement les 1^{er} mars, 1^{er} juin, 1^{er} septembre et 1^{er} décembre de chaque année.
.....

Art. 6. — A l'exception des emprunts à contracter éventuellement auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, du Fonds Monétaire International ou de l'Export-Import Bank of Washington, le produit des emprunts en dollars qui seraient éventuellement émis par le Congo belge aux Etats-Unis d'Amérique, sera affecté à la réduction à due concurrence du crédit et, le cas

échéant, du montant des promesses en circulation. Dans ce dernier cas, le remboursement affectera lesdites promesses dans l'ordre inverse de leur échéance.

Art. 7. — Le Congo belge se réserve la faculté de rembourser, moyennant un préavis de cinq jours au moins, tout ou partie des promesses en circulation. Pareil remboursement ne peut être inférieur à un million de dollars et affectera les promesses dans l'ordre inverse de leur échéance.

Art. 8. — Le paiement des intérêts et de la commission d'ouverture de crédit ainsi que le remboursement des pro-

messes seront effectués en dollars des Etats-Unis d'Amérique, aux guichets de la Morgan Guaranty Trust Company of New-York, à New-York.

.....
Art. 10. — Au cas où à l'avenir le Congo belge affecterait à titre de gage au profit d'emprunts extérieurs certains revenus ou actifs déterminés, le Congo belge s'engage à accorder aux promesses à émettre en vertu du présent arrêté les mêmes privilèges sur ces mêmes revenus ou actifs donnés en garantie.
.....

III. — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté ministériel du 1^{er} octobre 1959

fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 12 octobre 1959, p. 7.290).

Arrêté royal du 5 octobre 1959

relatif à la répartition équitable des charges de l'incorporation du froment indigène de la récolte 1958, entre tous les meuniers industriels (Moniteur du 9 octobre 1959, p. 7.235).

Arrêté ministériel du 9 octobre 1959

réglementant le prix des pommes de terre de consommation (Moniteur du 12 octobre 1959, p. 7.312).

VI. — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE INTERIEUR

Arrêté royal du 10 juin 1959

portant réglementation du commerce des substances destinées à l'alimentation des animaux (Moniteur du 30 octobre 1959, p. 7.754).

Arrêté ministériel du 11 juin 1959

pris en exécution de l'arrêté royal du 10 juin 1959, portant réglementation du commerce des substances destinées à l'alimentation des animaux (Moniteur du 30 octobre 1959, p. 7.806).

VII. — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 23 octobre 1959

modifiant l'arrêté ministériel du 11 septembre 1957, suspendant l'obligation de produire une licence pour l'exportation de certaines marchandises (Moniteur du 30 octobre 1959, p. 7.748).

Arrêté ministériel du 23 octobre 1959

relatif au transit de certaines marchandises (Moniteur du 30 octobre 1959, p. 7.754).

IX. — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté royal du 7 juillet 1959

rendant obligatoire la décision du 28 janvier 1959 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des pâtes, papiers et cartons, relative à la fixation

des salaires minimums dans l'industrie du papier et du carton et au rattachement de ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume. Erratum (Moniteur du 1^{er} octobre 1959, p. 7.008).

Arrêté royal du 28 septembre 1959

rendant obligatoires les décisions des 20 février 1958 et 9 mars 1959 de la Commission paritaire nationale de l'agriculture modifiant les décisions du 3 février 1954 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises agricoles, portant classification des travailleurs agricoles, fixation de leurs salaires minimums, rattachement des salaires à l'index-number des prix de détail du Royaume et modification de la durée de validité de certaines décisions, rendues obligatoires par l'arrêté royal du 30 mars 1954 (Moniteur du 13 octobre 1959, p. 7.331).

Arrêté royal du 5 octobre 1959

rendant obligatoire la décision du 10 juillet 1959 de la Commission paritaire régionale de l'industrie des briques de la région du Rupel, concernant l'octroi d'une prime de fin d'année aux ouvriers et ouvrières (Moniteur du 19 octobre 1959, p. 7.483).

Arrêté royal du 5 octobre 1959

rendant obligatoire la décision du 17 juin 1959 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des

tabacs, modifiant la décision du 27 mars 1958 fixant la classification professionnelle et les salaires minimums des ouvriers et ouvrières occupés dans l'industrie des tabacs et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 25 juin 1958 (Moniteur du 22 octobre 1959, p. 7.557).

Arrêté ministériel du 8 octobre 1959

prescrivant la déclaration des hausses de prix (Moniteur du 10 octobre 1959, p. 7.261).

Arrêté ministériel du 9 octobre 1959

réglementant le prix des pommes de terre de consommation (Moniteur du 12 octobre 1959, p. 7.312).

Arrêté royal du 20 octobre 1959

rendant obligatoire la décision du 29 juillet 1959 de la Commission paritaire nationale de l'agriculture fixant un salaire garanti pour le ramassage des pommes de terre de la campagne 1959 (Moniteur du 29 octobre 1959, p. 7.724).

**X. — LEGISLATION SOCIALE
(PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)**

Arrêté royal du 28 septembre 1959

rendant obligatoire la décision du 25 juin 1959 de la Commission paritaire nationale de la construction, fixant la contribution patronale au Fonds de sécurité d'existence pour les travailleurs de la construction (Moniteur du 1^{er} octobre 1959, p. 7.007).

Arrêté royal du 5 octobre 1959

rendant obligatoire la décision du 5 février 1959 de la Commission paritaire régionale pour les ports d'Ostende et Nieuport, concernant la fixation d'un statut du Fonds de sécurité d'existence pour les travailleurs du port d'Ostende (Moniteur du 19 octobre 1959, p. 7.478).

Arrêté royal du 12 octobre 1959

modifiant l'arrêté royal du 27 août 1957 fixant, pour l'application des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, des règles particulières en faveur des travailleurs dont les prestations hebdomadaires sont réparties sur cinq jours (Moniteur du 22 octobre 1959, p. 7.562).

Arrêté royal du 12 octobre 1959

modifiant l'arrêté-loi du 25 février 1947, coordonnant et modifiant les lois sur le régime de retraite des ouvriers mineurs et assimilés (Moniteur du 26 octobre 1959, p. 7.654).

STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

MARCHE DE L'ARGENT

Ia. — TAUX OFFICIELS D'ESCOMPTE ET DE PRETS

Epoques	Taux officiels de la Banque Nationale de Belgique					
	Escompte				Avances en compte courant et prêts *	
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations de banque préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées, non domiciliées, en banque	Traites non acceptées domiciliées en banque	Traites non acceptées et non domiciliées en banque, promesses	Certificats de trésorerie (1) émis à maximum 800 jours	Tous autres effets publics
1957 Moyenne	3,93	4,68	5,43	5,68	(2)	5,68
1958 Moyenne	3,95	4,66	5,37	5,66	(3)	5,66
1958 Août (dep. le 28) ...	3,50	4,25	5,—	5,25	(3)	5,25
Septembre	3,50	4,25	5,—	5,25	(3)	5,25
Octobre (dep. le 30) .	3,50	4,—	4,50	5,—	(3)	5,—
Novembre	3,50	4,—	4,50	5,—	(3)	5,—
Décembre	3,50	4,—	4,50	5,—	(3)	5,—
1959 Janvier (dep. le 8) ...	3,25	3,75	4,25	4,75	(3)	4,75
Février	3,25	3,75	4,25	4,75	(3)	4,75
Mars	3,25	3,75	4,25	4,75	(3)	4,75
Avril	3,25	3,75	4,25	4,75	(3)	4,75
Mai	3,25	3,75	4,25	4,75	(3)	4,75
Juin	3,25	3,75	4,25	4,75	(3)	4,75
Juillet	3,25	3,75	4,25	4,75	(3)	4,75
Août	3,25	3,75	4,25	4,75	(3)	4,75
Septembre	3,25	3,75	4,25	4,75	(3)	4,75
Octobre	3,25	3,75	4,25	4,75	(3)	4,75

(1) Et certificats du Fonds des Rentes depuis le 12 novembre 1957.

(2) Moyenne du 1er janvier 1957 au 20 mars 1957 : 2,25 %. Depuis le 21 mars 1957 : taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %.

(3) Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %.

* Quotité de l'avance au 31 octobre 1959

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 800 jours max. 95 %

Autres effets publics max. 80 %

Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

Ib. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME

2

Moyennes	En compensation et hors compensation		
	1 jour	5 jours	10 jours
1957	1,78	1,87	1,97
1958	1,41	1,56	1,69
1958 Août	1,22	1,27	1,37
Septembre	1,20	1,25	1,35
Octobre	1,20	1,25	1,35
Novembre	1,20	1,25	1,35
Décembre	1,11	1,16	1,21
1959 Janvier	1,02	1,07	1,12
Février	1,02	1,07	1,12
Mars	1,03	1,08	1,13
Avril	1,—	1,05	1,10
Mai	1,—	1,05	1,10
Juin	1,—	1,05	1,10
Juillet	1,—	1,05	1,10
Août	1,—	1,05	1,10
Septembre	1,—	1,05	1,10
Octobre	1,—	1,05	1,10

Ic. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE

Moyennes	Certificats de trésorerie à très court terme					Epoques	Certificats de trésorerie à court terme Taux moyen des adjudications		
	15 jours	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois		6 mois	9 mois	12 mois
1957	1,99	2,80 ¹	3,05 ¹	3,34 ¹	3,84 ¹		—	—	—
1958	1,94	2,18	2,48	2,89	3,45		—	—	—
1958 Août	1,50	1,75	2,—	2,47	3,22	7 oct. ...	3,5158	3,80	3,9804
Sept.	1,50	1,75	2,—	2,25	2,78	4 nov. ...	3,4718	3,73	3,9735
Oct.	1,50	1,75	2,—	2,25	2,75	2 déc. ...	3,433	3,663	3,922
Nov.	1,50	1,75	2,—	2,25	2,75	1959 :			
Déc.	1,27	1,52	1,77	2,02	2,52	6 janv. ...	3,398	3,646	3,86
1959 Janv.	1,17	1,38	1,63	1,88	2,31	3 févr. ...	3,256	3,50	3,714
Févr.	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	3 mars ...	3,237	3,475	3,70
Mars	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	7 avril ...	3,24	3,498	3,696
Avril	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	5 mai ...	3,28	3,50	3,70
Mai	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	2 juin ...	3,289	3,50	3,701
Juin	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	7 juillet ...	3,345	3,544	3,741
Juill.	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	4 août ...	3,448	3,55	3,75
Août	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	1 sept. ...	3,456	3,59	3,85
Sept.	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	6 oct. ...	3,459	3,653	3,861
Oct.	1,15	1,35	1,60	1,85	2,25	3 nov. ...	3,497	3,70	3,90

II. — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

4

Epoques	Banques — Comptes de dépôts à 2					Caisse Générale d'Epargne (dépôts d'épargne des particuliers)	
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusqu'à 150.000 fr.	de 150.000 fr.
1957 Moyenne .	0,50	0,90	1,26	1,58	1,94	3,— ³	2,— ³
1958 Moyenne .	0,50	1,04	1,77	2,17	2,59	3,— ⁴	2,— ⁴
1958 Août (dep. le 28)	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,— ⁴	2,— ⁴
Septembre .	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,—	2,—
Octobre ...	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,—	2,—
Novembre .	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,—	2,—
Décembre .	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,—	2,—
1959 Jan. (dep. le 8)	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,— ⁴	2,— ⁴
Février ...	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Mars	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Avril	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Mai	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Juin	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Juillet	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Août	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Septembre .	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—
Octobre ...	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—

1 Moyenne du 12 novembre 1957 au 31 décembre 1957. — 2 Moyenne de quatre banques. — 3 Depuis le 1er juillet 1957, jusqu'à 200.000 fr. : 8 %. Au-delà de 200.000 fr. : 2 %. — 4 Depuis le 1er janvier 1958 : 8 % jusqu'à 250.000 fr., avec majoration d'intérêts de 0,80 % pour les sommes qui sont restées inscrites toute l'année. Au-delà de 250.000 fr. : 2 %. Depuis le 1er janvier 1959 la majoration d'intérêts de 0,80 % est supprimée.

III. — Marché de l'argent au jour le jour
et à très court terme ¹
(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés			Capitaux empruntés		
	par des organismes compensateurs		Total	par des organismes non compensateurs ³	en compensation ⁴	hors compensation ⁵
	Banques de dépôts	Autres organismes ²				
1957	2.288	240	2.528	3.065	2.528	3.065
1958	2.078	292	2.370	1.537	2.448	1.459
1959 Janvier ...	2.284	412	2.696	649	2.767	578
Février ...	1.876	634	2.510	1.662	2.515	1.657
Mars	2.397	279	2.676	704	2.677	703
Avril	2.367	263	2.630	634	2.724	540
Mai	2.294	310	2.604	637	2.676	565
Juin	2.283	283	2.566	971	2.664	873
Juillet ...	2.062	140	2.202	1.100	2.203	1.099
Août	2.000	148	2.148	773	2.222	699
Septembre .	2.293	138	2.431	841	2.761	511
Octobre :	2.135	120	2.255	829	2.305	779
29/9 au 5 .	1.235	176	1.411	504	1.413	502
6 au 12 ...	2.091	120	2.211	1.173	2.211	1.173
13 au 19 ...	2.881	131	3.012	996	3.098	910
20 au 26 ...	1.968	129	2.097	664	2.097	664
27 au 2/11	1.869	109	1.978	658	2.112	524

METAUX PRECIEUX 9
Cours de l'or et de l'argent
à Londres ⁶

Moyennes journalières	Or en sh./d. par oz. fin	Argent en pence par oz. fin
1957	250/ 2 ³ / ₈	79
1958	249/ 9 ³ / ₈	76
1958 Août	250/ 2 ³ / ₄	75
Septembre	250/ 5 ¹ / ₈	76
Octobre	250/ 1 ³ / ₄	78
Novembre	250/ 2 ³ / ₈	77
Décembre	250/ 3 ⁵ / ₈	76
1959 Janvier	249/10 ³ / ₄	76
Février	249/ 7	77
Mars	249/ 3 ³ / ₄	79
Avril	249/ 1 ¹ / ₂	79
Mai	249/ 6 ¹ / ₄	79
Juin	249/ 8 ³ / ₈	78
Juillet	249/10 ¹ / ₄	78
Août	249/11 ³ / ₈	79
Septembre	250/ 6 ¹ / ₂	79
Octobre	250/ 1 ⁵ / ₈	80

¹ Depuis le 27 février 1956 les chiffres comprennent l'encours de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours, s'il y a lieu. — ² Notamment le Crédit Communal de Belgique et la Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — ³ Notamment la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite. — ⁴ Notamment l'Institut de Réescote et de Garantie et l'Office National du Ducroire. — ⁵ Notamment l'Institut de Réescote et de Garantie et l'Office Central de Crédit hypothécaire. — ⁶ Prix de l'oz d'or fin à New-York : 35 \$ depuis le 1^{er} février 1934.

MARCHE DES CHANGES

Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles 10¹
(francs belges)

Moyennes	1 franc suisse	1 \$ U.S.A.	100 fr. français	1 \$ canadien		1 Livre Sterling	100 Escudos	1 fl. P.B.	1 Cr. suéd.	1 Cr. dan.	1 D.M.	1 Cr. norv.	100 livres italiens	100 schillings autrichiens
				Câble	Courrier									
1957	11,46	50,24	{14,27 ¹ 11,89 ²	52,400	52,396	140,22	174,02	13,18	9,69	7,24	11,96	7,02	8,01	193,10
1958	11,40	49,89	11,84 ³	51,397	51,395	139,41	174,04	13,17	9,63	7,21	11,90	6,97	7,99	192,21
1958 Août	11,39	49,88	11,85	51,712	51,708	139,01	174,03	13,16	9,63	7,19	11,89	6,95	8,00	192,22
Septembre .	11,40	49,86	11,84	51,073	51,070	139,05	174,03	13,16	9,61	7,19	11,89	6,95	7,99	192,09
Octobre ...	11,41	49,85	11,84	51,348	51,346	139,34	174,03	13,19	9,62	7,21	11,92	6,97	7,99	192,50
Novembre .	11,40	49,86	11,84	51,486	51,484	139,53	174,03	13,19	9,64	7,21	11,93	6,97	7,99	192,62
Décembre .	11,44	49,85	11,83 ³	51,679	51,677	139,40	174,20	13,18	9,63	7,21	11,92	6,97	7,99	192,49
1959 Janvier ...	11,59	49,97	10,19	51,687	51,685	140,26	175,01	13,25	9,66	7,24	11,97	7,01	8,03	192,78
Février ...	11,59	49,98	10,19	51,284	51,282	140,42	175,15	13,25	9,66	7,25	11,96	7,01	8,05	192,85
Mars	11,57	50,00	10,20	51,552	51,550	140,63	175,32	13,25	9,67	7,26	11,96	7,02	8,06	193,05
Avril	11,54	49,90	10,18	51,787	51,785	140,54	175,24	13,23	9,65	7,25	11,93	7,01	8,04	192,88
Mai	11,53	49,85	10,17	51,784	51,782	140,30	174,89	13,21	9,64	7,24	11,92	7,00	8,03	192,61
Juin	11,58	49,93	10,19	52,067	52,064	140,43	175,08	13,23	9,65	7,25	11,95	7,02	8,05	193,00
Juillet	11,58	49,92	10,18	52,147	52,145	140,35	175,00	13,24	9,65	7,25	11,94	7,01	8,04	193,36
Août	11,58	49,96	10,19	52,334	52,333	140,37	174,98	13,22	9,66	7,25	11,94	7,01	8,05	193,65
Septembre .	11,57	50,02	10,20	52,562	52,560	140,25	174,85	13,24	9,67	7,25	11,96	7,01	8,06	193,89
Octobre ...	11,53	50,00	10,19	52,766	52,765	140,34	174,96	13,25	9,66	7,26	11,97	7,01	8,06	193,65

¹ Moyenne du 1^{er} janvier au 10 août 1957.
² Moyenne du 12 août (date des mesures monétaires françaises) au 31 décembre 1957.
³ Moyenne du 1^{er} au 28 pour le mois de décembre 1958.

MARCHE DES CAPITAUX

I. — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

Désignation des titres	Cotation pour	Cours au				
		1 juillet 1959	3 août 1959	1 septembre 1959	1 octobre 1959	3 novembre 1959
I. — Dette intér. dir. de l'Etat Belge (Intérêts à bonif.)						
Dette 3 ½ %, 1937	100,—	88,80	88,80	88,80	88,90	88,80
Dette 3 ½ %, 1943	100,—	85,—	84,90	84,90	84,60	84,70
Dette Unifiée 4 % 1 ^{re} s.	100,—	93,60	93,70	93,70	93,70	94,30
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945	100,—	90,30	90,70	91,10	90,20	90,70
Emprunt 4 ½ %, 1952-1962, à 10 ans	100,—	101,70	101,50	102,—	101,40	102,30
Emprunt 4 ½ %, 1952-1964, à 12 ans	100,—	100,50	101,—	101,—	100,40	100,90
Emprunt 4 ½ %, 1953-1973, à 20 ans	100,—	97,—	96,70	96,50	95,80	96,20
Emprunt 4 ½ %, 1953-1968, à 15 ans	100,—	97,30	97,30	97,20	96,70	97,50
Emprunt 4 ½ %, 1954-1972, à 18 ans	100,—	95,10	95,60	96,10	94,60	95,70
Emprunt 4 ¼ %, 1954-1974, à 20 ans, 1 ^{re} série	100,—	95,—	94,20	93,70	93,30	94,10
Emprunt 4 ¼ %, 1954-1974, à 20 ans, 2 ^e série	100,—	92,20	92,90	93,50	92,20	93,80
Emprunt 4 %, 1955-1975, à 20 ans	100,—	90,60	91,—	91,10	90,30	90,90
Emprunt 4 ¼ %, 1956-1971, à 15 ans	100,—	96,10	96,50	97,20	96,—	97,—
Emprunt 4 ¼ %, 1956-1973, à 17 ans	100,—	95,70	95,60	95,60	95,10	95,20
Emprunt 5 %, 1957-1969, à 12 ans	100,—	99,80	100,—	99,90	99,20	99,90
Certif. de Trés. à 20 ans au plus, 4 %, 1943	100,—	112,20	112,20	112,20	111,40	111,30
Certif. de Trés. à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949	100,—	104,70	105,—	104,90	104,80	105,10
Certif. de Trés. à 5 ans, 5 ½ %, 1957	100,—	102,70	102,90	102,90	101,80	102,20
Emprunts à lots 1941, 4 %	1.000,—	946,—	949,—	953,—	951,—	949,—
Emprunts à lots 1953 (2 %, 5 % dès 1967)	1.000,—	1.045,—	1.049,—	1.054,—	1.056,—	1.059,—
Emprunt de l'Exposition à Lots 1958, 2 %	1.000,—	982,—	989,—	989,—	988,—	989,—
II. — Dette indir. et dette gar. par l'Etat (Int. à bonif.)						
Domages de guerre à lots 1923, 4 %	1.050,—	1.020,—	1.023,—	1.023,—	1.022,—	1.021,—
Empr. de la Reconstr. 1 ^{re} tr. 1947, 5 %	100,—	100,10	100,50	100,40	100,20	100,50
Empr. de la Reconstr. 2 ^e tr. 1949, 5 %	100,—	100,10	100,60	100,40	100,10	100,40
Empr. de la Reconstr. 3 ^e tr. 1950 (2 %, 5 % dès 1960)	1.000,—	1.037,—	1.041,—	1.035,—	1.024,—	1.023,—
Emprunt du Fonds des Routes 4 ¼ %, à 10 ans, 1955-1965	100,—	96,50	97,—	97,40	96,40	97,20
Soc. Nat. Ch. de fer belges (tr. belge), act. priv. 4 %	500,—	469,—	473,—	476,—	472,—	471,—
Caisse autonome des Domm. de Guerre 1 ^{re} tr. 5 % 1953	100,—	99,40	99,50	99,50	98,90	98,80
Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 ½ %, 1953, 1 ^{re} s.	100,—	99,—	99,10	99,10	98,50	98,70
Régie des Télégr. et Téléph. à 15 ans, 4 ½ %, 1953, 2 ^e s.	100,—	98,80	98,80	98,70	98,50	98,60
Régie des Télégr. et Téléph. à 20 ans, 4 ¼ %, 1954, 1 ^{re} s.	100,—	94,80	94,70	94,60	94,—	94,—
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 ¼ %, 1954-1974	100,—	94,10	94,—	93,90	93,20	93,30
Soc. Nat. Ch. de fer belges, 4 %, 1955-1975 1 ^{re} s.	100,—	91,50	91,30	91,30	91,10	91,10
Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 ½ %, 1951	100,—	101,40	102,20	102,60	101,80	102,10
Soc. Nat. Créd. à l'Ind. à 10 ans, 4 ½ %, 1952 2 ^e s.	100,—	103,50	103,70	103,60	103,—	103,40
III. — Dette directe de la Colonie.						
Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888	100,—	242,—	245,—	248,—	251,—	248,—
<i>Intérêts à bonifier :</i>						
Dette coloniale 1936, 4 %	100,—	81,20	81,20	81,40	81,—	80,60
Dette coloniale 1954-1974, 4 ¼ %	100,—	84,50	83,40	78,—	76,10	75,80
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1950	100,—	104,—	104,90	104,80	104,40	104,60

II. — INDICES MENSUELS DES ACTIONS COTEES AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS 15¹

MARCHE AU COMPTANT

Source : Institut National de Statistique.

Dates	Indice général	Secteur financier et immobilier	Sociétés à portefeuille (non spécialisées)	Holdings (Transports & électricité)	Transports	Entreprises d'électricité et de gaz	Distribution d'eau	Industries de la métallurgie	Industries des fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Industries chimiques	Charbonnages	Glaceries et vertries	Industries de la construction	Industries textiles	Industries de l'alimentation	Industries diverses	Commerce et services	Congo belge et Ruanda-Urundi	Plantations																
																					94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109
Indices par rapport aux cours du mois précédent																																				
1959 10 septemb.	94	97	96	95	97	99	98	94	95	97	92	86	98	98	99	99	94	95	93	97																
10 octobre	98	100	98	105	97	101	100	101	101	99	101	91	101	100	103	97	96	101	94	98																
Indices par rapport à la moyenne de l'année 1953																																				
1958 10 octobre	139	161	174	177	129	140	188	151	117	173	135	110	223	155	91	160	158	212	121	107																
10 novemb.	142	165	176	185	131	141	200	146	119	180	136	106	224	159	92	159	163	220	125	111																
10 décemb.	137	165	171	183	127	138	197	146	117	174	136	102	229	157	88	156	157	220	116	107																
1959 12 janvier	140	187	173	198	133	150	204	158	127	192	147	110	249	172	92	168	166	235	104	110																
10 février	135	177	168	198	129	152	220	153	131	185	153	101	252	170	91	170	157	238	96	105																
10 mars	132	183	163	196	126	148	224	155	132	191	151	99	250	174	88	167	147	250	91	103																
10 avril	134	185	162	200	121	150	213	159	135	195	154	86	250	183	87	171	155	256	93	110																
11 mai	141	192	174	207	128	156	210	177	145	217	170	98	268	196	91	171	166	278	94	125																
10 juin	142	195	177	217	129	159	219	176	150	217	177	93	288	201	99	173	172	283	91	120																
10 juillet	140	206	175	218	128	158	215	189	151	219	183	89	316	201	105	176	166	298	85	112																
10 août	145	217	182	217	129	158	215	192	155	221	192	105	331	207	119	183	171	321	86	126																
10 septemb.	137	210	174	207	125	156	210	181	147	215	177	90	325	202	118	181	161	304	80	122																
10 octobre	135	209	170	217	121	157	209	183	149	213	179	82	329	202	122	176	155	307	75	119																

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

Périodes	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions 1		Total 1	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1957	246	119	127	18.488	26.002	18.607	26.129
1958	246	145	158	14.928	17.148	15.073	17.306
1958 Août	20	12	12	1.399	1.493	1.410	1.505
Septembre ...	22	13	14	1.355	1.450	1.368	1.464
Octobre	23	16	18	1.538	2.027	1.554	2.045
Novembre ...	19	14	16	1.323	1.535	1.337	1.551
Décembre ...	21	19	22	1.312	1.652	1.331	1.674
1959 Janvier	20	19	21	2.270	3.187	2.289	3.208
Février	20	18	19	1.725	2.081	1.743	2.100
Mars	20	19	21	1.566	1.810	1.585	1.831
Avril	22	15	18	1.941	2.415	1.956	2.433
Mai	17	15	17	1.802	2.319	1.817	2.336
Juin	22	18	20	1.756	2.418	1.774	2.438
Juillet	20	13	15	1.350	1.978	1.363	1.993
Août	21	12	14	1.357	1.895	1.369	1.909
Septembre ...	22	16	18	1.258	1.685	1.274	1.703
Octobre	22	13	15	1.695	2.024	1.708	2.039

1 Marchés au comptant et à terme.

 IV. — RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES 16
 (en pourcentages)

Début de mois	Dettes unifiées (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 10 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Echéance à plus de 20 ans		Taux médian (non compris la Dette unifiée)
		Paraétat. et Villes	(remboursement à date fixe)	Villes	(remboursement par annuités constantes)	Etat	Paraétat. et Villes	Etat Emprunts à lots		
								Dettes directes	Dettes indirectes	
		4 % 1 ^{re} s.	4,5 à 5,5 %	4 %	(remboursement par annuités variables)	4 à 5 %	3 à 5 %	4 %	4 %	
1958 Septembre	4,37	4,43	5,72	5,02	5,10	4,91	5,52	5,0		
Octobre	4,36	4,59	5,62	5,18	5,16	4,90	5,56	5,2		
Novembre	4,32	4,50	5,52	5,04	5,12	4,85	5,52	5,1		
Décembre	4,31	4,31	5,42	4,98	5,04	4,85	5,45	5,0		
1959 Janvier	4,29	4,44	5,26	4,85	4,93	4,83	5,40	4,9		
Février	4,28	4,46	5,16	4,90	4,98	4,82	5,38	5,0		
Mars	4,27	4,37	5,06	4,87	4,96	4,75	5,33	4,9		
Avril	4,28	4,40	5,01	4,88	4,96	4,74	5,32	4,9		
Mai	4,28	4,43	4,97	4,95	4,97	4,72	5,25	5,0		
Juin	4,28	4,57	4,93	4,97	4,99	4,71	5,09	5,0		
Juillet	4,27	4,54	4,87	5,04	5,04	4,69	5,19	5,0		
Août	4,27	4,51	4,79	5,04	5,01	4,67	5,14	5,0		
Septembre	4,27	4,47	4,93	5,04	5,01	4,66	5,12	5,0		
Octobre	4,27	4,61	4,95	5,18	5,09	4,68	5,13	5,1		
Novembre	4,27	4,62	4,93	5,06	5,08	4,68	5,15	5,0		

N.B. Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation de février 1956, p. 84.

Tableau rétrospectif

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Constitutions de sociétés			Augmentations de capital				Emissions d'obligations		Ensemble des émissions	Primes d'émission	Libération sans espèces		Emissions nettes
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur val. nominale	Nombre	Montant nominal	Montant nominal		1	2	

A. — Sociétés belges (sociétés anonymes et en commandite par actions, sociétés de personnes à responsabilité limitée)

1957	2.643	15.627	13.913	974	28.949	12.290	11.787	147	3.477	31.394	545,7	16.694	4.729	8.300
1958	2.473	1.892	1.588	716	17.970	7.184	6.412	^p 129	^p 2.937	^p 12.013	210,5	1.952	2.562	^p 6.634
1958 7 prem. mois ..	1.522	1.172	1.020	413	7.266	2.696	2.312	23	883	4.751	2,8	1.170	1.113	1.935
1959 7 prem. mois ..	1.677	2.055	1.907	453	9.818	3.886	3.610	19	1.105	7.046	24,8	2.315	1.315	3.007 ⁵
1958 Août	146	180	84	37	185	164	158	—	—	344	—	44	39	159
Septembre ...	177	74	70	48	755	319	309	—	—	393	2,3	67	210	104
Octobre	199	166	138	43	1.403	867	810	6	224	1.257	33,8	93	512	601
Novembre	143	120	114	52	1.355	739	577	2	600	1.459	—	198	342	751
Décembre	285	180	163	124	7.937	2.401	2.248	—	—	2.581	171,6	382	347	1.854
1959 Janvier	317	235	211	49	167	120	110	3	155	510	0,2	128	43	305
Février	237	160	147	27	393	282	275	1	320	762	—	120	218	404
Mars	265	259	249	69	449	284	275	2	120	663	20,0	177	59	428
Avril	233	408	356	96	3.716	1.177	1.158	5	310	1.895	4,5	649	378	792 ⁵
Mai	174	282	262	68	3.396	989	927	1	50	1.321	0,1	380	287	572
Juin	239	143	133	80	723	307	303	1	26	476	—	138	148	176
Juillet	212	568	549	64	967	726	561	6	124	1.418	—	721	182	331
Août	^p	67	63	—	—	90	88	—	—	157	4,5	62	27	67
Septembre .. ^p	—	185	124	—	—	432	420	—	—	617	0,8	107	339	97
Octobre ... ^p	—	250	239	—	—	397	393	—	—	647	120,1	307	43	402

B. — Sociétés congolaises (sociétés par actions et sociétés de personnes)

1957	296	3.625	3.243	130	4.095	3.134	3.116	10	723	7.482	1,0	3.402	1.606	2.075
1958	281	631	475	100	3.851	1.375	1.280	^p 10	^p 327	^p 2.333	—	562	452	^p 1.068
1958 7 prem. mois ..	167	343	260	63	940	710	624	—	—	1.053	—	286	305	293
1959 7 prem. mois ..	140	393	303	49	2.229	1.104	1.043	—	—	1.497	—	444	549	353
1958 Mai	25	51	35	9	175	82	79	—	—	133	—	81	—	33
Juin	29	36	33	4	2	5	5	—	—	41	—	24	4	10
Juillet	22	39	29	12	216	121	97	—	—	160	—	69	22	35
Août	23	34	27	6	118	64	64	1	30	128	—	18	35	68
Septembre ...	22	53	44	4	15	9	9	—	—	62	—	32	—	21
Octobre	21	83	54	8	68	39	37	—	—	122	—	61	5	25
Novembre ...	20	29	22	2	—	2	2	—	—	31	—	15	—	9
Décembre	29	91	69	15	2.686	537	537	—	—	628	—	150	106	350
1959 Janvier	24	48	46	13	102	173	148	—	—	221	—	93	67	34
Février	20	62	43	3	305	201	202	—	—	263	—	216	17	12
Mars	19	23	18	5	27	12	9	—	—	35	—	7	3	17
Avril	20	123	122	10	153	147	146	—	—	270	—	88	39	141
Mai	14	17	14	3	77	43	43	—	—	60	—	6	40	11
Juin	24	75	45	9	756	255	230	—	—	330	—	28	134	113
Juillet	19	45	16	6	810	273	265	—	—	318	—	6	250	25

1 Non comprises dans les montants libérés.

2 Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

3 Comprises dans les augmentations de capital.

4 Comprennent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations sans espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

5 Déduction faite d'un emprunt de conversion de 10 millions de frs.

VI. — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITE PUBLIQUE ¹

18

(long et moyen terme)

Périodes	Emissions publiques en Belgique	Emprunts à l'étranger
	(millions de francs)	(millions)
1957	17.515	U.S. \$ 87,3
1958	26.559	U.S. \$ 97
1958 Octobre ...	—	—
Novembre ...	2.000	—
Décembre ...	—	—
1959 Janvier ...	8.194	D.M. 40
Février ...	—	—
Mars ...	700	—
Avril ...	2.500	U.S. \$ 22,25
Mai ...	1.500	—
Juin ...	4.098	F.S. 50
Juillet ...	400	—
Août ...	—	—
Septembre ...	8.166	—
Octobre ...	750	U.S. \$ 20

VII. - OPERATIONS BANCAIRES 19 DU CREDIT COMMUNAL

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses).

Périodes	Dépenses extraordinaires		Dépenses ordinaires
	Prélèvements sur comptes ²	Rembourse- ments nets	Avances nettes
	(millions de francs)		
1957 Moyenne .	536	216	314
1958 Moyenne .	574	145	371
1958 Septembre .	757	42	301
Octobre ...	764	213	126
Novembre ...	674	34	137
Décembre ...	715	82	244
1959 Janvier ...	602	651	543
Février ...	536	94	554
Mars ...	687	63	726
Avril ...	495	321	573
Mai ...	482	43	637
Juin ...	621	83	623
Juillet ...	883	158	660
Août ...	555	38	610
Septembre .	797	58	492

VIII. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES ³

Périodes	Montant selon droits d'inscription perçus
	(millions de francs)
1957 Moyenne .	1.778
1958 Moyenne .	1.768
1958 Septembre .	1.728
Octobre ...	1.966
Novembre ...	1.801
Décembre ...	1.973
1959 Janvier ...	1.677
Février ...	1.570
Mars ...	1.886
Avril ...	1.972
Mai ...	2.192
Juin ...	2.458
Juillet ...	1.629
Août ...	2.797
Septembre .	2.157

¹ Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues et des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie). — ² Y compris les retraits sur subsides accordés par la province et l'Etat. — ³ Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 p.c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

FINANCES PUBLIQUES

25¹

I. — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

(millions de francs)

Fin de mois	Dettes consolidées			Dettes à moyen terme ³			Dettes à court terme ⁴			Avoirs des partic. en C.C.P.	Dettes totales ⁵	
	intérieure			extérieure 1 2	intérieure	extérieure 2	totale	intérieure 5	extérieure 2			totale
	directe	indirecte	totale									
1958 Août	166.350	17.888	184.238	17.994	26.669	1.068	27.737	73.921	14.142	88.063	23.063	341.095
Septembre ...	176.885	17.861	194.746	17.877	26.315	1.068	27.383	64.977	11.597	76.574	22.774	339.354
Octobre	176.526	17.787	194.313	17.912	26.071	1.069	27.140	68.363	11.578	79.941	23.126	342.432
Novembre	175.890	17.765	193.655	17.924	26.071	1.069	27.140	70.634	11.594	82.228	23.377	344.324
Décembre	175.511	17.747	193.258	17.846	26.071	828	26.899	70.296	11.687	81.983	25.367	345.353
1959 Janvier	177.955	17.659	195.614	17.899	25.444	830	26.274	70.445	11.839	82.284	24.243	346.314
Février	182.012	17.639	199.651	17.894	25.417	829	26.246	71.737	11.759	83.496	23.526	350.813
Mars	181.718	17.612	199.330	17.814	23.974	951	24.925	73.797	12.775	86.572	24.529	353.170
Avril	181.252	20.089	201.341	18.523	24.011	1.431	25.442	76.143	14.036	90.179	24.212	359.697
Mai	181.134	20.072	201.206	18.877	24.011	1.432	25.443	74.245	14.387	88.632	25.166	359.324
Juin	184.664	20.044	204.708	18.785	23.595	1.435	25.030	71.624	13.602	85.226	25.632	359.381
Juillet	184.374	19.948	204.322	18.717	22.926	1.535	24.461	72.701	14.162	86.863	26.887	361.250
Août	184.260	19.933	204.193	18.755	22.700	1.535	24.235	73.674	14.506	88.180	26.366	361.729
Septembre ...	192.322	19.909	212.231	18.669	22.700	1.536	24.236	66.693	15.256	81.949	26.574	363.659
Octobre	191.916	19.834	211.750	18.681	22.700	1.533	24.233	75.236	14.611	89.847	26.952	371.463

¹ Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918. — ² Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. — ³ Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an. — ⁴ Certificats à un an d'échéance au plus. — ⁵ Non compris la Dotation des Combattants.

II. — AVOIRS EN EFFETS PUBLICS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

25²

(millions de francs)

Fin de mois	A 120 jours au maximum	A plus de cinq ans		Total
	Certificats de trésorerie 1	Créance consolidée sur l'Etat 2	Effets publics nationaux 3	
1956 Mars	7.517	34.660	2.069	44.246
Juin	7.283	34.660	2.066	44.009
Septembre	7.973	34.660	2.071	44.704
Décembre	5.989	34.660	2.072	42.721
1957 Mars	7.132	34.456	2.232	43.820
Juin	7.588	34.456	2.230	44.274
Septembre	8.727	34.456	2.235	45.418
Décembre	6.616	34.456	2.239	43.311
1958 Mars	8.690	34.243	2.375	45.308
Juin	8.615	34.243	2.372	45.230
Septembre	2.115	34.243	2.376	38.734
Décembre	7.840	34.243	2.379	44.462
1959 Mars	9.465	34.030	2.465	45.960
Juin	7.315	34.030	2.463	43.808
Septembre	5.315	34.030	2.466	41.811

1 Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 18 de la loi organique de la B.N.B. — 2 Art. 8 § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la B.N.B. — 3 Art. 14 de la loi organique de la B.N.B.

III. — APERÇU DE L'EXECUTION DES BUDGETS

25³

(millions de francs)

Source : *Moniteur Belge*.

Recettes	Du 1/I au 30/IX/1959		Dépenses	Du 1/I au 30/IX/1959	
	Pour compte exerc. 1958	Pour compte exerc. 1959		Pour compte exerc. 1958	Pour compte exerc. 1959
Voies et moyens :			Dépenses ordinaires :		
Impôts	5.394	66.628	Dette publique	1.398	10.428
Taxes, péages et redevances	90	2.675	Pensions	890	11.507
Revenus patrimoniaux	569	348	Dotations	12	258
Remboursements	534	611	Non-valeurs et remboursements	105	268
Produits divers	66	587	Administration { rémunérations	260	17.587
Impôts d'assainissement monétaire ...	—	—	{ matériel	1.415	3.942
Recettes résultant de la guerre	36	136	Subventions	3.906	26.177
			Travaux	237	482
			Autres dépenses	884	4.178
Total ...	6.689	70.985	Total ...	9.107	74.827
Recettes extraordinaires :			Dépenses extraordinaires :		
Produits d'emprunts consolidés	—	21.333	Service de la dette publique	—	2
Diverses	313	3.046	Crédits relatifs aux avances	— 29	2.839
			Crédits relatifs aux participations	— 432	719
			Crédits relatifs { immob. nouv. ...	— 1.103	12.850
			aux immobilis. { rest. du dom. pub.	8	501
			Autres dépenses	1	4.229
			Résorption du chômage	—	—
Total ...	313	24.379	Total ...	— 1.555	21.140
TOTAL GENERAL ...	7.002	95.364	TOTAL GENERAL ...	7.552	95.967
Mali ...	550	603			

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les centimes additionnels provinciaux et communaux
et les sommes attribuées au Trésor de la Colonie)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

Périodes	Contributions directes 1	Douanes et Accises	Enregistrement	Recettes globales 1	Recettes globales cumulatives depuis janvier 1
1957 Moyenne mensuelle	3.214	1.458	2.769	7.441	—
1958 Moyenne mensuelle	3.069	1.514	2.738	7.321	—
1958 Juillet	5.740	1.590	2.527	9.857	54.221
Août	2.270	1.432	2.638	6.340	60.561
Septembre	3.271	1.538	2.677	7.486	68.047
Octobre	2.432	1.684	2.783	6.899	74.946
Novembre	2.044	1.290	2.776	6.110	81.056
Décembre	2.298	1.667	2.826	6.791	87.847
1959 Janvier	5.222	1.653	3.651	10.526	10.526
Février	2.225	1.359	2.618	6.202	16.728
Mars	2.210	1.608	2.946	6.764	23.492
Avril	2.661	1.630	2.833	7.124	30.616
Mai	3.021	1.606	2.863	7.490	38.106
Juin	3.588	1.550	2.923	8.061	46.167
Juillet	6.371	1.726	2.884	10.981	57.148
Août	2.410	1.434	2.783	6.627	63.775
Septembre	3.631	1.633	2.960	8.224	71.999

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 30 septembre 1959 pour les exercices 1958 et 1959

(non compris les centimes additionnels provinciaux et communaux
et les sommes attribuées au Trésor de la Colonie)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

	Exercice 1958 2		Exercice 1959		Septembre 1959
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exerc. 1959
I. Contributions directes 1	36.114	37.925	26.390	26.408	3.631
II. Douanes et accises	18.128	18.384	13.788	14.642	1.633
dont douanes	5.802	5.900	3.936	4.233	467
accises	11.327	12.224	9.234	10.207	1.111
taxes spéciales de consommat.	718		425		47
III. Enregistrement	32.861	34.905	26.448	26.717	2.960
dont enregistrement	3.037	3.500	2.612	2.557	258
successions	1.835	1.650	1.269	1.201	131
timbres et taxes assimilées ...	27.630	29.319	22.262	22.646	2.540
Total 1 ...	87.103	91.214	66.626	67.767	8.224
Différence par rapport aux éval. budgét.	— 4.111		— 1.141		+ 111

1 Y compris le produit des versements anticipatifs à valoir sur la taxe professionnelle.

2 L'exercice 1958 commencé le 1^{er} janvier 1958 s'est clôturé le 31 mars 1959.

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

I. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Tableau rétrospectif

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Nombre de sociétés			Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividende brut mis en paiement	Dettes obligataires ¹	Coupons d'obligations brutes
	recensées	en bénéfique	en perte			bénéfice	perte			
						(millions de francs)		(millions de francs)		
1957 ²	14.069	10.770	3.299	175.112	107.474	35.102	2.097	19.861	53.327 ³	2.274
1958 ²	13.974	10.454	3.520	193.699	111.775	30.464	2.256	17.785	53.221 ³	2.655
1958 Février	132	101	31	325	481	73	7	26	3.877	169
Mars	1.540	1.180	360	13.898	8.277	2.273	160	1.303	4.859	228
Avril	2.703	2.063	640	27.791	15.422	3.635	451	1.783	4.630	213
Mai	2.769	3.123	641	57.345	34.736	10.611	509	6.794	3.924	175
Juin	1.775	1.354	421	32.236	17.424	5.820	237	3.181	4.756	226
Juillet	595	471	124	14.684	9.297	2.428	110	1.568	4.712	216
Août	233	154	79	1.856	958	256	17	121	3.609	153
Septembre	337	245	92	1.714	1.696	283	31	115	4.328	193
Octobre	511	364	147	12.222	5.389	1.367	127	913	4.033	181
Novembre	366	265	101	14.235	6.737	1.657	195	1.024	3.890	176
Décembre	345	249	96	8.205	4.723	728	102	447	5.746	285
1959 Janvier	120	83	37	2.439	989	240	86	149	5.959	274
Février	180	132	48	664	1.707	367	13	311	4.443	182
Mars	1.558	1.143	415	16.670	9.832	2.286	458	1.367	5.536	246
Avril	2.730	1.957	773	34.114	23.697	3.706	589	1.978	5.337	233

¹ En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

² Déduction faite des doubles emplois.

³ Au 31 décembre.

II. — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE 31
ET DE RETRAITE

Dépôts sur livrets des particuliers
à la Caisse d'Épargne¹ (épargne pure)
(millions de francs)

Périodes	Versements	Remboursements	Excédents	Soldes des dépôts à fin de période
1957 Moyenne mens.	1.399	1.205	194	60.144 ²
1958 Moyenne mens.	1.576	1.193	383	66.700 ²
1958 Août	1.499	1.050	449	62.940
Septembre	1.535	1.216	319	63.259
Octobre	1.716	1.138	578	63.837
Novembre	1.489	1.033	456	64.293
Décembre	1.838	1.391	447	66.700 ²
1959 Janvier	2.261	1.213	1.048	67.748
Février	1.675	1.080	595	68.343
Mars	1.572	1.340	232	68.575
Avril	1.824	1.422	402	68.977
Mai	1.684	1.319	365	69.342
Juin	1.862	1.506	356	69.698
Juillet	2.074	1.361	713	70.411
Août	1.720	1.192	528	70.939
Septembre	1.753	1.478	275	71.214
Octobre	1.821	1.425	396	71.610

III. — INDICE DES REMUNÉRATIONS 32
HORAIRES BRUTES DES OUVRIERS

Base 1953 = 100

Méthode d'établissement et conditions d'utilisation :
voir Bulletin de novembre 1957, page 413

Périodes	Gain moyen brut par heure prestée (hommes + femmes)	Salaires horaires type	
		ouvrier qualifié ¹	ouvrier non qualifié ¹
1955 Juin	105,5	104,9	105,3
Septembre	105,4	105,4	105,8
Décembre	107,6	106,4	107,2
1956 Mars	109,4	109,5	110,1
Juin	113,8	113,2	113,9
Septembre	115,2	115,1	115,5
Décembre	119,5	118,3	118,1
1957 Mars	121,9	121,8	122,0
Juin	125,4	124,1	124,4
Septembre	124,9	125,1	124,7
Décembre	128,9	127,7	127,8
1958 Mars	128,8	128,2	128,4
Juin	130,9	128,8	129,0
Septembre	130,5	129,0	129,0
Décembre	132,3	128,6	129,8
1959 Mars	131,2	128,6	129,8
Juin	131,9	130,0	131,4
Septembre	133,4	131,4	132,7

¹ Y compris les livrets des prisonniers de guerre. Nombre de livrets au 31 décembre 1957 : 6.697.202 et au 31 décembre 1958 : 6.878.676.

² Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

MOUVEMENT DES AFFAIRES

I. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

35

Mouvement du débit

Périodes	Nombre de chambres à fin de période	Bruxelles										Province		Bruxelles et province	
		Argent à 1, 5 et 10 jours ¹		Titres effets publics et coupons		Virem. chèques prom., quitt., etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux		milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs
		milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs	milliers de pièces	milliards de francs				
1957 Moyenne	38	2,1	119,4	1,7	10,3	227,0	111,4	3,2	5,5	234,0	246,6	238,8	66,3	472,8	312,9
1958 Moyenne	38	2,1	112,7	2,1	14,6	240,3	111,6	2,9	5,4	247,4	244,3	234,9	63,1	482,3	307,4
1958 Août	38	1,9	125,4	1,9	12,8	221,9	99,0	2,5	4,7	228,2	241,9	206,6	58,8	434,8	300,7
Septembre	38	2,1	131,2	2,9	21,3	250,1	106,5	2,8	5,0	257,9	264,0	234,8	65,1	492,7	329,1
Octobre	38	2,2	114,2	1,7	10,7	255,8	104,5	3,0	5,9	262,7	235,3	242,5	63,4	505,2	298,7
Novembre	38	1,7	85,9	1,5	11,7	221,0	108,0	2,6	4,4	226,8	210,0	211,8	60,9	438,6	270,9
Décembre	38	2,1	127,5	3,4	15,5	264,5	119,0	2,9	5,1	272,9	267,1	256,4	71,2	529,3	338,3
1959 Janvier	38	1,9	143,3	2,5	15,1	246,9	128,5	3,4	9,7	254,7	296,6	236,8	70,5	491,5	367,1
Février	38	1,9	112,6	1,7	15,1	226,2	119,1	2,9	6,9	232,7	253,7	216,7	59,1	449,4	312,8
Mars	38	1,8	128,9	3,7	14,2	234,5	107,2	2,9	6,7	242,9	257,0	227,5	62,5	470,4	319,5
Avril	38	1,9	134,6	2,2	20,9	252,2	122,4	2,9	7,0	259,2	284,9	247,2	67,8	506,4	352,7
Mai	38	1,6	113,8	3,6	14,7	222,2	118,5	2,7	6,1	230,1	253,1	219,9	62,3	450,0	315,4
Juin	39	1,6	120,3	2,5	7,5	251,7	124,1	2,8	6,6	258,6	258,5	247,6	66,6	506,2	325,1
Juillet	39	1,7	93,0	2,0	12,8	246,8	124,2	2,5	6,1	253,0	236,0	238,1	66,0	491,1	302,0
Août	39	1,7	87,8	1,5	14,4	216,0	114,2	2,4	5,6	221,6	222,0	213,4	56,1	435,0	278,1
Septembre	39	1,8	114,4	1,9	19,9	240,8	119,6	2,7	6,8	247,2	260,7	241,2	63,8	488,4	324,5
Octobre	39	1,8	100,3	1,7	13,1	248,5	119,2	2,9	8,1	254,9	240,7	241,3	65,1	496,2	305,9

¹ Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille au jour le jour, ou précédemment à 5 et 10 jours.

r : Chiffre rectifié.

II. — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

36

(milliards de francs)

Périodes	Milliers de comptes à fin de période	Avoir global * (moyenne journalière)	Avoirs des particuliers *	Crédit		Débit		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation ²
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1957 Moyenne	765 ¹	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91	4,15
1958 Moyenne	789 ¹	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91	4,21
1958 Août	777	30,5	23,7	34,7	87,3	35,5	87,3	245,0	90	4,09
Septembre	781	30,5	23,1	35,7	89,4	35,5	89,4	250,2	88	3,99
Octobre	785	30,2	23,3	36,7	94,0	38,1	94,0	262,8	91	4,10
Novembre	787	29,4	23,5	33,9	86,0	33,8	86,0	239,6	91	4,48
Décembre	789	30,9	23,6	40,9	98,9	37,0	98,9	275,7	91	4,28
1959 Janvier	792	32,0	23,5	38,5	100,4	41,2	100,4	280,5	91	4,31
Février	794	30,2	23,5	36,7	93,4	38,0	93,4	261,5	92	4,33
Mars	796	30,4	23,8	36,0	88,8	33,6	88,8	247,3	92	4,08
Avril	798	31,0	24,0	37,4	94,3	38,4	94,3	264,3	91	4,18
Mai	800	32,1	24,7	38,8	94,0	37,1	94,0	263,9	92	4,50
Juin	802	33,4	25,1	40,1	96,4	38,2	96,4	271,3	91	3,93
Juillet	803	37,3	25,7	46,3	112,3	46,8	112,3	317,8	92	4,14
Août	805	33,8	26,2	37,7	90,8	37,4	90,8	256,6	92	3,82
Septembre	810	34,4	25,9	39,3	97,7	38,6	97,7	273,3	90	3,84
Octobre	814	34,6	26,3	40,9	105,6	42,3	105,6	294,5	91	4,00

¹ Au 31 décembre.

² Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

* Ces avoirs comprennent : les avoirs libres et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

45¹

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Indez.

Périodes	Indice général	Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Produits minéraux						Produits chimiques			Peaux et cuirs
					Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Minéraux et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques	Engrais chimiques	
<i>Nombre de produits</i>	135	13	14	2	19	4	4	3	5	3	11	8	3	5
1957 Moyenne	441	399	449	365	482	654	517	319	468	464	330	354	274	328
1958 Moyenne	422	359	470	356	455	668	481	290	410	471	327	350	274	327
1958 Août	417	340	466	356	451	665	474	290	404	472	322	349	260	324
Septembre	414	346	437	355	452	665	476	290	404	473	322	349	260	324
Octobre	413	341	435	348	454	665	478	288	413	473	324	350	263	327
Novembre	416	353	456	352	455	665	478	288	414	474	327	350	271	331
Décembre	417	363	455	348	460	665	478	309	415	473	328	350	275	330
1959 Janvier	416	367	466	349	451	650	465	312	398	474	329	350	278	334
Février	416	356	460	354	454	650	465	322	399	474	330	350	283	343
Mars	415	348	460	360	452	640	465	322	398	474	328	347	284	359
Avril	419	366	462	367	449	625	462	325	399	469	328	347	284	397
Mai	421	372	462	370	449	625	458	321	402	471	327	349	275	408
Juin	419	367	447	366	444	624	458	312	393	472	323	349	262	414
Juillet	419	376	442	357	440	624	436	311	395	470	325	349	268	408
Août	422	389	437	351	439	619	437	309	398	471	321	351	254	407
Septembre	423	386	442	354	440	620	439	310	398	471	319	348	251	409
Octobre	423	376	442	358	444	624	441	312	405	470	321	351	252	402

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE (suite)

45¹

Base : période 1936 à 1938 = 100

Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Indez.

Périodes	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles						Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques			
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute	Fibres artificielles		Indice général du groupe	Sidérurgie	Fabr. métalliques	Non ferreux
<i>Nombre de produits</i>	1	6	4	21	5	5	6	2	3	13	26	9	13	4
1957 Moyenne	303	660	511	377	457	300	472	409	242	500	501	607	452	458
1958 Moyenne	278	619	485	336	367	266	447	329	248	514	480	557	455	406
1958 Août	279	613	486	329	359	256	445	317	245	514	481	555	458	407
Septembre	283	608	479	326	349	257	439	310	247	513	481	555	458	408
Octobre	302	603	479	324	343	254	437	313	246	513	480	547	455	429
Novembre	301	590	479	323	345	254	431	312	246	513	479	543	453	433
Décembre	285	590	479	317	341	250	424	304	239	513	478	543	453	425
1959 Janvier	296	579	473	317	334	254	423	301	242	513	475	542	449	425
Février	299	577	473	316	344	251	419	285	242	513	478	546	451	431
Mars	313	576	459	313	343	249	411	287	243	513	480	546	452	437
Avril	333	573	459	318	367	249	413	287	240	513	479	546	452	431
Mai	348	573	459	318	379	249	403	287	239	513	481	549	453	434
Juin	327	573	464	321	373	264	402	287	241	518	480	552	453	426
Juillet	346	574	464	323	380	266	404	277	240	518	480	553	453	424
Août	369	597	464	328	399	270	407	280	238	518	484	553	455	437
Septembre	356	609	464	332	397	284	411	275	238	518	483	557	453	433
Octobre	372	614	464	335	390	299	412	269	239	518	484	554	453	443

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE **45²**
ET A L'ETRANGER

Base : moyenne 1953* = 100

Périodes	Belgique (Ministère des Affaires économiques)	Pays-Bas (Central Bureau voor de Statistiek)	France (Statistique générale de la France)	Italie (Banco di Roma)	Allemagne occidentale (Statistisches Bundesamt) 1	Royaume-Uni* (Board of Trade) 1954 = 100	Etats-Unis (Department of Labor Bureau Labor Statistics)	Suisse (Office fédéral de l'industrie, des Arts et Métiers et du Travail)
1957 Moyenne .	106	107	108	103	105	110	107	105
1958 Moyenne .	102	105	121	101	106	111	108	102
1958 Août	100	102	121	100	106	111	108	101
Septembre .	100	102	120	100	106	111	108	101
Octobre ...	100	104	120	100	106	111	108	101
Novembre .	100	107	120	99	106	111	108	101
Décembre .	100	107	121	99	105	112	108	100
1959 Janvier ...	100	107	126	98	105	112	109	100
Février ...	100	106	126	98	105	111	109	100
Mars	100	105	125	97	105	112	109	100
Avril	101	104	125	97	105	111	109	99
Mai	101	104	126	97	105	111	109	99
Juin	101	105	124	97	105	111	109	99
Juillet	101	105	125	97	105	111	109	100
Août	102	105	126	97	105	p111	108	100
Septembre .	102		127		105	p111	109	100
Octobre ...	102		p128			p112		

1 Produits finis industriels.

* Royaume-Uni : nouvel indice sur base 1954 = 100 (tous produits manufacturés).

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL **46**
EN BELGIQUE

Base : moyenne 1953 = 100

Source : Ministère des Aff. écon. (Service de l'Index).

Périodes	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
Nombre de prod.	65	35	25	5
1957 Moyenne .	106,93	107,0	104,5	111,7
1958 Moyenne .	108,31	107,9	106,2	114,6
1958 Septembre .	108,08	107,2	106,4	114,8
Octobre ...	108,24	107,7	106,2	115,1
Novembre .	108,34	108,0	106,1	115,1
Décembre .	108,76	108,4	106,1	117,6
1959 Janvier ...	108,73	108,5	106,1	117,6
Février ...	108,95	108,8	106,1	117,7
Mars	108,80	108,5	106,0	118,7
Avril	108,93	108,7	105,9	119,6
Mai	109,22	108,9	106,2	120,1
Juin	109,59	109,2	106,8	120,5
Juillet	109,60	109,1	106,8	120,6
Août	110,14	110,0	106,9	120,7
Septembre .	110,23	110,0	107,2	120,9
Octobre ...	110,38	110,4	107,0	121,0
Novembre .	110,62	110,8	107,1	121,1

PRODUCTION

50

I. — INDICE DE L'ACTIVITE ET DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base : moyenne 1953 = 100

Périodes	Indices de l'activité industrielle Source : Institut National de Statistique						Indices de la production industrielle Source : Inst. de Recherches Econ. et Sociales						
	Indice général	Indice des industries extractives	Indices des industries manufacturières				Indice général	dont					
			Ensemble	dont				Com-bustible et énergie	Sidérurgie	Fabrications métalliques	Fila-tures	Tissages	
				Sidérurgie	Fabrications métalliques	Fila-tures							Tissages
1957 Moyenne .	113,7	97,9	118,0	134,0	108,5	118,5	124,0	122,8	103,4	134,0	135,9	120,8	119,4
1958 Moyenne p	106,4	91,4	110,4	127,9	100,7	97,1	103,6	115,1	98,1	128,3	126,8	98,7	96,1
1958 Juin	104,4	86,8	109,2	122,2	102,6	93,8	95,3	113,3	91,2	124,5	124,9	96,4	91,8
Juillet	93,4	81,4	96,7	111,3	85,4	89,4	91,8	100,2	85,6	110,8	108,7	88,0	80,4
Août	97,5	84,6	101,0	121,9	89,0	83,2	81,7	106,9	89,4	121,9	113,4	86,7	79,3
Septembre .	109,6	88,0	115,5	136,6	102,6	106,5	111,3	118,1	93,9	135,4	131,1	106,1	98,9
Octobre ...	117,8	95,5	123,9	142,3	106,9	113,3	125,6	119,0	98,2	136,1	127,2	109,4	107,1
Novembre .	99,6	78,4	105,4	118,8	87,4	97,2	103,2	116,1	90,3	125,4	131,0	110,3	105,1
Décembre p	109,2	89,1	114,0	133,2	98,0	111,4	117,4	115,7	97,7	129,2	122,4	111,2	105,2
1959 Janvier . p	106,2	83,5	112,4	135,0	96,0	121,5	114,2	112,3	94,4	131,2	116,1	121,0	103,0
Février . p	95,9	65,0	104,4	122,5	89,4	104,8	108,3	112,4	81,7	130,5	125,6	111,3	105,4
Mars ... p	107,0	83,8	113,3	133,6	94,6	107,0	111,5	118,6	94,3	132,6	131,2	108,6	105,1
Avril ... p	111,5	86,1	118,5	143,9	99,3	110,4	117,3	120,0	90,2	141,8	131,5	107,9	105,7
Mai	100,6	77,9	106,8	130,7	87,4	100,2	100,5	119,8	84,8	134,6	136,8	110,2	103,5
Juin ... p	110,4	81,1	118,4	146,2	97,0	119,5	119,6	121,9	86,3	145,0	137,2	118,6	110,4
Juillet . p	94,0	67,1	101,4	131,1	81,6	94,4	103,5	105,2	72,7	128,8	120,1	92,5	93,4
Août ... p	99,7	71,4	107,5	126,9	84,9	107,1	105,0	110,0	78,4	127,0	118,7	121,1	97,0

II. — COMBUSTIBLES ET PRODUITS METALLURGIQUES

55¹

Source : Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines).

Périodes	Mines de houille									
	Nombre moyen d'ouvriers présents (milliers)		Production par bassin (milliers de tonnes)						Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de période (milliers de tonnes)
	du fond	fond et surf.	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine	Total		
1936-1938 Moyenne	87	125	408	353	640	451	541	2.425 ¹	24,0	1.502
1957 Moyenne	91	124	334	289	580	360	861	2.424	23,3	1.413
1958 Moyenne	91	122	300	245	540	339	831	2.255	21,3	6.928
1958 Août	83	113	287	235	457	315	747	2.041	20,9	5.745
Septembre	85	116	274	214	525	334	766	2.113	20,9	6.162
Octobre	87	117	294	223	574	376	864	2.331	22,4	6.609
Novembre	88	119	244	187	481	286	739	1.937	18,1	6.740
Décembre	86	116	297	195	550	371	783	2.196	21,1	6.928
1959 Janvier	84	114	274	186	538	364	726	2.088	20,5	7.084
Février	84	114	142	180	356	234	714	1.576	14,9	7.035
Mars	85	114	247	186	513	354	738	2.038	19,3	7.347
Avril	84	113	249	188	497	371	752	2.057	19,5	7.541
Mai	81	110	200	171	470	324	686	1.851	17,5	7.555
Juin	79	108	217	177	484	325	702	1.905	18,4	7.627
Juillet	74	102	175	144	362	224	696	1.601	16,4	7.690
Août	72	99	199	161	391	289	658	1.698	18,2	7.763
Septembre p			210	174	456	325	715	1.880		7.856
Octobre p			221	187	497	352	754	2.011		7.757

¹ Y compris 82.000 tonnes provenant du bassin de Namur. Les charbonnages de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi.

55²

Sources : Ministère des Affaires économiques (Direction générale des Mines et Institut National de Statistique) — Ministère des Finances (Accises).

Périodes	Cokes		Agglomérés		Pétroles bruts mis en œuvre (milliers de kilolitres)	Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	Production métallurgique (milliers de tonnes)		
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers			Fonte	Acier brut	Acier et fer finis
1936-1938 Moyenne	435	3.831	142	855	—	37	261	253	202
1957 Moyenne	596	4.745	152	589	519	51	466	523	370
1958 Moyenne	576	4.632	86	477	630	49	460	501	349
1958 Juillet	552	4.658	68	443	514	47	435	466	286
Août	582	4.672	78	416	698	48	453	480	329
Septembre	580	4.664	79	475	718	51	476	526	379
Octobre	596	4.663	92	475	705	50	500	541	396
Novembre	572	4.627	93	502	650	50	448	462	321
Décembre	596	4.644	110	493	668	49	469	499	373
1959 Janvier	602	4.594	117	488	709	49	481	507	376
Février	534	4.570	85	493	564	48	431	465	340
Mars	599	4.575	84	499	753	49	485	505	369
Avril	586	4.475	90	471	675	49	486	541	406
Mai	604	4.525	105	483	767	47	473	485	364
Juin	595	4.558	71	462	564	47	505	568	404
Juillet	592	4.507	46	420	623	45	485	521	352
Août	594	4.549	56	423	650	48	470	506	340
Septembre					620				

III. — PRODUITS TEXTILES

56¹

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Production de fils (tonnes)							Production de rayonne (tonnes)	Production de tissus écrus tombés de métiers (pour compte propre, services publics et ordres à façon) (tonnes)				
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine			Lin	Jute 1	Coton	Laine 2	Rayonne
				fin	cardé	peignée	cardée						
1957 Moyenne .	882	5.759	167	7.912	456	2.325	1.602	2.888	628	2.929	7.049	2.498	787
1958 Moyenne .	729	6.110	70	6.232	349	1.924	1.248	2.251	562	3.331	5.597	2.056	703
1958 Juin	695	5.982	62	5.864	315	1.868	1.329	2.170	560	2.886	5.171	1.902	623
Juillet	643	5.500	57	5.972	343	1.785	1.140	1.537	486	3.064	4.602	2.005	558
Août	518	5.487	59	5.600	225	1.550	1.206	2.005	475	3.203	4.507	1.572	506
Septembre .	745	5.919	62	6.916	363	2.362	1.344	2.318	568	3.303	5.955	2.263	758
Octobre ...	833	6.915	64	6.787	422	2.625	1.364	2.702	688	3.695	6.519	2.614	852
Novembre .	675	5.770	62	6.210	333	2.087	1.266	2.395	595	2.829	5.444	2.146	672
Décembre .	834	7.019	68	6.748	407	2.536	1.351	2.553	618	3.640	6.152	2.396	814
1959 Janvier ...	929	6.802	75	8.747	408	2.395	1.266	2.570	566	3.312	6.099	2.386	731
Février ...	859	7.027	74	6.931	381	1.976	1.277	2.200	549	2.925	5.795	2.214	749
Mars	916	6.767	42	6.707	372	2.144	1.362	2.459	605	2.787	5.984	2.263	783
Avril	999	6.585	79	6.717	364	2.289	1.482	2.420	598	2.611	6.113	2.516	796
Mai	752	5.773	37	6.251	281	2.225	1.357	2.270	489	2.446	5.546	2.123	596
Juin	958	7.061	60	7.466	308	2.742	1.498	2.423	632	3.101	6.437	2.490	770
Juillet ...	888	5.662	57	6.680	316	1.471	1.296	1.647	577	2.746	5.698	2.152	601
Août	735	5.502	56	6.710	241	2.674	1.415	2.417	526	2.665	5.363	2.342	638

1 Y compris les tapis en jute.

2 Y compris couvertures et tapis en laine.

IV. — PRODUITS DIVERS

56²

Sources : Institut National de Statistique et Administration des Douanes et Accises.

Périodes	Ciment	Chaux	Calcaires	Ammoniaque de synthèse et dérivés			Engrais composés	Papier		Briques		Sucres				Braseries 4	Distilleries (milliers d'hectolitres)	Allumettes (millions de tiges)	Pêche Vente de poisson 5	
				Azote primaire	Azote dans les engrais finis			Papier	Cartons	Briques ordinaires	Briques de parement	Production		Stocks (sucres bruts et raf.) 3	Déclarations en consom.				Quantités (milliers de tonnes)	Valeurs (millions de francs)
					bruts	sucres raffinés						sucre brut	sucre raffiné							
1936-1938 Moy. .	250 ¹	117 ²	154 ²				15,5 ¹					17,5	17,2	159	20,7	16,4	35,0	4.421	2,3	7,2
1957 Moyenne .	392	159	187	19,5	17,2	13,1	27,7	4,3	187	14,1		30,1	15,4	251	20,5	13,8	19,1	5.045	3,7	35,9
1958 Moyenne .	338	147	239	22,9	20,6	20,1	26,2	4,0	171	12,8		40,9	16,4	303	22,2	13,7	18,1	4.651	3,7	38,0
1958 Juillet	358	131	276	22,0	19,9	8,0	22,8	3,2	230	12,9		—	13,3	88	29,6	14,6	16,4	4.448	3,4	32,2
Août	375	134	334	23,8	19,0	17,5	23,6	3,8	211	14,5		0,2	15,2	51	22,2	15,0	12,0	3.992	2,9	25,8
Septembre .	368	157	294	23,9	21,5	21,3	28,5	4,3	226	15,0		1,0	13,4	20	23,8	14,4	15,3	4.408	3,4	36,6
Octobre ...	365	162	276	24,0	22,0	29,0	23,1	4,0	213	12,5		143,9	27,7	116	23,9	13,7	28,8	5.195	3,4	43,0
Novembre .	325	141	164	21,9	19,9	17,4	24,3	3,6	171	10,7		244,5	31,2	262	21,2	11,5	17,6	4.165	3,7	39,0
Décembre .	303	141	210	26,6	24,3	25,9	28,0	3,8	151	13,4		92,2	21,9	303	22,0	12,0	15,4	4.974	4,2	45,5
1959 Janvier ...	200	138	220	26,7	24,2	17,9	27,1	3,9	110	9,7		10,0	15,1	285	19,6	12,4	16,9	4.843	3,3	35,8
Février ...	147	124	210	22,7	20,7	24,8	27,0	3,7	76	7,3		—	12,8	258	18,8	11,5	21,7	4.511	3,7	35,9
Mars	399	148	245	26,2	23,9	28,2	25,8	4,2	96	11,0		—	14,3	235	18,7	14,1	14,3	4.262	4,3	47,1
Avril	402	150	285	25,9	23,7	21,4	28,6	4,6	132	15,4		—	13,3	213	19,7	15,7	9,9	4.613	3,5	34,1
Mai	423	133	293	27,0	24,6	15,4	25,1	4,1	173	12,9		—	10,0	194	20,7	15,6	13,2	3.936	2,6	27,5
Juin	434	148	317	25,3	23,1	12,1	29,2	5,2	223	14,9		—	10,5	143	26,4	16,1	25,9	4.223	3,1	32,0
Juillet	405	143	261	23,2	21,2	11,4	21,0	3,2	204	16,6		—	12,8	107	25,7	17,7	12,2	3.752	2,9	27,5
Août	434	p141	p308	23,9	20,2	17,5	25,0	4,6	p198	p16,0		—	11,0	61	26,3	15,7	10,9	3.776	3,1	30,1
Septembre .	446			23,1	19,9	18,9	p30,1	p4,8				0,2	14,4	35	23,2	14,6	18,2	3.538		

1 Moyenne 1938.

2 Moyenne 1937-1938-1939.

3 Fin de période.

4 Quantités de matières premières déclarées (substances farineuses et substances sucrées). Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

5 Vente aux minques d'Ostende, Nieupoort, Zeebrugge et Blankenberge; en 1936-1937-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement. Non compris les harengs, esprots et crevettes.

V. — ENERGIE ELECTRIQUE *

(millions de kWh)

58

Source : Ministère des Affaires économiques — Direction Energie Electrique.

Périodes	Production 1				Importations (5)	Exportations (6)	Solde importation exportation (7) = (5) - (6)	Total énergie absorbée par les réseaux (8) = (4) + (7)
	Centrales des producteurs-distributeurs		Centrales des auto- producteurs industriels (8)	Total pour la Belgique (4) = (1) + (2) + (3)				
	Régies communales (1)	Sociétés privées (2)						
1936-1938 Moyenne	20,4	190	228	438	5,5	2,2	3,3	441
1957 Moyenne	36,3	556	459	1.051	24,6	33,2	- 8,6	1.042
1958 Moyenne	36,9	550	456	1.043	24,7	19,5	5,2	1.048
1958 Juin	31,7	502	415	949	28,6	3,8	24,8	974
Juillet	24,7	488	389	902	27,9	4,0	23,9	926
Août	32,0	499	417	948	38,4	18,4	20,0	968
Septembre	33,6	546	460	1.040	19,1	21,3	- 2,2	1.038
Octobre	40,9	578	492	1.111	19,0	7,2	11,8	1.122
Novembre	39,6	546	456	1.042	23,0	9,0	14,0	1.056
Décembre	45,2	627	492	1.164	26,6	19,5	7,1	1.171
1959 Janvier	46,5	623	486	1.156	26,2	20,9	5,3	1.161
Février	38,8	555	428	1.022	15,1	12,0	3,1	1.025
Mars	38,3	568	470	1.076	21,5	10,1	11,4	1.087
Avril	37,9	570	470	1.078	14,6	23,9	- 9,3	1.068
Mai	32,2	522	435	989	30,3	7,2	23,1	1.012
Juin	30,9	541	445	1.017	21,5	4,3	17,2	1.034
Juillet	22,8	492	424	939	21,5	6,8	14,7	954
Août	29,6	530	437	997	17,4	11,9	5,5	1.002

* Nombre de centrales en activité au début de l'année 1957 : 158; au début de l'année 1958 : 160; au début de l'année 1959 : 151.

1 Production nette des centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

VI. — GAZ

(Production, Importation et Exportation) ¹

(millions de mètres cubes)

59

Source : Ministère des Affaires économiques (Administration de l'Industrie).

Périodes	Production					Importations (6)	Exportations (7)	Solde importation exportation (8) = (6) - (7)	Total de gaz disponible en Belgique (9) = (5) + (8)
	des usines à gaz (1)	des cokeries		des charbon- nages (4)	total (5) = (1) + (2) + (4)				
		total (2)	dont production destinée aux fournitures industrielles directes (3)						
1957 Moyenne	0,26	167,45	97,38	17,31	185	0,61	6,12	- 5,51	180
1958 Moyenne	0,23	171,55	100,30	16,20	188	0,76	6,58	- 5,82	182
1958 Juin	0,24	167,00	98,30	14,01	181	0,67	6,68	- 6,01	175
Juillet	0,25	158,24	94,47	13,65	172	0,68	5,64	- 4,96	167
Août	0,25	168,76	103,41	12,74	182	0,73	3,76	- 3,03	179
Septembre	0,24	173,46	104,76	14,68	188	0,68	6,46	- 5,78	183
Octobre	0,22	178,87	106,45	15,28	194	0,69	6,84	- 6,15	188
Novembre	0,21	167,81	97,85	16,86	185	0,66	6,21	- 5,55	179
Décembre	0,22	182,42	104,46	17,80	200	0,70	7,11	- 6,41	194
1959 Janvier	0,22	184,62	105,36	20,03	205	0,69	6,44	- 5,75	199
Février	0,21	168,73	95,40	18,07	187	0,63	5,62	- 4,99	182
Mars	0,23	178,62	105,28	16,70	196	0,66	5,89	- 5,23	190
Avril	0,23	177,76	106,60	15,29	193	0,67	6,07	- 5,40	188
Mai	0,25	172,15	100,93	14,87	187	0,71	5,77	- 5,06	182
Juin	0,26	172,62	101,80	14,70	188	0,75	6,14	- 5,39	182
Juillet	0,21	161,32	97,34	11,92	173	0,59	5,27	- 4,68	169
Août	0,22	162,22	94,87	11,92	174	0,78	3,30	- 2,52	172

1 Pour les conditions d'utilisation de cette statistique cfr. Bulletin de décembre 1957, p. 528.

CONSOMMATION *

I. — Indices mensuels des ventes à la consommation : base moyenne 1953 = 100

65²

Source : Institut National de Statistique.

Mois	Grands magasins à rayons multiples																					
	Indice général	Alimentation				Habillement					Ameublement			Ménage			Tabacs	Librairie-Papeterie		Parf.		
		Périssable	Non périssable	Restaurant	Total	Aunages	Dessus hommes	Dessus femmes	Bonneterie, lingerie, chemiserie, chapell.	Total 1	Textiles	Meubles, lustrerie	Total	Articles de ménage	Appareils ménagers, électricité	Total	Articles pour fumeurs	Librairie	Papeterie	Total	Toilette	Joux, jouets, sports, voyags
1958 Octobre ...	146	145	133	160	143	118	224	166	173	160	111	126	118	130	286	156	148	141	134	135	127	117
Novembre .	153	137	143	148	140	106	173	118	171	144	106	109	108	116	276	143	154	294	161	181	116	414
Décembre .	187	170	193	186	179	102	166	134	219	179	112	130	120	164	353	196	323	324	258	267	181	300
1959 Janvier ...	139	151	137	151	147	128	124	104	195	145	159	116	139	123	273	149	147	130	136	135	117	45
Février ...	116	137	129	134	134	110	87	75	121	101	111	122	116	119	234	138	125	111	108	109	108	46
Mars	139	150	157	157	153	136	187	144	153	142	125	136	130	126	223	143	144	136	118	121	121	71
Avril	141	144	127	162	140	140	199	155	164	154	124	141	132	140	227	154	146	117	125	124	129	77
Mai	139	133	128	144	132	124	212	169	187	160	112	142	126	125	234	143	135	98	103	103	124	92
Juin	138	126	129	148	129	126	198	151	198	159	113	138	125	121	223	138	159	102	103	103	131	112
Juillet	146	123	128	158	128	121	216	157	220	168	121	139	129	127	272	152	153	111	104	105	149	154
Août	126	125	130	150	129	84	121	106	137	113	111	123	117	127	226	144	146	110	238	220	126	82
Septembre .	130	131	150	145	138	123	120	112	143	124	112	142	126	123	253	145	142	121	205	193	117	55
Octobre ...	154	156	162	159	158	133	228	168	191	169	123	129	125	127	290	155	152	138	130	131	126	126

1 Le total comprend, en outre, les rubriques : mercerie, rubans, patrons; chaussures, pantoufles; articles divers de parure.
* Pour la consommation de sucre, voir tableau 562.

65³

Mois	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement			Coopératives										Magasins à succursales		Gros-sistes	Entreprises à succursales	
	Hommes	Dames	Sous-vêtements accessoires, articles de parure	Indice général	Boulangerie	Alimentation sauf boulangerie	Habillement	Ameublement	Articles de ménage	Tabacs	Librairie papeterie	Parfumerie articles de luxe	Restaurant, tea-room	Divers	Sous-vêtements et mercerie, articles de parure	Chaussures	Alimentation générale	Alimentation
1958 Septembre ...	100	88	86	127	107	134	104	182	110	120	228	121	116	132	104	98	143	129
Octobre	150	154	108	136	115	141	132	161	119	130	196	139	126	138	119	130	139	129
Novembre ...	124	87	90	125	101	132	114	133	135	127	112	149	109	115	105	121	126	128
Décembre	125	82	134	153	121	164	140	174	121	190	171	218	129	136	146	126	162	160
1959 Janvier	p148	84	158	141	106	154	132	145	98	109	81	137	99	144	101	p120	p131	135
Février	p109	54	58	122	99	129	117	120	108	90	67	150	100	136	93	p 67	p127	131
Mars	p178	114	103	129	110	136	132	168	119	98	94	138	118	111	112	p127	p137	p134
Avril	p186	131	106	129	118	138	114	163	108	124	110	137	117	113	123	p138	p149	p130
Mai	p173	94	102	132	114	138	107	127	106	106	79	133	126	172	113	p154	p140	p137
Juin	p143	66	108	129	119	137	101	146	98	111	97	135	108	147	137	p137	p149	p130
Juillet	p132	68	161	127	115	141	85	160	88	116	190	165	132	111	143	p139	p159	p136
Août	p 92	49	59	124	114	137	76	128	112	102	274	131	118	116	87	p105	p150	p133
Septembre ...	p 98	86	70	p130	p120	p138	p 98	p171	p110	d123	p234	p126	p114	p138	98	p107	p153	p133

II. — CONSOMMATION DE TABAC 66 (Fabrication et importation)

Source : Administration des Douanes et Accises.

Périodes	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabacs à fumer, priser et mâcher
	(millions de pièces)			(tonnes)
1936-1938 Moy. .	16,2	49,4	430	1.097
1957 Moyenne .	15,8	49,7	822	755
1958 Moyenne .	16,1	46,7	873	739
1958 Octobre ...	23,8	59,4	904	771
Novembre .	19,5	48,6	696	674
Décembre .	16,8	45,0	962	765
1959 Janvier ...	16,3	38,5	765	802
Février ...	15,1	29,5	741	598
Mars	15,4	40,8	835	690
Avril	14,5	48,3	1.073	909
Mai	15,2	46,2	779	649
Juin	20,1	67,8	1.049	801
Juillet	16,9	43,5	811	680
Août	16,2	58,3	870	718
Septembre	24,7	64,7	921	802
Octobre ...	23,2	52,9	829	700

III. — ABATTAGES DANS LES 67 12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

Périodes	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
	(milliers de têtes)				
1936-1938 Moy. .	16,5	0,7	12,2	26,7	6,5
1957 Moyenne .	18,8	2,6	8,8	33,7	4,7
1958 Moyenne .	20,8	2,6	9,6	33,9	4,8
1958 Septembre .	22,5	2,6	10,1	36,9	2,5
Octobre ...	23,3	2,7	9,8	36,8	6,8
Novembre .	22,3	2,9	8,4	32,6	8,7
Décembre .	24,0	3,5	10,4	39,4	8,6
1959 Janvier ...	20,6	3,4	8,7	32,9	8,4
Février ...	18,2	3,3	8,7	30,0	6,3
Mars	22,0	3,1	10,8	36,6	4,6
Avril	21,9	2,9	11,2	35,6	3,3
Mai	19,8	3,0	10,4	35,0	2,5
Juin	20,3	3,2	10,5	36,4	2,1
Juillet ...	20,2	3,1	10,2	33,9	1,6
Août	19,6	3,2	9,1	33,5	1,6
Septembre .	25,3	3,8	10,7	36,2	3,9

TRANSPORTS

I. — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

70¹

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

Périodes	Recettes				Dépenses	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploitation
	Voyageurs et bagages	Marchandises	Diverses ²	Total			
1938 Moyenne ¹	74	147	5	226	239	- 13	106
1957 Moyenne	351	614	96	1.061	1.060	1	100
1958 Moyenne	304	512	346	1.162	1.136	26	98
1958 Juin	297	501	350	1.148	1.126	22	98
Juillet	422	470	341	1.233	1.151	82	93
Août	375	464	337	1.176	1.118	58	95
Septembre	325	506	341	1.172	1.129	43	96
Octobre	295	560	349	1.204	1.186	18	99
Novembre	275	513	344	1.132	1.106	26	98
Décembre	295	550	360	1.205	1.123	82	93
1959 Janvier p	277	497	357	1.131	1.151	- 20	102
Février p	236	442	342	1.020	1.085	- 65	106
Mars p	306	487	342	1.135	1.100	35	97
Avril p	285	518	342	1.145	1.122	23	98
Mai p	302	491	343	1.136	1.066	70	94
Juin p	286	527	360	1.173	1.119	54	95
Juillet p	373	479	346	1.198	1.087	111	91
Août p	354	469	343	1.166	1.077	89	92

¹ Y compris le Nord-Belge.

² Y compris les subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

b) Nombre de wagons fournis à l'industrie ¹

c) Statistique du trafic

70²

1° Trafic général

Périodes	A	B	C	A+C	Voyageurs		Wagons complets ²				
					Nombre	Voyageurs km.	Tonnes transp.	Tonnes-km.			Total
								Service interne belge	Service international	Transit	
(milliers)				(millions)		(millions)					
1938 Moyenne ³	389	115	91	480	16,8	535	6.169	186	154	88	428
1957 Moyenne	260	89	68	328	20,9	713	5.558	167	255	126	548
1958 Moyenne	214	66	64	278	22,0	755	4.816	128	246	112	486
1958 Juin	211	62	63	274	20,8	734	4.651	127	236	107	470
Juillet	198	61	64	262	20,6	824	4.460	116	233	107	456
Août	198	62	58	256	20,0	773	4.447	125	221	96	442
Septembre	212	62	63	275	22,8	788	4.805	131	244	112	487
Octobre	234	67	71	305	23,3	779	5.297	145	260	121	526
Novembre	210	64	63	273	21,3	694	4.908	133	233	116	482
Décembre	216	70	67	283	23,0	769	5.086	128	262	138	528
1959 Janvier p	193	68	64	257	p23,3	p747	4.594	116	240	115	471
Février p	173	55	62	235	p20,8	p682	4.170	103	236	110	449
Mars p	199	62	65	264	p22,3	p733	4.657	117	248	113	478
Avril p	210	64	68	278	p22,3	p731	4.898	131	254	113	498
Mai p	196	64	66	262	p20,6	p704	4.706	128	250	112	490
Juin p	213	64	70	283	p20,0	p690	4.967	139	260	114	513
Juillet p	190	56	68	258	p19,4	p744	4.475	115	239	115	469
Août p	194	56	62	256	p18,8	p699	4.537	125	233	108	466

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société, soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

¹ Wagons chemins de fer et particuliers.

² Depuis janvier 1956, y compris les transports militaires.

³ Y compris le Nord-Belge, sauf en ce qui concerne les tonnes-km.

p : Chiffres provisoires.

c) Statistique du trafic

2° Transport des principales grosses marchandises

A. — Ensemble du trafic

Périodes	Tonnes km.	Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Huiles industrielles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de constructions, produits des carrières	Textiles	Produits chimiques	Divers
	(millions)										
1957 Moyenne	548	5.558	159	2.248	73	966	876	870	22	276	68
1958 Moyenne	485	4.818	180	1.810	66	959	713	742	13	271	64
1958 Juin	470	4.651	91	1.739	61	923	698	803	13	260	73
Juillet	456	4.460	92	1.703	60	931	634	693	11	258	78
Août	442	4.447	64	1.701	54	935	641	741	10	236	65
Septembre ...	487	4.805	83	1.753	59	998	769	791	15	272	65
Octobre	526	5.297	456	1.862	64	993	793	768	11	232	68
Novembre ...	482	4.908	498	1.793	60	919	659	680	11	223	65
Décembre	528	5.086	322	1.974	68	974	746	677	12	255	58
1959 Janvier	471	4.594	105	1.913	62	965	698	556	11	232	52
Février	449	4.170	101	1.613	62	916	657	509	11	244	57
Mars	478	4.657	106	1.711	57	1.020	722	688	11	277	65
Avril	498	4.898	108	1.789	61	1.022	781	803	14	253	67
Mai	490	4.706	86	1.788	52	1.036	700	729	14	245	56
Juin	513	4.967	92	1.815	58	1.096	762	788	15	274	67
Juillet	469	4.475	94	1.631	53	1.007	676	697	14	234	69
Août	466	4.537	88	1.597	52	1.026	688	751	15	262	58

B. — Service interne belge

Périodes	Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Huiles industrielles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de constructions, produits des carrières	Textiles	Produits chimiques	Divers	II Soc. Nat. des Chemins de fer vicinaux T.-km. trans- portées (milliers)
1957 Moyenne	2.866	76	1.570	27	153	311	574	2	133	20	797
1958 Moyenne	2.329	81	1.238	20	121	229	493	1	125	21	618
1958 Juin	2.266	21	1.172	19	120	226	548	1	130	29	467
Juillet	2.079	24	1.133	14	123	175	456	1	120	33	400
Août	2.238	20	1.202	16	125	230	506	2	114	23	400
Septembre ...	2.326	26	1.196	19	127	269	535	6	127	21	514
Octobre	2.609	295	1.272	18	122	245	502	1	134	20	1.253
Novembre ...	2.445	323	1.206	17	126	202	434	1	120	16	1.316
Décembre	2.375	161	1.286	19	116	213	433	1	131	15	802
1959 Janvier	2.167	23	1.296	17	135	216	348	1	118	13	292
Février	1.842	20	1.083	15	102	187	309	1	110	15	280
Mars	2.189	21	1.175	16	132	232	456	1	138	18	419
Avril	2.373	19	1.249	17	140	279	532	—	116	21	412
Mai	2.249	17	1.235	17	129	239	486	1	108	17	333
Juin	2.403	25	1.252	17	140	273	528	1	143	24	375
Juillet	2.052	28	1.084	14	119	219	438	2	120	28	253
Août	2.212	24	1.117	14	146	256	507	2	125	21	265

* Pour le mois de septembre, le chiffre s'élève à 200.

III. — MOUVEMENT DES PORTS

71¹

a) Port d'Anvers

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

Périodes	Navigation maritime						Navigation fluviale					
	Entrées			Sorties			Entrées			Sorties		
	Nombre de navires	Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m ³)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ²	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m ³)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ²
chargés				sur lest								
1957 Moyenne	1.325	3.296	1.828	1.116	204	1.227	4.109	1.925	753	4.014	1.890	1.167
1958 Moyenne	1.357	3.545	1.723	1.166	190	1.210	4.208	2.063	807	4.091	2.018	1.139
1958 Octobre	1.407	3.712	1.840	1.180	214	1.433	4.457	2.259	923	4.326	2.253	1.192
Novembre	1.390	3.570	1.615	1.112	278	1.224	4.118	2.082	891	4.099	2.080	1.125
Décembre	1.316	3.378	1.709	1.140	202	1.261	4.305	2.220	884	4.080	2.145	1.126
1959 Janvier	1.306	3.532	1.661	1.104	187	1.252	4.037	2.040	762	3.879	1.963	1.132
Février	1.178	3.028	1.261	967	155	1.027	3.773	1.890	772	3.495	1.742	948
Mars	1.438	3.895	2.085	1.279	196	1.222	4.650	2.311	942	4.454	2.298	1.173
Avril	1.326	3.624	1.740	1.208	143	1.378	4.279	2.193	981	4.211	2.127	950
Mai	1.340	3.715	1.515	1.161	155	1.269	3.919	1.965	859	3.916	2.024	904
Juin	1.298	3.528	1.779	1.115	175	1.127	4.283	2.119	866	4.113	2.044	1.042
Juillet	1.313	3.625	1.329	1.170	150	1.297	3.988	2.016	842	3.833	1.957	969
Août	1.332	3.646		1.150	160		3.921	1.936	728	3.817	1.890	964
Septembre	1.345	3.523		1.178	187		4.439	2.242	779	4.271	2.176	1.003
Octobre	1.422	3.816		1.262	170							

1 Trafic international. — 2 Trafic international et intérieur.

b) Port de Gand

71²

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

Périodes	Navigation maritime						Navigation fluviale	
	Entrées			Sorties			Marchandises ¹	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) ¹	Entrées	Sorties
(milliers de tonnes métriques)								
1957 Moyenne	213	171	209	213	171	79	154	96
1958 Moyenne	219	163	169	217	156	82	125	73
1958 Octobre	231	169	208	228	165	69	134	61
Novembre	262	152	168	247	165	74	142	53
Décembre	207	135	159	226	134	80	125	43
1959 Janvier	231	147	135	235	145	76	144	69
Février	189	139	75	186	142	105	108	54
Mars	202	148	196	202	140	116	180	104
Avril	188	117	100	191	129	68	152	74
Mai	200	161	161	194	161	92	178	71
Juin	187	155	182	180	137	88	187	114
Juillet	202	153	134	199	150	75	180	118
Août	213	190		213	181			
Septembre	186	134		190	132			
Octobre	185	129		185	141			

1 Trafic international.

IV. — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

72

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Bateaux chargés														
	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics	Trafic intérieur	Importations	Exportations	Transit	Ensemble des trafics
	Nombre					Milliers de tonnes métriques					Millions de tonnes-km.				
1957 Moyenne	7.130	3.866	3.148	707	14.851	1.936	1.419	1.110	177	4.642	189,4	94,8	73,6	25,6	383,4
1958 Moyenne	6.842	3.698	2.745	636	13.921	1.866	1.307	932	164	4.269	181,5	89,1	66,9	23,0	360,5
1958 Août	6.545	3.984	2.720	448	13.697	1.855	1.345	898	115	4.213	184,4	89,2	65,7	16,1	355,4
Septembre	7.205	4.033	3.031	629	14.898	1.922	1.384	994	162	4.462	189,2	98,9	73,8	23,2	385,1
Octobre	7.485	4.081	2.832	772	15.170	2.021	1.473	964	203	4.661	198,1	104,8	66,2	27,9	397,0
Novembre	6.895	3.715	2.751	713	14.074	1.898	1.306	999	184	4.387	178,9	91,0	73,2	24,4	367,5
Décembre	7.018	3.666	2.764	640	14.088	1.951	1.398	997	165	4.511	188,7	97,8	76,7	22,8	386,0
1959 Janvier	6.215	2.902	2.242	478	11.837	1.718	1.098	823	128	3.767	157,8	82,5	65,4	18,7	324,4
Février	5.441	2.442	2.017	479	10.379	1.491	841	700	128	3.160	141,7	65,3	56,2	17,9	281,1
Mars	7.287	3.586	3.003	701	14.577	1.975	1.299	1.031	174	4.779	194,5	101,5	79,0	22,5	397,5
Avril	7.118	3.898	2.892	768	14.676	1.919	1.380	999	201	4.499	182,7	107,0	79,5	27,6	396,8
Mai	6.711	3.370	3.079	849	14.009	1.835	1.218	1.029	221	4.303	171,4	94,0	84,0	29,6	379,0
Juin	7.599	3.632	3.551	994	15.776	2.016	1.285	1.196	255	4.752	203,2	99,5	99,4	35,6	437,7
Juillet	6.583	4.034	3.383	998	14.998	1.811	1.415	1.215	262	4.703	177,1	106,5	104,0	37,9	425,5
Août	6.879	3.735	3.179	888	14.681	1.922	1.285	1.075	236	4.518	188,9	102,3	88,6	32,8	412,6

**COMMERCE EXTERIEUR
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

**NOMENCLATURE DES SECTIONS DU COMMERCE SPECIAL
D'APRES LA CLASSIFICATION TYPE DU COMMERCE INTERNATIONAL (C.T.C.I.)**

75

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	(0) Produits alimen- taires	(1) Boissons et tabacs	(2) Mat. brutes non comest. à l'ex- ception des car- burants	(3) Com- bustibles miné- raux lu- brifiants et produits connexes	(4) Huiles et graisses d'origine animale ou végétale	(5) Produits chimiq- ues	(6) Art. manuf., classés princi- palement d'après la mat. première	(7) Ma- chines et matériel de transport	(8) Articles manu- facturés divers	(9) Mar- chandises non dénom- mées ailleurs	Totaux	Prix moyen par tonne (francs)	Excédent (+) ou déficit (-) de la balance commerciale (millions de francs)	Rapport des exporta- tions aux importa- tions en p.c.
<i>Importations</i>														
Valeurs (millions de francs)														
1957 Moyenne	1.783	215	3.153	1.848	198	837	3.192	2.429	677	30	14.302	3.033		
1958 Moyenne	1.720	224	2.366	1.761	118	853	2.792	2.454	720	29	13.037	2.744		
1958 Octobre	1.826	248	2.675	1.876	101	882	3.270	2.514	833	34	14.259	2.717		
Novembre	1.646	214	2.494	1.678	118	815	2.960	2.235	658	36	12.854	2.710		
Décembre	1.773	273	2.550	1.880	134	896	2.914	2.588	637	36	13.681	2.833		
1959 Janvier	1.796	219	2.505	1.818	105	858	3.090	2.302	552	27	13.272	2.855		
Février	1.656	198	2.008	1.486	82	871	3.007	2.457	728	29	12.522	2.187		
Mars	2.081	225	2.482	2.097	109	952	3.388	2.757	873	28	14.992	3.813		
Avril	1.644	247	2.440	1.756	185	989	3.021	2.713	908	31	13.934	2.812		
Mai	1.538	217	2.491	1.626	123	877	2.827	2.292	771	28	12.790	2.686		
Juin	1.669	248	2.826	1.572	114	949	3.484	3.153	771	31	14.817	2.012		
Juillet	1.599	210	2.715	1.223	107	872	3.249	2.617	762	28	13.382	3.795		
Août	1.600	189	2.745	1.495	80	899	3.180	1.920	748	26	12.882	2.661		
Septembre ...	1.797	229	2.599	1.265	103	907	3.660	2.629	925	31	14.145	5.879		
Octobre p											15.356	2.912		
<i>Exportations</i>														
1957 Moyenne	472	35	918	865	77	918	7.635	1.601	596	158	13.275	5.503	-1.027	92,8
1958 Moyenne	598	38	714	793	56	962	6.999	1.775	597	159	12.691	5.499	-- 346	97,3
1958 Octobre	713	40	785	811	44	922	7.747	1.850	672	173	13.755	5.622	-- 504	96,5
Novembre	760	37	714	716	37	813	7.089	1.542	628	151	12.487	5.453	-- 367	97,1
Décembre	805	42	757	735	53	996	7.002	2.018	602	158	13.168	5.323	-- 513	96,3
1959 Janvier	617	37	766	920	72	974	7.537	1.663	561	85	13.232	5.743	-- 40	99,7
Février	658	38	666	573	41	907	6.364	1.358	563	78	11.246	5.944	-1.276	89,8
Mars	559	40	765	807	57	1.062	7.154	1.687	594	99	12.824	5.561	-2.168	85,5
Avril	599	44	833	714	51	1.189	8.121	2.150	669	92	14.462	5.590	+ 528	103,8
Mai	468	40	882	765	50	1.042	7.199	1.421	558	86	12.511	5.170	-- 279	97,8
Juin	638	55	901	777	46	1.026	7.590	1.692	710	88	13.523	5.328	-1.294	91,3
Juillet	599	54	803	774	48	976	8.323	2.145	712	95	14.529	5.456	+1.147	108,6
Août	512	47	670	644	35	1.011	6.413	1.437	597	81	11.447	4.983	-1.435	88,9
Septembre ...	588	48	934	721	53	1.070	8.270	1.982	778	104	14.548	5.648	+ 403	102,9
Octobre ... p											14.989	6.143	-- 367	97,6
<i>Importations</i>														
Quantités (milliers de tonnes)														
1957 Moyenne	283	22,4	2.508	1.540	10,1	144	161	39,2	6,6	1,3	4.715			
1958 Moyenne	303	18,1	2.465	1.605	9,9	152	146	43,1	7,1	1,2	4.752			
1958 Octobre	371	52,0	2.654	1.739	8,5	145	179	37,8	8,3	1,3	5.195			
Novembre ...	344	10,2	2.459	1.567	10,2	149	155	40,5	6,7	1,5	4.743			
Décembre	334	13,5	2.381	1.702	11,8	178	161	41,2	6,4	1,6	4.829			
1959 Janvier	316	46,3	2.212	1.726	9,5	168	133	31,4	5,6	1,5	4.649			
Février	289	10,9	1.877	1.417	7,2	144	141	34,7	6,7	1,6	3.929			
Mars	362	12,2	2.578	1.962	9,6	173	171	51,6	7,9	1,3	5.329			
Avril	251	50,5	2.612	1.642	16,9	168	155	49,9	8,4	1,3	4.955			
Mai	228	12,2	2.584	1.523	10,1	133	156	54,2	7,8	1,4	4.710			
Juin	277	13,2	2.684	1.527	9,5	153	192	54,9	8,3	1,3	4.920			
Juillet	274	62,8	2.861	1.184	9,3	152	165	69,0	8,5	1,1	4.787			
Août	289	10,2	2.724	1.417	7,0	153	189	42,4	7,6	1,3	4.841			
Septembre ...	356	12,3	2.782	1.222	9,0	123	191	62,5	9,1	1,5	4.768			
Octobre p											5.273			
<i>Exportations</i>														
1957 Moyenne	52	2,2	466	633	5,3	346	822	26,9	5,8	52,5	2.412			
1958 Moyenne	92	1,7	417	553	4,2	367	782	30,5	5,9	54,7	2.308			
1958 Octobre	126	1,3	455	557	3,2	359	846	42,3	6,7	56,4	2.453			
Novembre ...	142	1,5	454	507	3,0	308	794	23,1	6,4	51,9	2.290			
Décembre	184	1,7	481	559	4,2	360	786	35,5	6,0	56,8	2.474			
1959 Janvier	93	1,1	392	632	5,7	333	807	29,4	5,2	5,8	2.304			
Février	110	1,2	353	425	3,6	326	643	20,0	5,6	4,7	1.892			
Mars	66	1,4	424	570	5,0	382	824	22,3	5,9	5,7	2.306			
Avril	83	1,7	549	519	4,1	435	949	33,4	6,4	6,1	2.587			
Mai	62	1,7	550	545	4,2	411	812	22,9	5,5	5,2	2.420			
Juin	89	2,6	607	561	3,9	352	887	22,5	7,3	5,3	2.538			
Juillet	81	2,7	649	609	3,8	340	929	35,5	7,2	5,8	2.663			
Août	70	2,9	557	478	2,8	356	787	31,5	6,7	5,5	2.297			
Septembre ...	80	2,1	617	518	4,2	399	903	38,7	7,4	6,4	2.576			
Octobre ... p											2.440			

CHOMAGE

I. — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

81¹

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Nombre de chômeurs contrôlés						Nombre de journées perdues		
	Chômeurs inscrits au cours du mois			Moyenne journalière			Chômeurs		Totaux
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
(milliers)									
1958 Octobre	133	218	351	105	63	168	2.415	1.461	3.876
Novembre ¹	163	257	420	128	67	195	3.722	1.947	5.669
Décembre	180	330	510	152	101	253	3.340	2.231	5.571
1959 Janvier	193	382	575	170	147	317	4.077	3.554	7.631
Février	190	367	557	169	166	335	4.056	3.992	8.048
Mars	184	270	454	147	89	236	4.251	2.584	6.835
Avril	157	220	377	132	73	205	3.043	1.666	4.709
Mai	151	214	365	117	60	177	3.290	1.679	4.969
Juin	134	186	320	108	57	165	2.593	1.374	3.967
Juillet	122	171	293	104	48	152	2.382	1.113	3.495
Août	131	174	305	100	46	146	2.904	1.343	4.247
Septembre				102	49	151			
Octobre				106	51	157			

II. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR PROVINCE

81²

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
		(milliers)									

Moyenne journalière par mois

1958 Novembre ¹	29	195,5	41,6	28,3	31,3	41,7	22,2	15,9	10,5	1,2	2,8
Décembre	22	252,7	51,1	36,2	43,4	54,1	26,1	19,6	14,7	3,3	4,2
1959 Janvier	24	317,4	61,0	45,4	53,1	62,9	37,1	24,0	22,5	5,0	6,4
Février	24	335,5	61,5	46,2	71,4	62,8	39,0	23,8	21,1	3,8	5,9
Mars	29	235,8	43,2	31,6	52,3	43,3	30,4	17,2	13,4	1,4	3,0
Avril	23	204,8	38,0	28,2	32,5	39,6	32,5	15,4	15,2	0,7	2,7
Mai	28	177,5	32,6	24,9	26,2	35,3	27,8	14,9	13,1	0,6	2,1
Juin	24	165,1	30,1	23,4	22,7	32,3	26,5	13,9	13,8	0,5	1,9
Juillet	23	151,9	29,1	23,4	19,5	30,8	20,9	13,7	12,0	0,5	2,0
Août	29	146,4	27,8	22,1	17,3	29,0	23,5	13,0	11,3	0,5	1,9
Septembre	24	151,2	28,5	21,3	20,4	28,5	24,3	12,7	13,0	0,6	1,9
Octobre	24	157,1	30,1	21,1	23,1	30,0	25,0	12,6	12,5	0,7	2,0

Moyenne journalière par semaine

1959 Octobre	4 au 10 ...	6	157,3	29,6	21,6	22,6	29,8	25,2	12,7	13,1	0,6	2,1
	11 au 17 ...	6	156,7	30,6	21,2	22,4	29,8	25,1	12,4	12,4	0,7	2,1
	18 au 24 ...	6	153,6	29,7	20,7	22,7	29,7	24,3	12,4	11,3	0,7	2,1
	25 au 31 ...	6	161,0	30,6	20,8	24,6	30,8	25,2	12,9	13,3	0,7	2,1
Novembre	1 au 7 ...	5	152,6	29,4	22,2	23,5	29,7	22,4	12,4	10,0	0,8	2,2
	8 au 14 ...	5	156,9	30,2	23,0	24,7	30,5	22,4	13,2	9,6	1,0	2,3
	15 au 21 ...	6	159,7	31,4	23,7	24,8	31,3	23,4	12,7	9,1	1,0	2,3

III. — MOYENNE JOURNALIERE DES CHOMEURS CONTROLES

81³

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Ensemble			Chômeurs complets			Chômeurs partiels		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	(milliers)								
1957 Moyenne	83,3	33,5	116,8	55,7	22,2	77,9	27,6	11,3	38,9
1958 Moyenne ¹	132,3	48,6	180,9	81,3	28,5	109,8	51,0	20,1	71,1
1958 Octobre	123,4	45,0	168,4	76,2	28,7	104,9	47,2	16,3	63,5
Novembre ¹	143,2	52,3	195,5	95,0	33,4	128,4	48,2	18,9	67,1
Décembre	189,5	63,2	252,7	115,2	36,3	151,5	74,3	26,9	101,2
1959 Janvier	254,1	63,3	317,4	130,9	38,9	169,8	123,2	24,4	147,6
Février	271,7	63,8	335,5	130,9	38,3	169,2	140,8	25,5	166,3
Mars	178,1	57,7	235,8	110,6	35,9	146,5	67,5	21,8	89,3
Avril	153,1	51,7	204,8	96,8	35,5	132,3	56,3	16,2	72,5
Mai	130,0	47,5	177,5	84,4	33,1	117,5	45,6	14,4	60,0
Juin	121,0	44,1	165,1	77,3	30,4	107,7	43,7	13,7	57,4
Juillet	110,0	41,9	151,9	74,3	29,2	103,5	35,7	12,7	48,4
Août	106,8	39,6	146,4	71,6	28,5	100,1	35,2	11,1	46,3
Septembre	112,0	39,2	151,2	72,9	29,1	102,0	39,1	10,1	49,2
Octobre	115,7	41,4	157,1	75,7	30,2	105,9	40,0	11,2	51,2

¹ Dans ces chiffres ne sont pas compris les chômeurs dont l'interruption de travail résulte de l'incidence des grèves dans les secteurs gaz et électricité.

IV. — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPES DE PROFESSIONS

81⁴

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés) (milliers)

Source : Office National du Placement et du Chômage.

Périodes	Agriculture	Forêt chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Bois, ameuble- ment	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation Tabac	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hôtels- restaurants	Gens de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Total	
Chômeurs complets																										
1958	Août	5,5	0,6	1,9	0,8	2,2	1,9	17,8	5,2	15,9	1,3	0,6	0,6	12,8	5,3	2,0	4,0	7,5	—	—	1,7	2,4	0,2	6,0	0,7	96,9
	Septembre	4,9	0,6	1,9	0,9	2,9	1,6	17,4	5,2	17,3	1,4	0,6	0,6	12,6	5,2	2,0	4,0	7,7	—	—	2,8	2,3	0,2	6,4	0,7	99,2
	Octobre	3,2	0,6	1,9	0,9	4,0	1,4	18,5	5,6	18,7	1,4	0,7	0,7	13,0	5,3	2,1	4,4	8,1	—	—	4,0	2,5	0,3	7,1	0,6	105,0
	Novembre	7,1	0,6	2,3	1,0	5,1	1,4	24,2	6,7	21,6	1,6	0,8	0,8	14,2	6,3	2,3	5,4	9,4	—	—	5,5	2,8	0,4	8,2	0,7	128,4
	Décembre	9,9	0,6	2,5	1,3	6,2	1,6	32,6	8,2	24,2	1,7	1,0	0,8	15,8	7,7	2,5	6,4	10,7	—	—	5,4	2,9	0,5	8,3	0,7	151,5
1959	Janvier	10,9	0,7	2,6	1,5	7,1	1,5	39,6	9,1	26,5	1,8	1,0	1,0	17,2	8,6	2,7	7,2	11,9	—	—	5,7	3,0	0,5	9,0	0,7	169,8
	Février	11,3	0,7	2,8	1,5	7,2	1,5	39,2	8,9	26,6	1,8	0,9	1,1	17,0	7,9	2,6	7,3	12,0	—	—	5,6	3,0	0,5	9,1	0,7	169,2
	Mars	9,4	0,5	2,8	1,2	5,6	1,4	28,6	7,7	24,6	1,7	1,0	0,9	16,2	6,4	2,4	7,0	11,4	—	—	4,8	2,9	0,5	8,8	0,8	146,5
	Avril	8,4	0,5	2,8	1,0	3,4	1,3	22,6	6,5	22,7	1,7	0,9	0,9	16,8	5,7	2,4	6,6	10,7	—	—	4,6	2,8	0,5	8,6	0,9	132,3
	Mai	4,7	0,5	3,5	0,9	2,5	1,2	18,6	5,8	20,7	1,6	0,8	0,8	15,8	5,6	2,3	5,6	10,0	—	—	4,0	2,8	0,5	8,3	1,0	117,5
	Juin	6,3	0,5	3,7	0,8	2,1	1,1	16,0	5,0	18,3	1,4	0,7	0,8	14,2	5,5	2,2	4,6	9,2	—	—	3,4	2,7	0,5	7,8	0,9	107,7
	Juillet	5,9	0,5	3,8	0,7	2,0	1,1	15,1	4,8	17,5	1,4	0,7	0,8	13,3	5,8	2,2	4,5	8,9	—	—	2,7	2,7	0,5	7,7	0,9	103,5
	Août	5,0	0,6	3,7	0,8	1,9	1,0	15,4	4,6	16,6	1,4	0,6	0,7	12,4	5,7	2,1	4,6	8,8	—	—	2,6	2,7	0,4	7,6	0,9	100,1
Chômeurs partiels et accidentels																										
1958	Août	0,8	0,3	7,1	0,2	0,6	0,8	2,6	1,3	6,1	0,6	0,4	0,2	13,3	5,2	1,5	1,1	1,6	4,1	0,3	0,2	0,3	0,0	0,2	0,0	48,8
	Septembre	0,7	0,3	12,4	0,2	0,6	0,5	2,9	1,5	6,0	0,9	0,4	0,1	11,9	4,8	1,5	1,1	1,7	4,8	0,9	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0	53,8
	Octobre	0,8	0,4	15,7	0,3	0,8	0,5	4,0	2,2	7,3	0,7	0,4	0,1	12,5	5,7	2,1	1,4	2,0	5,1	0,7	0,3	0,2	0,0	0,2	0,0	63,4
	Novembre	0,8	0,3	11,2	0,4	0,8	0,6	5,7	3,0	9,1	0,8	0,4	0,1	13,1	7,4	2,7	1,7	2,3	5,1	0,8	0,3	0,3	0,0	0,2	0,0	67,1
	Décembre	1,4	1,1	10,9	1,2	1,0	0,8	19,1	5,6	11,5	1,2	0,7	0,2	18,2	11,6	3,4	2,4	3,5	4,9	1,4	0,4	0,3	0,0	0,4	0,0	101,2
1959	Janvier	2,3	1,8	18,1	2,9	1,3	0,5	50,8	6,8	13,8	1,0	0,6	0,2	20,0	9,6	1,9	2,3	5,2	5,7	1,7	0,4	0,3	0,0	0,4	0,0	147,6
	Février	2,4	0,9	12,3	2,5	1,9	0,4	58,6	8,4	17,9	1,1	0,9	0,3	32,2	7,1	1,9	2,8	5,7	6,4	1,3	0,4	0,4	0,0	0,5	0,0	166,3
	Mars	0,8	0,5	16,7	0,6	0,9	0,5	7,6	2,8	10,3	0,8	0,6	0,3	27,7	4,8	1,8	2,4	3,0	5,1	1,1	0,3	0,3	0,0	0,3	0,0	89,3
	Avril	0,6	0,4	25,8	0,3	0,5	0,5	3,0	1,5	7,8	0,7	0,4	0,2	13,1	4,4	1,8	2,1	2,3	5,0	1,1	0,4	0,3	0,0	0,2	0,0	72,4
	Mai	1,0	0,3	20,6	0,2	0,3	0,6	2,3	1,3	6,4	0,5	0,3	0,2	10,3	4,5	2,0	1,6	1,8	4,3	0,8	0,3	0,2	0,0	0,2	0,0	60,0
	Juin	1,0	0,3	21,9	0,2	0,4	0,4	1,9	1,1	5,0	0,5	0,3	0,2	7,4	5,3	2,4	1,6	1,7	3,9	1,1	0,3	0,3	0,0	0,2	0,0	57,4
	Juillet	0,9	0,2	15,9	0,2	0,3	0,5	1,9	1,1	4,5	0,5	0,3	0,2	7,0	5,0	2,0	1,6	1,5	3,1	1,0	0,2	0,3	0,0	0,2	0,0	48,4
	Août	0,9	0,2	17,1	0,1	0,3	0,4	1,9	1,0	4,1	0,5	0,2	0,1	5,9	4,9	1,2	1,3	1,4	3,0	1,1	0,2	0,3	0,0	0,2	0,0	46,3
Total des chômeurs contrôlés																										
1958	Août	6,3	0,9	9,0	1,0	2,8	2,7	20,4	6,5	22,0	1,9	1,0	0,8	26,1	10,5	3,5	5,1	9,1	4,1	0,3	1,9	2,7	0,2	6,2	0,7	145,7
	Septembre	5,6	0,9	14,3	1,1	3,5	2,1	20,3	6,7	23,3	2,3	1,0	0,7	24,5	10,0	3,5	5,1	9,4	4,8	0,9	3,0	2,5	0,2	6,6	0,7	153,0
	Octobre	4,0	1,0	17,6	1,2	4,8	1,9	22,5	7,8	26,0	2,1	1,1	0,8	25,5	11,0	4,2	5,8	10,1	5,1	0,7	4,3	2,7	0,3	7,3	0,6	168,4
	Novembre	7,9	0,9	13,5	1,4	5,9	2,0	29,9	9,7	30,7	2,4	1,2	0,9	27,3	13,7	5,0	7,1	11,7	5,1	0,8	5,8	3,1	0,4	8,4	0,7	195,5
	Décembre	11,3	1,7	13,4	2,5	7,2	2,4	51,7	13,8	35,7	2,9	1,7	1,0	34,0	19,3	5,9	8,8	14,2	4,9	1,4	5,8	3,2	0,5	8,7	0,7	252,7
1959	Janvier	13,2	2,5	20,7	4,4	8,4	2,0	90,4	15,9	40,3	2,8	1,6	1,2	37,2	18,2	4,6	9,5	17,1	5,7	1,7	6,1	3,3	0,5	9,4	0,7	317,4
	Février	13,7	1,6	15,1	4,0	9,1	1,9	97,8	17,3	44,5	2,9	1,8	1,4	49,2	15,0	4,5	10,1	17,7	6,4	1,3	6,0	3,4	0,5	9,6	0,7	335,5
	Mars	10,2	1,0	19,5	1,7	6,5	1,9	36,2	10,5	34,9	2,5	1,6	1,2	43,9	11,2	4,2	9,4	14,4	5,1	1,1	5,1	3,2	0,5	9,2	0,8	235,8
	Avril	9,0	0,9	28,6	1,3	3,9	1,8	25,6	8,0	30,5	2,4	1,3	1,1	29,9	10,1	4,2	8,7	13,0	5,0	1,1	5,0	3,1	0,5	8,8	0,9	204,7
	Mai	5,7	0,8	24,1	1,1	2,8	1,8	20,9	7,1	27,1	2,1	1,1	1,0	26,1	10,1	4,3	7,2	11,8	4,3	0,8	4,3	3,0	0,5	8,5	1,0	177,5
	Juin	7,3	0,8	25,6	1,0	2,5	1,5	17,9	6,1	23,3	1,9	1,0	1,0	21,6	10,8	4,6	6,2	10,9	3,9	1,1	3,7	3,0	0,5	8,0	0,9	165,1
	Juillet	6,8	0,7	19,7	0,9	2,3	1,6	17,0	5,9	22,0	1,9	1,0	1,0	20,3	10,8	4,2	6,1	10,4	3,1	1,0	2,9	3,0	0,5	7,9	0,9	151,9
	Août	5,9	0,8	20,8	0,9	2,2	1,4	17,3	5,6	20,7	1,9	0,8	0,8	18,3	10,6	3,3	5,9	10,2	3,0	1,1	2,8	3,0	0,4	7,8	0,9	146,4

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES

I. — BELGIQUE ET CONGO BELGE SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES ¹ (millions de francs)

85¹

Rubriques	1959 28 février	1959 31 mars	1959 30 avril	1959 31 mai	1959 30 juin	1959 31 juillet	1959 31 août	1959 30 septembre
ACTIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	2.835	4.675	2.865	3.317	3.227	3.263	3.160	3.130
Prêts au jour le jour	1.534	1.558	1.731	2.018	1.886	1.777	1.525	967
Banquiers	5.906	6.661	6.259	6.031	5.899	5.522	5.595	5.622
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.522	1.324	1.394	1.614	1.446	1.324	1.178	1.509
Autres valeurs à recevoir à court terme	5.215	4.123	5.059	5.628	5.140	5.001	4.388	5.138
Portefeuille-effets	50.266	53.450	54.636	54.956	54.888	53.178	55.034	53.827
a) Portefeuille commercial ²	15.963	18.048	18.104	17.441	17.467	17.074	17.413	17.352
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	21.228	21.579	21.974	22.312	21.862	20.508	22.575	21.422
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 %	13.075	13.823	14.558	15.203	15.559	15.596	15.046	15.053
d) Reports et avances sur titres	1.187	1.259	1.259	1.210	1.202	1.247	1.196	1.305
Débiteurs par acceptations	10.073	9.778	9.320	9.224	9.643	9.751	9.712	10.273
Débiteurs divers	21.371	21.756	22.013	22.004	22.540	22.363	22.394	22.727
Portefeuille-titres	31.015	30.286	32.467	32.479	32.788	32.517	32.391	34.321
a) Valeurs de la réserve légale	340	342	363	364	364	366	366	365
b) Fonds publics belges	28.316	27.746	29.899	29.828	30.073	29.816	29.640	31.402
c) Fonds publics étrangers	67	67	30	70	91	84	121	210
d) Actions de banques	1.191	1.195	1.220	1.218	1.227	1.226	1.282	1.358
e) Autres titres	1.101	936	955	999	1.033	1.025	982	986
Divers	876	871	1.225	840	1.394	1.397	1.378	1.483
Capital non versé	6	6	6	6	6	6	6	153
Total disponible et réalisable ...	131.806	135.737	138.234	139.327	140.059	137.346	137.957	140.455
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	23	23	23	23	23	23	23	24
Immeubles	1.082	1.084	1.084	1.088	1.088	1.106	1.116	1.116
Participation dans les filiales immobil.	257	257	257	257	257	249	250	249
Créances sur filiales immobilisées ...	354	353	349	353	355	343	345	347
Matériel et mobilier	140	142	144	146	146	147	148	145
Total de l'immobilisé ...	1.856	1.859	1.857	1.867	1.869	1.868	1.882	1.881
Total général actif ...	133.662	137.596	140.091	141.194	141.928	139.214	139.839	142.336
PASSIF								
A. Opér. d'épargne (art. 15, arr. royal 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis	1.020	890	748	612	636	733	918	905
Emprunts au jour le jour	77	42	99	93	64	72	79	76
Banquiers	7.056	8.065	9.521	10.107	9.722	8.962	8.633	9.021
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.647	1.836	2.237	2.194	2.188	2.046	2.120	2.193
Acceptations	10.073	9.778	9.322	9.224	9.643	9.751	9.712	10.273
Autres valeurs à payer à court terme	3.038	2.088	2.704	2.459	3.001	2.402	1.882	2.594
Créditeurs pour effets à l'encaissement	734	772	800	908	895	881	888	901
Dépôts et comptes courants	90.266	94.467	94.165	95.393	95.130	93.271	94.534	94.689
a) A vue	56.189	59.559	58.893	60.697	61.202	58.686	59.417	58.539
b) A un mois au plus	3.704	3.588	3.562	3.553	3.155	3.524	3.443	3.593
c) A plus d'un mois	12.748	13.624	13.989	13.311	12.802	12.854	13.336	14.153
d) A plus d'un an	1.686	1.694	1.691	1.693	1.686	1.743	1.638	1.625
e) A plus de deux ans	2.089	2.037	1.979	1.979	1.999	1.989	2.011	2.035
f) Carnets de dépôts	12.094	12.225	12.314	12.419	12.538	12.717	12.905	13.001
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.756	1.740	1.737	1.741	1.748	1.758	1.784	1.743
Obligations et bons de caisse	6.753	6.806	6.840	6.839	6.867	6.874	6.898	6.900
Montants à libérer sur titres et partic.	640	639	639	645	648	654	659	659
Divers	3.429	3.231	3.898	3.597	3.913	4.341	4.283	4.592
Total de l'exigible ...	124.733	128.614	130.973	132.071	132.707	129.987	130.607	132.803
C. Non exigible :								
Capital	5.193	5.193	5.293	5.293	5.393	5.508	5.523	5.723
Fonds indispon. par prime d'émission ...	190	190	190	190	190	190	194	294
Réserve légale (art. 13, A. R. 185) ...	343	345	367	367	367	369	369	369
Réserve disponible	3.113	3.164	3.178	3.183	3.185	3.075	3.060	3.061
Provisions	90	90	90	90	86	85	86	86
Total du non exigible ...	8.929	8.982	9.118	9.123	9.221	9.227	9.232	9.533
Total général passif ...	133.662	137.596	140.091	141.194	141.928	139.214	139.839	142.336

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que des éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

² L'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale de Belgique et aux instituts parastatiques s'élevait aux 28 février, 31 mars, 30 avril, 31 mai, 30 juin, 31 juillet, 31 août et 30 septembre 1959 respectivement à 6.272, 5.435, 5.060, 5.891, 5.679, 5.002, 5.293 et 5.284 millions de francs, montants qui ne sont pas compris dans le portefeuille commercial.

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

85²

(millions de francs)

Rubriques	1959 12 octobre	1959 19 octobre	1959 26 octobre	1959 2 novembre	1959 9 novembre	1959 16 novembre	1959 23 novembre	1959 30 novembre
ACTIF								
Encaisse en or	61.627	59.924	59.586	59.361	58.835	58.782	58.556	57.786
Monnaies étrangères	5.125	3.729	3.795	3.920	4.291	4.309	4.296	3.987
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	2.044	2.044	2.044	2.044	2.044	2.268	2.268	224
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :								
a) U.E.P.	5.536	5.536	5.536	5.536	5.536	5.536	5.536	5.536
b) A.M.E.	25	35	50	—	10	25	35	—
c) F.M.I.	2.813	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388	4.388
d) autres accords	199	199	199	124	124	124	—	—
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.013	1.013	1.013	1.109	1.223	1.181	1.370	1.156
Effets de commerce	2.148	1.759	2.139	4.198	2.485	2.131	2.113	3.098
Avances sur nantissement	637	662	1.004	1.182	1.070	599	27	950
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-48 et 15-4-52) :								
a) certificats du Trésor	9.165	9.065	8.665	8.890	9.790	9.240	9.390	9.940
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat	—	—	—	—	—	—	—	—
c) autres effets publics belges	—	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	700	705	717	697	692	702	709	681
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	1	1	2	2	2	2	2
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948)	34.030	34.030	34.030	34.030	34.030	34.030	34.030	34.030
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	2.466	2.462	2.466	2.466	2.461	2.460	2.463	2.466
Immeubles, matériel et mobilier	1.468	1.468	1.468	1.468	1.468	1.468	1.468	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.026	1.029	1.030	1.033	1.028	1.029	1.034	1.034
Divers	989	1.033	874	1.024	969	930	1.039	1.208
	131.012	129.082	129.005	131.472	130.446	129.204	128.724	127.954
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Instruction Publique (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.632	1.630	1.624	1.618	1.618	1.607	1.589	1.579
PASSIF								
Billets en circulation	115.823	114.185	113.572	116.121	115.685	114.521	113.618	115.957
Comptes courants :								
{ compte ordinaire ...	22	5	21	16	7	2	10	9
{ taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957)	990	3	3	3	3	43	43	43
{ compte spécial liquidation U.E.P. ...	512	512	512	501	501	501	500	500
Banques à l'étranger : comptes ordin.	218	273	264	265	261	261	259	263
Comptes courants divers	5.744	6.042	6.509	6.354	5.610	5.310	5.434	4.465
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :								
a) A.M.E.	237	201	196	208	235	259	267	272
b) autres accords	350	258	268	287	305	250	293	312
Total des engagements à vue ...	123.396	121.479	121.345	123.755	122.607	121.147	120.424	121.821
Monnaies étrangères et or à livrer	3.029	3.029	3.079	3.121	3.232	3.437	3.647	1.437
Caisse de Pensions du Personnel	1.026	1.029	1.030	1.033	1.028	1.029	1.034	1.034
Divers	1.092	1.076	1.082	1.094	1.110	1.122	1.150	1.193
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.069	2.069	2.069	2.069	2.069	2.069	2.069	2.069
	131.012	129.082	129.005	131.472	130.446	129.204	128.724	127.954
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Instruction Publique : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.632	1.630	1.624	1.618	1.618	1.607	1.589	1.579

SITUATIONS MENSUELLES

85³

DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO BELGE ET DU RUANDA URUNDI

(millions de francs)

Rubriques	1959 28 février	1959 31 mars	1959 30 avril	1959 31 mai	1959 30 juin	1959 31 juillet	1959 31 août	1959 30 septembre
ACTIF								
Encaisse or	3.469	3.473	3.251	3.171	3.173	2.671	2.673	2.397
Avoirs en monnaies convertibles en or ...	1.973	2.032	2.026	2.536	2.093	2.264	1.904	1.650
Avoirs en francs belges :								
Banques et divers organismes	253	1	71	—	1	1	2	1
Certificats du Trésor belge	1.650	1.400	1.200	900	600	300	—	—
Autres avoirs	512	344	239	251	152	96	89	142
Avoirs en autres monnaies	19	29	49	21	23	28	30	25
Monnaies étrangères et or à recevoir	11	11	11	16	16	16	31	31
Débiteurs pour change et or à terme	6	6	6	11	19	15	11	11
Effets commerc. sur le Congo Belge et le Ruanda-Urundi	205	260	256	293	308	556	474	357
Avances sur fonds publ. et subs. précieuses	170	90	72	292	746	877	322	442
Avoirs aux Offices des Chèques Postaux	10	16	10	10	11	7	10	8
Effets publics (stat. : art 6, § 1, n° 3) Emis par le Congo Belge	237	216	190	168	160	160	170	825
Avances (Stat. : art. 6, § 1, n° 4, litt. a et c) : au Ruanda-Urundi	—	6	—	—	—	—	—	—
au Congo Belge	—	—	—	—	—	—	146	—
à des organismes créés ou régis par des disp. lég. partic. ou dont les engag. sont garan- tis par le Congo Belge	300	324	372	281	187	170	200	155
Effets publics belges émis en francs cong.	1.629	1.629	1.629	1.629	1.629	1.629	1.629	1.429
Fonds publics :								
Stat. : art. 6, § 1, nos 12 et 13	1.482	1.482	1.482	1.482	1.576	1.576	1.573	1.573
Stat. : art. 6, § 2, n° 4, al. 2	38	40	41	49	68	75	79	81
Immeubles, matériel et mobilier	430	435	443	443	446	452	457	462
Divers	157	161	172	240	197	196	206	232
	12.551	11.955	11.520	11.793	11.405	11.089	10.006	9.821
PASSIF								
Billets et monnaies métalliques en circul.	5.672	5.631	5.576	5.675	6.159	6.384	6.339	6.197
Comptes courants et créditeurs divers :								
Congo Belge	1.925	1.584	1.057	1.268	801	403	—	11
Ruanda-Urundi	9	—	202	289	228	253	125	51
Comptes courants divers	1.295	1.371	1.405	1.266	1.153	1.410	1.239	1.154
Valeurs à payer	442	331	203	157	412	270	211	292
Total des engagements à vue	9.343	8.917	8.443	8.655	8.753	8.720	7.914	7.705
Créditeurs pour change et or à terme ...	5	5	6	6	6	5	5	5
Engagements en francs belges :								
À vue	652	881	918	957	1.200	887	846	882
À terme	1.541	906	896	355	61	56	49	78
Engagements en monnaies étrangères :								
En monnaies convertibles	28	246	244	786	332	341	78	9
En autres devises	8	6	6	35	6	6	6	—
Monnaies étrangères et or à livrer	25	25	25	30	24	21	31	31
Divers	451	471	484	330	384	414	438	472
Capital	150	150	150	150	150	150	150	150
Fonds de réserve et d'amortissement	348	348	348	489	489	489	489	489
	12.551	11.955	11.520	11.793	11.405	11.089	10.006	9.821

Mois	Comptes Chèques postaux 1 3	Mois	Dépôts à vue dans les banques 2 3
1958 Août	4,09	1958 Juillet	1,90
Septembre	3,99	Août	1,73
Octobre	4,10	Septembre	1,89
Novembre	4,48	Octobre	1,89
Décembre	4,28	Novembre	1,96
1959 Janvier	4,31	Décembre	2,06
Février	4,33	1959 Janvier	2,01
Mars	4,08	Février	1,91
Avril	4,18	Mars	1,89
Mai	4,50	Avril	1,94
Juin	3,93	Mai	2,03
Juillet	4,14	Juin	1,89
Août	3,82	Juillet	1,87
Septembre	3,84	Août	1,65
Octobre	4,00	Septembre	1,82

1 Voir tableau n° 80

2 Méthode d'établissement : voir notre *Bulletin d'Information et de Documentation* d'octobre 1950, p. 222.

3 Chiffres réduits en mois-type de 25 jours.

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, parce qu'ils ne sont pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.

STOCK MONETAIRE INTERIEUR

(en milliards de francs)

Fin de mois	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale détenue par					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	Mouvements du stock monétaire total	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire *	le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	les entreprises et particuliers **			Total				
					Comptes courants à la Banque Nationale de Belgique *	Avoirs en chèques postaux *	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements paraétabliques *					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) / (10)	(12)	
1957 Juillet	5,4	112,3	115,1	6,4	0,4	22,3	54,2	76,9	83,3	198,4	58,0	- 3,5
Août	5,4	111,9	114,7	6,1	0,3	21,3	52,8	74,4	80,5	195,2	58,8	- 3,2
Septembre ...	5,3	111,5	114,4	6,7	0,3	21,4	51,6	73,3	80,0	194,4	58,9	- 0,8
Octobre	5,3	111,5	114,5	5,8	0,3	22,4	51,3	74,0	79,8	194,3	58,9	- 0,1
Novembre	5,3	111,0	113,9	5,4	0,5	21,8	51,7	74,0	79,4	193,3	58,9	- 1,0
Décembre	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3	+ 4,7
1958 Janvier	5,4	110,2	113,1	5,6	0,5	23,0	50,0	73,5	79,1	192,2	58,8	- 5,8
Février	5,4	111,0	113,9	5,2	0,4	22,9	50,7	74,0	79,2	193,1	59,0	+ 0,9
Mars	5,4	111,7	114,5	6,4	0,4	22,2	53,5	76,1	82,5	197,0	58,1	+ 3,9
Avril	5,4	113,1	115,9	6,7	0,5	23,7	54,1	78,3	85,0	200,9	57,7	+ 3,9
Mai	5,4	114,2	116,9	6,7	0,4	23,1	56,3	79,8	86,5	203,4	57,5	+ 2,5
Juin	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3	+ 2,7
Juillet	5,5	117,4	120,2	6,3	0,4	24,1	55,7	80,2	86,5	206,7	58,1	+ 0,6
Août anc. sér. .	5,5	116,4	119,3	7,6	0,4	23,2	56,5	80,1	87,7	207,0	57,6	+ 0,3
Août n. sér. 1	5,5	116,4	119,3	7,6	0,4	23,2	55,0 ¹	78,6 ¹	86,2 ¹	205,5 ¹	58,0 ¹	- 1,2 ¹
Septembre ...	5,5	115,2	118,0	8,1	0,3	22,4	53,2	75,9	84,0	202,0	58,4	- 3,5
Octobre	5,5	115,8	118,8	6,2	0,3	22,8	54,7	77,8	84,0	202,8	58,6	+ 0,8
Novembre	5,5	115,2	118,1	6,3	0,6	23,0	56,8	80,4	86,7	204,8	57,7	+ 2,0
Décembre	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5	82,0	89,2	209,5	57,4	+ 4,7
1959 Janvier	5,5	115,4	118,2	6,0	0,4	23,9	55,9	80,2	86,2	204,4	57,8	- 5,1
Février	5,5	116,0	118,9	6,6	0,4	23,2	56,0	79,6	86,2	205,1	58,0	+ 0,7
Mars	5,5	116,3	119,0	7,6	0,3	24,0	58,8	83,1	90,7	209,7	56,7	+ 4,6
Avril	5,5	116,8	119,8	8,2	0,3	23,9	58,5	82,7	90,9	210,7	56,9	+ 1,0
Mai	r	5,5	116,5	119,4	7,1	0,5	24,4	60,7	85,6	92,7	56,3	+ 1,4
Juin	r	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	56,2	+ 1,9
Juillet	r	5,6	118,8	121,7	6,2	0,3	24,5	58,6	83,4	89,6	57,6	- 2,7
Août	r	5,6	117,5	120,4	7,0	0,4	23,9	59,1	83,4	90,4	57,1	- 0,5
Septembre . r	5,6	115,6	118,3	8,3	0,4	24,2	58,4	83,0	91,3	209,6	56,4	- 1,2

* Déduction faite des encaisses des organismes émetteurs de monnaie.

** Y compris des organismes paraétabliques administratifs.

¹ Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

r : Chiffres rectifiés.

BILANS INTEGRÉS DES ORGANISMES MONÉTAIRES

(en milliards de francs)

Dates	Stock monétaire				Avoirs extérieurs nets				Créances sur le Trésor et sur d'autres emprunteurs publics				Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Divers			Comptes pour balance	Total	Sous déduction de					Différence (20) - (21) à (25)	
	Monnaie fiduciaire	Monnaie scripturale			Total	Avoirs et engagements à vue (montants nets)			Total	Créances sur l'Etat	Créances sur d'autres emprunteurs publics	Avances nettes au Fonds des Rentes	Total	financés par les organismes monétaires	Pour mémoire financés par et hors des organismes monétaires	Solde des opérations de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel et du Fonds Monétaire, autres qu'à court terme	Créances et engagements sur et envers des organismes financiers non monétaires			Solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux	Engagements quasi monétaires des organismes émetteurs de monnaies envers l'économie nationale			Ecart entre les fonds propres et immobilisations et participations (Banque Nationale, et banques de dépôts)		Emprunts obligataires de dépôts
		détenus par les entreprises et particuliers	détenue par les pouvoirs publics	Total		B.N.B.	Banques privées	Autres avoirs et engagements nets (montants nets)													Total	Détenus par les entreprises et particuliers	Dépôts en devises détenus par les entreprises et particuliers			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)	(20)	(21)	(22)	(23)	(24)	(25)	(26)	
1952 Juin	100,6	64,2	6,8	71,0	171,6	+56,2	- 4,2	+2,2	54,2	107,5	1,4	0,8	109,7	33,7	40,3	+0,5	+0,1	-1,2	+1,0	198,0	-17,7	-1,5	-1,3	-5,2	-0,7	171,6
Septembre ...	100,3	65,0	7,0	72,0	172,3	+51,9	- 4,2	+2,8	50,5	115,6	1,5	0,4	117,5	32,6	40,1	+0,3	-0,2	-1,5	+1,1	200,3	-18,9	-1,5	-1,4	-5,4	-0,8	172,3
Décembre	102,0	65,1	7,4	72,5	174,5	+51,0	- 4,3	+3,7	50,4	115,1	1,4	0,3	116,8	36,5	43,3	+0,1	-0,1	-1,6	+0,2	202,3	-18,6	-1,6	-1,4	-5,2	-1,0	174,5
1953 Mars	101,4	65,0	6,9	71,9	173,3	+49,1	- 4,6	+3,2	47,7	118,0	1,7	—	119,7	35,9	43,5	+0,2	+0,3	-3,0	+0,6	201,4	-19,9	-1,7	-0,3	-5,1	-1,1	173,3
Juin	102,6	66,3	6,9	73,2	175,8	+48,8	- 4,0	+2,7	47,5	116,7	1,7	0,7	119,1	36,1	43,7	+0,3	+0,5	-1,4	+1,5	203,6	-19,3	-1,6	-0,5	-5,2	-1,2	175,8
Septembre ...	104,4	66,5	7,3	73,8	178,2	+49,7	- 3,4	+2,6	48,9	121,0	1,4	0,3	122,7	36,3	43,6	+0,2	+0,5	-2,0	+1,9	208,5	-19,9	-2,3	-1,2	-5,4	-1,5	178,2
Décembre	105,9	67,3	7,1	74,4	180,3	+52,4	- 4,8	+2,7	50,3	120,0	1,6	—	121,6	38,7	45,4	—	+0,1	-1,9	+1,0	209,8	-20,6	-1,5	-0,2	-5,3	-1,9	180,3
1954 Mars	102,9	66,5	7,5	74,0	176,9	+52,3	- 6,8	+4,3	49,8	116,7	1,7	—	118,4	37,4	45,1	+0,1	+0,2	-1,5	+2,7	207,1	-21,1	-1,4	-0,1	-5,4	-2,2	176,9
Juin	104,3	69,9	8,1	78,0	182,3	+49,7	- 4,8	+2,9	47,8	121,6	1,8	0,2	123,6	38,2	46,2	+0,3	+1,0	-1,9	+2,6	211,6	-19,6	-1,6	-0,1	-5,5	-2,5	182,3
Septembre ...	105,2	67,1	7,9	75,0	180,2	+49,6	- 4,4	+2,7	47,9	120,7	2,1	—	122,8	38,8	47,0	+0,6	+0,8	-2,5	+2,0	210,4	-20,2	-1,4	-0,1	-5,7	-2,8	180,2
Décembre	106,7	69,5	7,4	76,9	183,6	+50,5	- 3,7	+1,5	48,3	119,9	2,8	1,2	123,9	41,7	49,8	+0,6	+1,0	-1,2	+1,6	215,9	-21,3	-2,0	-0,1	-6,0	-2,9	183,6
1955 Mars	107,5	70,1	7,1	77,2	184,7	+53,7	- 4,7	+2,4	51,4	120,4	2,5	0,1	123,0	41,4	49,6	+0,7	+1,3	-1,4	+1,3	217,7	-22,3	-1,7	-0,1	-5,7	-3,2	184,7
Juin	108,6	71,7	7,3	79,0	187,6	+52,9	- 4,8	+2,7	50,8	121,1	3,3	0,9	125,3	43,0	50,1	+0,7	+1,3	-2,0	+2,2	221,3	-22,4	-1,7	-0,1	-6,1	-3,4	187,6
Septembre ...	109,7	70,3	7,4	77,7	187,4	+54,3	- 4,8	+2,9	52,4	120,9	4,1	1,4	126,4	41,4	49,5	+0,8	+1,3	-1,9	+1,0	221,4	-22,2	-2,0	-0,1	-6,2	-3,5	187,4
Décembre	110,7	73,9	7,9	81,8	192,5	+56,1	- 4,8	+3,4	54,7	122,3	5,0	0,7	128,0	44,4	52,0	+0,7	+1,3	-1,8	+0,9	228,2	-23,4	-2,4	-0,1	-6,0	-3,8	192,5
1956 Mars	109,5	74,0	7,5	81,5	191,0	+58,8	- 4,9	+3,6	57,5	121,8	4,1	0,7	126,6	43,4	52,0	+0,7	+1,1	-1,6	+0,5	228,2	-24,5	-2,4	-0,1	-6,2	-4,0	191,0
Juin	111,4	77,0	6,7	83,7	195,1	+59,2	- 3,8	+3,1	58,5	124,2	4,1	1,4	129,7	42,1	52,6	+1,0	+1,4	-1,4	+1,9	233,2	-24,5	-2,8	-0,1	-6,6	-4,1	195,1
Septembre ...	112,8	75,5	7,7	83,2	196,0	+59,2	- 5,1	+2,3	56,4	123,4	5,0	1,3	129,7	45,1	55,3	+0,8	+1,4	-1,9	+1,8	233,3	-23,6	-2,6	—	-6,9	-4,2	196,0
Décembre	114,3	77,5	6,5	84,0	198,3	+56,9	- 6,1	+3,2	54,0	123,4	5,6	2,0	131,0	49,0	58,4	+0,7	+1,2	-1,6	+0,6	234,9	-22,3	-3,2	-0,1	-6,7	-4,3	198,3
1957 Mars	113,6	77,4	7,2	84,6	198,2	+53,2	- 6,2	+3,4	50,4	128,6	4,0	0,7	133,3	50,1	60,3	+0,8	+1,2	-1,5	+1,5	235,8	-23,3	-3,3	—	-6,6	-4,4	198,2
Juin	113,9	80,1	7,9	88,0	201,9	+53,3	- 4,8	+3,0	51,5	127,5	4,2	1,8	133,5	50,9	61,0	+0,9	+1,0	-1,9	+2,7	238,6	-21,9	-3,3	—	-7,1	-4,4	201,9
Septembre ...	114,4	73,3	6,7	80,0	194,4	+51,4	- 4,7	+2,6	49,3	124,3	4,2	1,2	129,7	50,9	60,0	+0,8	+1,3	-2,0	+2,5	232,5	-22,1	-3,9	—	-7,6	-4,5	194,4
Déc. anc. sér.	115,5	76,1	6,4	82,5	198,0	+57,0	- 3,9	+2,8	55,9	121,8	4,3	1,7	127,8	52,3	61,5	+0,8	+1,3	-2,3	+1,4	237,2	-23,4	-3,2	-0,2	-7,5	-4,9	198,0
Déc. nouv. s. 1	115,5	76,1	6,4	82,5	198,0	+57,0	- 3,9	+3,0	56,1	121,6	1,8	1,7	125,1	52,3	61,5	+0,8	+2,3	-0,8	+1,4	237,2	-23,4	-3,2	-0,2	-7,5	-4,9	198,0
1958 Mars	114,5	76,1	6,4	82,5	197,0	+60,5	- 2,4	+2,1	60,2	122,5	2,0	0,4	124,9	48,8	60,2	+1,0	+2,8	-0,6	+1,4	238,5	-25,4	-3,0	-0,4	-7,4	-5,3	197,0
Juin	118,1	80,4	7,6	88,0	206,1	+67,5	- 3,8	+2,5	66,2	125,0	2,2	2,0	129,2	45,7	58,3	+1,1	+3,0	-0,1	+2,6	247,7	-25,0	-2,5	-0,5	-7,8	-5,8	206,1
Septembre ...	118,0	75,9	8,1	84,0	202,0	+70,8	- 4,1	+3,4	70,1	120,4	1,7	3,7	125,8	43,5	55,8	+1,0	+3,6	+0,2	+2,5	246,8	-26,9	-2,6	-0,5	-8,5	-6,3	202,0
Décembre	120,3	82,0	7,2	89,2	209,5	+74,1	- 5,4	+3,4	72,1	126,7	2,1	4,1	132,9	43,9	56,3	+1,1	+4,1	+0,1	+0,8	255,0	-27,4	-2,6	-0,6	-8,3	-6,6	209,5
1959 Mars	119,0	83,1	7,6	90,7	209,7	+70,2	- 2,9	+3,0	70,3	129,5	2,9	3,9	136,3	45,2	55,9	+0,8	+4,4	—	+1,4	258,4	-30,1	-3,3	-0,7	-7,8	-6,8	209,7
Juin	120,4	85,9	7,8	93,7	214,1	+72,2	- 6,5	+4,0	69,7	129,6	3,9	5,0	138,5	44,8	55,8	+0,8	+4,7	+1,0	+2,6	262,1	-29,2	-3,1	-0,6	-8,2	-6,9	214,1
Septembre . p	118,3	83,0	8,3	91,3	209,6	+70,3	- 5,8	+6,7	71,2	127,9	4,1	2,0	134,0	45,1	55,9	+0,7	+5,2	+1,2	+2,3	259,7	-30,9	-3,1	-0,6	-8,6	-6,9	209,6

* Y compris les comptes d'organismes paraétatiques administratifs.

1 A partir de décembre 1957, l'adoption d'une ventilation plus détaillée des créances des organismes monétaires sur les organismes publics autres que l'Etat a entraîné une modification des rubriques suivantes : « avoirs extérieurs nets : autres avoirs et engagements nets » (colonne 8), « Créances sur d'autres emprunteurs publics » (colonne 11), « Créances et engagements sur et envers des organismes financiers non monétaires » (colonne 17) et « solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux » (colonne 18).

r : Chiffres rectifiés.

p : Chiffres provisoires.

ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE
(milliards de francs)

85⁴

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires				Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (6) = (1) + (5)	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital des pouvoirs publics et des donations officielles)	Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation de la dette de l'Etat et autres fonds publics	Crédits d'es-compte d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers financés par les organismes monétaires	Différence entre fonds propres et immobilisations sur participations des organismes monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Opérations autres qu'à court terme du Fonds Monétaire et de la Caisse Nationale de Crédit professionnel (soldes)	Divers		Comptes pour balance	Total (18) = de (7) à (17)
		Dépôts à terme et comptes spéciaux des exportateurs vers l'U.E.P.	Dépôts en devises de nationaux	Avoirs du Trésor	Total			Etat	Autres						Créances et engagements sur et envers des organismes financiers non monétaires	Créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux (soldes)		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)		
1953 1 ^{er} trimestre .	- 1,2	+ 1,3	+ 0,1	- 1,1	+ 0,3	- 0,9	- 0,3	+ 0,7	+ 0,4	- 0,2	- 0,5	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	- 1,4	+ 0,1	- 0,9	
2 ^e trimestre .	+ 2,5	- 0,6	- 0,1	+ 0,2	- 0,5	+ 2,0	- 0,8	- 0,9	- 0,1	+ 1,3	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	+ 0,2	+ 1,6	+ 0,5	+ 2,0	
3 ^e trimestre .	+ 2,4	+ 0,6	+ 0,7	+ 0,8	+ 2,1	+ 4,5	- 1,2	+ 6,5	- 0,4	-	+ 0,2	- 0,3	- 0,1	-	+ 0,6	+ 0,6	+ 4,5	
4 ^e trimestre .	+ 2,1	+ 0,7	- 0,8	- 1,1	- 1,2	+ 0,9	+ 1,3	- 0,9	+ 0,2	-	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 0,4	+ 0,1	- 1,3	+ 0,9	
Total ...	+ 5,8	+ 2,0	- 0,1	- 1,2	+ 0,7	+ 6,5	- 1,0	+ 5,4	+ 0,1	+ 1,1	+ 2,2	- 0,1	- 0,9	+ 0,1	- 0,3	- 0,1	+ 6,5	
1954 1 ^{er} trimestre .	- 3,3	+ 0,5	- 0,1	- 0,1	+ 0,3	- 3,0	- 1,0	- 3,8	+ 0,1	+ 1,0	- 1,3	- 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,7	- 3,0	
2 ^e trimestre .	+ 5,3	- 1,4	+ 0,1	-	- 1,3	+ 4,0	- 2,8	+ 5,4	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,8	- 0,1	+ 0,2	+ 0,8	- 0,4	+ 0,1	+ 4,0	
3 ^e trimestre .	- 2,0	+ 0,5	- 0,2	-	+ 0,3	- 1,7	- 1,5	+ 0,5	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,2	- 0,6	- 0,8	- 1,7	
4 ^e trimestre .	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,7	-	+ 1,8	+ 5,1	+ 0,6	- 1,3	+ 0,6	+ 1,7	+ 2,9	- 0,3	- 0,2	+ 1,2	- 0,3	+ 5,1		
Total ...	+ 3,3	+ 0,7	+ 0,5	- 0,1	+ 1,1	+ 4,4	- 4,7	+ 0,8	+ 1,0	+ 3,2	+ 3,0	- 0,7	- 1,0	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,7	+ 4,4	
1955 1 ^{er} trimestre .	+ 1,1	+ 1,0	- 0,3	-	+ 0,7	+ 1,8	+ 1,4	+ 2,2	- 0,6	- 0,6	- 0,4	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,2	- 0,1	- 0,4	+ 1,8	
2 ^e trimestre .	+ 2,9	+ 0,1	+ 0,1	-	+ 0,2	+ 3,1	+ 0,5	- 1,1	+ 0,7	+ 1,6	+ 1,7	- 0,3	- 0,2	+ 0,1	- 0,6	+ 0,8	+ 3,1	
3 ^e trimestre .	- 0,2	- 0,2	+ 0,2	-	-	- 0,2	+ 1,7	- 0,3	+ 0,7	+ 0,6	- 1,5	- 0,1	+ 0,1	-	+ 0,1	- 1,3	- 0,2	
4 ^e trimestre .	+ 5,1	+ 1,2	+ 0,4	-	+ 1,6	+ 6,7	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,7	+ 0,4	+ 2,9	+ 0,1	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	-	+ 6,7	
Total ...	+ 8,9	+ 2,1	+ 0,4	-	+ 2,5	+ 11,4	+ 4,1	+ 3,1	+ 1,5	+ 2,0	+ 2,7	-	- 0,9	+ 0,1	+ 0,2	- 0,5	+ 11,4	
1956 1 ^{er} trimestre .	- 1,5	+ 1,1	-	-	+ 1,1	- 0,4	+ 3,2	- 1,4	- 0,9	+ 0,2	- 1,0	- 0,2	+ 0,1	- 0,2	+ 0,2	- 0,2	- 0,4	
2 ^e trimestre .	+ 4,1	-	+ 0,4	-	+ 0,4	+ 4,5	+ 1,9	+ 1,2	- 0,3	+ 1,3	- 1,3	- 0,4	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,2	+ 1,5	+ 4,5	
3 ^e trimestre .	+ 0,8	- 0,9	- 0,2	-	- 1,1	- 0,3	- 1,0	- 2,1	+ 0,8	+ 0,3	+ 3,0	- 0,3	- 0,1	-	- 0,5	- 0,3	- 0,3	
4 ^e trimestre .	+ 2,4	- 1,2	+ 0,5	-	- 0,7	+ 1,7	- 1,3	- 1,3	+ 0,6	+ 1,0	+ 3,9	+ 0,2	- 0,1	- 0,3	+ 0,3	- 1,3	+ 1,7	
Total ...	+ 5,8	- 1,0	+ 0,7	-	- 0,3	+ 5,5	+ 2,8	- 3,6	+ 0,2	+ 2,8	+ 4,6	- 0,7	- 0,5	+ 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 5,5	
1957 1 ^{er} trimestre .	- 0,2	+ 1,0	+ 0,1	-	+ 1,1	+ 0,9	- 1,2	+ 3,4	- 2,0	- 1,3	+ 1,1	-	+ 0,1	-	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,9	
2 ^e trimestre .	+ 3,7	- 1,4	-	-	- 1,4	+ 2,3	- 0,1	- 0,4	+ 0,1	+ 1,6	+ 0,8	- 0,5	+ 0,1	- 0,2	- 0,3	+ 1,2	+ 2,3	
3 ^e trimestre .	- 7,5	+ 0,2	+ 0,6	-	+ 0,8	- 6,7	- 2,5	- 3,0	-	- 0,3	-	- 0,4	- 0,1	+ 0,2	- 0,2	- 0,3	- 6,7	
4 ^e trimestre .	+ 3,7	+ 1,3	- 0,7	+ 0,2	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,2	- 0,3	+ 0,1	- 0,5	+ 1,5	+ 0,1	- 0,4	+ 0,1	- 0,3	- 0,8	+ 4,5	
Total ...	- 0,3	+ 1,1	-	+ 0,2	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,4	- 0,3	- 1,8	- 0,5	+ 3,4	- 0,8	- 0,6	+ 0,1	- 0,7	+ 0,9	+ 1,0	
1958 1 ^{er} trimestre .	- 1,0	+ 2,0	- 0,2	+ 0,1	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 3,6	-	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,2	- 0,2	+ 0,9	
2 ^e trimestre .	+ 9,1	- 0,5	- 0,4	+ 0,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 3,0	- 0,1	+ 1,8	- 3,0	- 0,4	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 8,3	
3 ^e trimestre .	- 4,1	+ 2,0	-	+ 0,1	+ 2,1	- 2,0	+ 2,8	- 4,1	- 0,6	+ 2,3	- 2,2	- 0,6	- 0,5	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,2	- 2,0	
4 ^e trimestre .	+ 7,5	+ 0,5	-	+ 0,1	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,0	+ 0,4	- 0,2	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 0,3	- 2,3	+ 8,1	
Total ...	+ 11,5	+ 4,0	- 0,6	+ 0,4	+ 3,8	+ 15,3	+ 14,9	+ 5,7	- 0,1	+ 4,1	- 8,4	- 0,8	- 1,7	+ 1,7	+ 0,5	- 1,0	+ 15,3	
1959 1 ^{er} trimestre .	+ 0,2	+ 2,7	+ 0,6	+ 0,1	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,3	+ 0,4	+ 2,5	+ 1,4	-	- 0,2	+ 0,2	- 0,3	+ 0,7	+ 3,6	
2 ^e trimestre r	+ 4,3	- 0,8	- 0,1	-	- 0,9	+ 3,4	- 0,3	- 0,2	+ 1,1	+ 1,1	- 0,4	- 0,4	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,3	+ 3,4	
3 ^e trimestre p	- 4,4	+ 1,7	-	- 0,1	+ 1,6	- 2,8	- 1,2	- 0,9	-	- 0,3	+ 0,3	- 0,4	- 0,1	- 0,1	+ 0,1	- 0,2	- 2,8	

* Mouvement des crédits directs aux pouvoirs publics + solde de leurs opérations en capital avec l'étranger. (Pouvoirs publics : Etat et pouvoirs subordonnés).

r : Chiffres rectifiés.

p : Chiffres provisoires.

II. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

BANQUE DE FRANCE
(milliards de francs français)

86¹

Rubriques	1959 9 avril	1959 6 mai	1959 4 juin	1959 9 juillet	1959 6 août	1959 8 septembre	1959 8 octobre	1959 5 novembre
ACTIF								
Encaisse or	291	291	291	291	291	291	432	432
Prêt d'or au Fonds de Stabilisation des changes ¹	141	141	141	141	141	141	—	—
Disponibilités à vue à l'étranger	17	17	127	197	276	307	332	355
Monnaies divisionnaires	11	11	11	11	11	11	10	10
Comptes courants postaux	52	53	55	49	49	56	46	74
Av. au Fonds de Stabilisat. des changes ²	—	—	—	—	—	—	106	106
Prêts sans intérêts à l'Etat ³	50	50	50	50	50	50	50	50
Av. provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 ⁴	426	426	426	426	426	426	426	426
Avances provisoires à l'Etat ⁵	175	175	175	175	175	175	175	175
Avances spéciales à l'Etat ⁶	380	380	380	380	350	350	350	350
Avances à l'Etat à échéance déterminée ⁷	138	122	129	141	139	142	148	74
Portefeuille d'escompte	1.737	1.657	1.545	1.594	1.479	1.440	1.487	1.375
<i>Effets escomptés sur la France</i>	599	591	561	583	548	580	530	420
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i>	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<i>Effets garant. par l'Office des céréales</i> ⁸	33	26	21	15	8	13	41	60
<i>Effets de mobilisation de crédits à moyen terme</i>	1.105	1.040	963	996	923	847	916	895
Effets négociables achetés en France ⁹	232	259	235	268	296	280	275	326
Avances à 30 jours sur effets publics	15	21	17	16	16	17	16	17
Avances sur titres	8	9	9	8	8	9	8	9
Avances sur or	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets en cours de recouvrement	19	69	37	19	25	32	23	65
Divers	57	57	59	59	61	62	60	58
Total ...	3.749	3.738	3.687	3.825	3.793	3.789	3.944	3.902

PASSIF

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	3.365	3.999	3.348	3.468	3.445	3.437	3.473	3.406
Comptes courants créditeurs	278	239	219	242	234	233	354	346
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
<i>Comptes courants des accords de coopération économique</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
<i>Comptes courants des banques et in- stitutions financières françaises et étrangères</i>	198	156	138	154	147	155	273	267
<i>Autres comptes courants et de dépôts de fonds; dispositions et autres en- gagements à vue</i>	80	83	81	88	87	78	81	79
Capital de la Banque	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	15	15	15
Divers	106	100	120	115	114	104	102	135
Total ...	3.749	3.738	3.687	3.825	3.793	3.789	3.944	3.902

¹ Convention du 26 juin 1957 approuvée par la loi du 26 juin 1957.

² Convention du 27 juin 1949.

³ Loi du 9 juin 1857, convention du 29 mars 1878, loi du 18 juin 1878 prorogée, lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911, 20 décembre 1918 et 25 juin 1928, convention du 12 novembre 1938, décret du 12 novembre 1938, convention du 27 mars 1947, loi du 29 mars 1947.

⁴ Conventions des 25 août, 29 octobre, 12 décembre, 30 décembre 1940, 20 février, 30 avril, 10 mai, 11 juin, 11 septembre, 27 novembre, 28 décembre 1941, 5 mars, 30 avril, 11 juin, 17 septembre, 19 novembre 1942, 21 janvier, 31 mars, 8 juillet, 30 septembre, 16 décembre 1943, 23 mars, 17 mai et 20 juillet 1944.

⁵ Convention du 29 septembre 1938 approuvée par le décret du 1^{er} septembre 1939, convention du 29 février 1940 approuvée par le décret du 29 février 1940, convention du 9 juin 1940 approuvée par le décret du 9 juin 1940, convention du 8 juin 1944, approuvée par la loi du 15 juillet 1944, convention du 24 juin 1947 approuvée par la loi du 26 juin 1947, convention du 25 septembre 1947 approuvée par le décret du 1^{er} octobre 1947.

⁶ Convention du 26 juin 1957 approuvée par la loi du 26 juin 1957, convention du 9 janvier 1958 approuvée par la loi du 29 janvier 1958.

⁷ Convention du 6 novembre 1957 approuvée par la loi du 7 novembre 1957, convention du 9 janvier 1958 approuvée par la loi du 29 janvier 1958, convention du 26 décembre 1958 approuvée par l'ordonnance du 30 décembre 1958.

⁸ Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939, loi du 19 mai 1941.

⁹ Décret du 17 juin 1938.

BANK OF ENGLAND

(millions de £)

86²

Rubriques	1959 8 avril	1959 6 mai	1959 8 juin	1959 8 juillet	1959 5 août	1959 9 septembre	1959 7 octobre	1959 4 novembre
-----------	-----------------	---------------	----------------	-------------------	----------------	---------------------	-------------------	--------------------

Département d'émission

ACTIF

Dette de l'Etat	11	11	11	11	11	11	11	11
Autres fonds publics	2.085	2.086	2.086	2.186	2.236	2.136	2.111	2.161
Autres titres	1	1	1	1	1	1	1	1
Monnaies autres que monnaies d'or	3	2	2	2	2	2	2	2
Montant de l'émission fiduciaire	2.100	2.100	2.100	2.200	2.250	2.150	2.125	2.175
Monnaies d'or et lingots	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
	2.100	2.100	2.100	2.200	2.250	2.150	2.125	2.175

PASSIF

Billets émis :								
En circulation	2.068	2.064	2.082	2.146	2.211	2.115	2.109	2.120
Au Département bancaire	32	36	18	54	39	35	16	55
	2.100	2.100	2.100	2.200	2.250	2.150	2.125	2.175

Département bancaire

ACTIF

Fonds publics	242	244	263	227	240	251	291	268
Autres titres :								
Escomptes et avances	21	24	12	20	7	12	4	18
Titres	21	21	21	21	22	22	22	21
Billets	32	36	19	54	39	35	16	56
Monnaies	1	1	1	1	1	1	1	1
	317	326	316	323	309	321	334	364

PASSIF

Capital	15	15	15	15	15	15	15	15
Réserves	3	3	3	4	4	4	3	3
Dépôts publics :	10	11	14	11	10	10	12	13
Y compris Trésor, Banques d'épargne, commissaires de la Dette publique et comptes de dividendes								
Autres dépôts :								
Banquiers	226	233	222	230	216	231	241	269
Autres comptes	63	64	62	63	64	61	63	64
	317	326	316	323	309	321	334	364

FEDERAL RESERVE BANKS ¹
(millions de \$)

86³

Rubriques	1959 8 avril	1959 6 mai	1959 8 juin	1959 8 juillet	1959 5 août	1959 9 septembre	1959 7 octobre	1959 4 novembre
-----------	-----------------	---------------	----------------	-------------------	----------------	---------------------	-------------------	--------------------

ACTIF

Certificats-or	18.940	18.755	18.692	18.485	18.396	18.306	18.255	18.342
Fonds de rachat des billets des F.R.	917	908	913	929	934	926	943	948
Total des réserves de certificats-or	19.857	19.663	19.605	19.414	19.330	19.232	19.198	19.290
Billets F.R. d'autres banques	411	352	296	262	352	357	424	431
Autres encaissés	401	379	353	343	381	345	363	385
Escompte et avances	775	863	731	1.032	631	463	632	645
Prêts à l'économie privée	—	—	—	—	—	—	—	—
Acceptations achetées directement	30	29	26	25	25	20	20	25
Acceptations détenues en vertu d'une convention de rachat	—	—	—	—	—	—	—	—
Fonds publics :								
Achetés directement								
Effets	1.492	1.827	1.903	2.254	2.516	2.642	2.562	2.552
Certificats	18.650	18.650	18.650	18.650	10.507	10.507	10.507	10.507
Billets	2.867	2.867	2.868	2.867	11.010	11.010	11.010	11.010
Obligations	2.484	2.484	2.484	2.484	2.484	2.484	2.484	2.484
Total achetés directement ...	25.493	25.828	25.905	26.255	26.517	26.643	26.563	26.553
Détenus en vertu d'une convention de rachat	233	112	—	89	36	32	50	255
Total des fonds publics	25.726	25.940	25.905	26.344	26.553	26.675	26.613	26.808
Total des prêts et des fonds publics	26.531	26.832	26.662	27.401	27.209	27.158	27.265	27.478
Avoirs sur banques étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—
Moyens de trésorerie non encaissés	4.701	4.997	5.008	5.077	4.809	4.591	5.000	5.292
Immeubles	95	95	96	96	96	96	98	98
Autres avoirs	177	228	155	200	193	178	238	308
Total actif ...	52.173	52.546	52.175	52.793	52.370	51.957	52.586	53.282

EXIGIBLE

Billets de la Federal Reserve	27.000	27.016	27.192	27.630	27.549	27.770	27.604	27.604
Dépôts :								
Banques affiliées — compte de réserve	18.722	18.639	18.099	18.358	18.236	17.787	18.051	18.415
Trésor américain — compte général ...	397	542	474	461	387	370	453	453
Etrangers	288	263	354	262	277	308	342	308
Autres	344	391	391	351	334	374	401	334
Total dépôts	19.751	19.835	19.318	19.432	19.234	18.839	19.247	19.510
Moyens de trésor. avec disponib. différée	3.971	4.234	4.197	4.253	4.096	3.818	4.205	4.635
Autres engagements et dividendes courus	29	35	38	33	37	40	38	38
Total exigible ...	50.751	51.120	50.745	51.348	50.916	50.467	51.094	51.787

COMPTES DE CAPITAL

Capital libéré	375	378	378	381	381	383	384	384
Surplus (section 7)	868	868	869	868	869	868	868	869
Surplus (section 13b)	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres comptes de capital	179	180	183	196	204	239	240	242
Total passif ...	52.173	52.546	52.175	52.793	52.370	51.957	52.586	53.282
Engagements éventuels sur acceptations achetées p ^r correspondants étrangers ...	60	58	80	75	73	71	65	63
Engagem. d'emprunts à l'économie privée	—	—	—	—	—	—	—	—
Coefficient des réserves de certificats-or par rapport aux dépôts et billets F.R.	42,5 %	42,0 %	42,2 %	41,3 %	41,3 %	41,3 %	41,0 %	40,9 %

¹ Situation globale des douze banques de réserve fédérales.

NEDERLANDSCHE BANK
(millions de florins)

86⁴

Rubriques	1959 6 avril	1959 4 mai	1959 8 juin	1959 6 juillet	1959 3 août	1959 7 septembre	1959 5 octobre	1959 9 novembre
ACTIF								
Or	4.402	4.402	4.402	4.402	4.397	4.393	4.264	4.260
Créances et titres libellés en or ou en monnaies étrangères	913 ^{1 2}	903 ^{1 2}	704 ¹	749 ¹	782 ¹	779 ¹	765	791
Moyens de paiement étrangers	1 ¹	1 ¹	1 ¹	1 ¹	1 ¹	1 ¹	1	1
Créances en florins sur l'étranger ³	701	691	90	81	75	76	78	74
Effets, promesses et obligat. escomptés ⁴	—	—	—	—	—	—	—	—
Effets, certificats du Trésor et obligations achetés par la Banque (art. 15, 4 ^o , de la loi bancaire de 1948)	82	82	444	522	392	308	494	337
Avances en comptes courants (y compris les prêts) ⁵	25	19	37	19	13	11	91	13
Avances à l'Etat (art. 20 de la loi bancaire de 1948)	—	—	—	—	—	—	—	—
Monnaies néerlandaises	23	22	21	21	20	23	26	30
Placement du capital et réserves	149	160	162	162	162	162	162	162
Immeubles et inventaire	1	1	1	1	1	1	1	1
Comptes divers	16	10	7	6	7	6	7	5
	6.313	6.291	5.869	5.964	5.850	5.760	5.888	5.674

PASSIF								
Billets en circulation	4.198	4.314	4.246	4.338	4.399	4.292	4.327	4.270
Accréditifs	—	—	—	—	—	—	—	—
Comptes courants en florins de résidents	1.602	1.471	1.369	1.372	1.186	1.195	1.278	1.114
Trésor public	813	673	760	950	496	604	786	478
Banques aux Pays-Bas	631	620	487	301	572	460	374	515
Autres résidents	158	178	122	121	118	131	118	121
Comptes courants en florins de non-résidents	26	35	29	30	34	41	49	57
Banques d'émission étrangères et organismes assimilés	24	31	24	26	28	35	43	47
Autres non-résidents	2	4	5	4	6	6	6	10
Engagements libellés en monnaies étrang.	290 ⁶	265 ⁶	15	12	14	14	15	9
Capital	20	20	20	20	20	20	20	20
Réserves	131	142	142	142	142	142	142	142
Comptes divers	46	44	48	50	55	56	57	62
	6.313	6.291	5.869	5.964	5.850	5.760	5.888	5.674

1 Conformément aux dispositions des articles 1 (e) et 3 (b) de l'arrêté royal du 27 juin 1956 (Stb. 357) le montant convertible de ces deux postes réunis s'élève à

2 Dont, par suite de la liquidation de l'U.E.P.

3 Dont, par suite de la liquidation de l'U.E.P. et d'accords bilatéraux

4 Dont, certificats du Trésor (escomptés directement par la Banque)

5 Dont, à l'Indonésie (Loi du 15 mars 1938 — Staatsblad, n° 99)

6 Dont, par suite de la liquidation de l'U.E.P.

N. B. — Billets mis en circulation par la Banque pour compte de l'Etat

— Soldes en florins de banques d'émission étrangères et d'organismes assimilés et placés en bons du Trésor néerlandais .

887	878	697	741	782	778	—	—
18	18	—	—	—	—	—	—
614	605	4	4	10	10	10	10
—	—	—	—	—	—	—	—
11	11	11	11	8	8	8	8
243	243	—	—	—	—	—	—
105	105	104	104	105	103	103	103
—	—	—	—	—	—	—	—

SVERIGES RIKSBANK
(millions de kr.)

86⁵

Rubriques	1959 31 mars	1959 30 avril	1959 30 mai	1959 30 juin	1959 31 juillet	1959 31 août	1959 30 septembre	1959 30 octobre
ACTIF								
Monnaies et lingots d'or	451	451	451	452	452	422	422	421
Surplus de valeurs d'or	607	607	607	609	609	569	568	567
Fonds publics étrangers *	1.097	1.151	1.161	1.179	1.226	1.236	1.211	1.079
Effets sur l'étranger *	66	66	66	61	67	69	43	30
Créances nettes sur banques et banquiers étrangers *	256	246	239	267	230	215	243	164
Autres avoirs sur l'étranger	1	1	1	1	1	7	7	10
Effets et obligations du Trésor suédois *	3.897	4.047	3.809	3.849	3.784	3.754	3.789	4.120
Effets payables en Suède *	3	3	3	3	3	2	2	2
Prêts nantis *	184	74	152	173	55	145	119	149
Avances en comptes courants *	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts sur ventes à tempérament	56	56	55	55	55	55	56	56
Fonds de pensions déposés à l'administra- tion de la Dette publique	7	7	7	7	7	7	7	7
Monnaies (autres qu'en or)	33	33	33	33	33	33	33	32
Chèques et effets bancaires	32	11	4	11	11	2	2	4
Autres valeurs actives intérieures	43	48	33	30	28	28	26	43
Quota de la Suède au F.M.I.	517	517	517	517	517	776	776	776
Participation de la Suède au capital de la B.I.R.D.	103	103	103	103	103	103	103	103
Total ...	7.353	7.421	7.241	7.350	7.181	7.423	7.407	7.563

PASSIF

Billets en circulation ¹	5.603	5.699	5.527	5.664	5.501	5.556	5.595	5.754
Effets bancaires	6	1	4	2	2	2	1	1
Dépôts en comptes courants :	218	204	188	144	135	126	95	104
<i>Institutions officielles</i>	177	139	135	104	89	88	63	62
<i>Banques commerciales</i>	40	63	52	38	45	36	31	40
<i>Autres déposants</i>	1	2	1	2	1	2	1	2
Dépôts	383	411	395	380	371	364	337	333
Comptes d'ajustements de change	406	535	535	535	535	535	535	535
Autres engagements	55	37	57	89	100	109	117	111
Capital	50	50	50	50	50	50	50	50
Fonds de prêts sur ventes à tempérament	65	65	65	65	65	65	65	65
Fonds de réserve	20	20	20	20	20	20	20	20
Fonds de pensions	7	7	7	7	7	7	7	7
Bénéfices reportés	—	—	1	1	1	1	1	1
Bénéfice pour 1958	145	—	—	—	—	—	—	—
Fonds Monétaire International	388	388	388	388	388	582	582	582
Banque Internationale de Reconstruction et de Développement	7	4	4	5	6	6	2	—
Total ...	7.353	7.421	7.241	7.350	7.181	7.423	7.407	7.563

N. B. La couverture supplémentaire des billets (art. 10 de la loi sur la Riksbank) comprend les rubriques actives marqués d'un astérisque.
¹ Le montant maximum de l'émission fiduciaire autorisée est de 6.800 millions de Kr. en vertu de la loi n° 183 du 22 mai 1959.

Rubriques	1959 28 février	1959 31 mars	1959 30 avril	1959 31 mai	1959 30 juin	1959 31 juillet	1959 31 août	1959 30 septembre
ACTIF								
Encaisse en or	5	5	5	5	5	5	5	5
Or à l'étranger dû par l'Etat	2	2	2	2	2	2	2	2
Caisse ¹	10	9	10	11	13	11	11	11
Portefeuille d'escompte	382	378	374	372	362	379	404	418
Effets reçus à l'encaissement	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances sur titres et sur marchandises et comptes courants	84	59	69	59	89	65	74	46
Disponibilités en devises à l'étranger ...	62	63	62	62	62	62	62	62
Titres émis ou garantis par l'Etat	54	54	55	50	59	63	67	67
Immeubles	—	—	—	—	—	—	—	—
Débiteurs divers	1.710	1.763	1.794	1.869	1.952	2.048	2.102	2.157
Créances diverses	3	3	3	3	3	3	3	3
Avances provisoires à l'Etat	77	77	77	77	77	77	77	77
Avances extraordinaires à l'Etat	343	343	343	343	343	343	343	343
Emissions des autorités militaires alliées ou pour leur compte	145	145	145	145	145	145	145	145
Compte courant du Trésor ²	—	—	—	—	—	—	—	—
Placements en titres pour le compte du Trésor	290	290	273	253	234	209	184	154
Services divers pour le compte de l'Etat	18	16	14	6	9	5	9	6
Dépenses diverses	3	5	6	7	21	22	23	26
Total de l'actif ...	3.188	3.212	3.232	3.264	3.376	3.439	3.511	3.522
PASSIF								
Billets en circulation ²	1.880	1.947	1.883	1.916	1.965	1.995	1.992	2.002
Chèques et autres dettes à vue ³	14	15	13	12	15	16	14	17
Comptes courants à vue	90	104	99	91	130	111	105	116
Comptes courants à terme et réserves obligatoires des banques	920	894	919	988	935	754	779	874
Créditeurs divers	215	217	207	151	172	154	153	160
Compte courant du Trésor	47	10	86	80	122	87	145	100
Compte courant du Trésor, fonds spécial	—	—	—	—	—	284	284	212
Comptes courants des Accords de coopération économique	16	17	16	14	12	11	11	11
Capital	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Fonds de réserve ordinaire	2	2	2	2	2	2	2	2
Fonds de réserve extraordinaire	1	1	1	2	2	2	2	2
Bénéfices de l'exercice en cours	3	5	6	8	21	23	24	26
Total du passif et du patrimoine ...	3.188	3.212	3.232	3.264	3.376	3.439	3.511	3.522
Déposants de titres et valeurs (compte d'ordre)	3.945	4.096	3.939	3.828	5.060	4.789	4.578	4.370
Circulation du Trésor (net)	51	52	53	54	54	56	56	—
Circulation bancaire et du Trésor (net) .	1.929	1.998	1.934	1.969	2.017	2.049	2.046	—
Moyens de paiement	5.581	5.728	5.721	5.810	5.972	5.957	5.920	—
Escomptes effectués	36	116	168	66	32	139	191	81
Avances effectuées	445	408	480	424	469	537	480	421
Opérations au comptant liquidées par les Chambres de compensation	7.093	6.625	7.837	6.110	4.450	8.820	5.534	6.690
¹ Comprend les billets et monnaies pour compte du Trésor	8	8	8	8	9	9	8	9
² Comprend les billets auprès du Trésor	1	1	1	1	3	2	2	—
³ Comprend valeurs et assignations	10	13	11	9	13	14	11	11

Rubriques	1959 7 avril	1959 6 mai	1959 6 juin	1959 7 juillet	1959 7 août	1959 7 septembre	1959 7 octobre	1959 7 novembre
ACTIF								
Or	11.126	11.103	11.150	11.233	11.297	10.870	10.886	10.904
Avoirs auprès des banques étrangères et placements à court terme à l'étranger .	6.645	6.065	6.598	6.368	6.203	5.939	6.056	6.686
Monnaies étrangères, lettres de change et chèques sur l'étranger	122	123	118	115	148	137	141	126
Crédits aux institutions internationales et crédits de consolidation aux banques centrales étrangères	5.722	5.527	5.504	5.399	5.257	5.241	5.298	5.163
dont : a) U.E.P.	4.111	3.919	3.909	3.811	3.672	3.671	3.618	3.482
b) B.I.R.D.	1.372	1.372	1.372	1.372	1.372	1.372	1.489	1.489
Monnaies divisionnaires allemandes	114	106	104	110	112	111	114	113
Avoirs en comptes chèques postaux	122	136	96	127	107	127	149	100
Effets sur l'intérieur	606	739	994	850	464	1.194	1.468	1.552
Effets du Trésor et bons du Trésor sans intérêt	—	13	30	151	1	2	10	44
Créances sur titres	20	22	19	24	17	17	23	21
Crédits de caisse	51	213	721	1.075	1.050	998	232	28
Titres	235	230	239	240	239	239	236	236
Créances de péréquation et titre d'obligation sans intérêt	3.734	3.240	3.521	3.941	4.077	4.172	4.663	3.521
Crédits à l'Etat pour participation au capital d'institutions internationales ...	662	662	662	662	670	1.175	1.175	1.181
Autres valeurs actives	316	370	353	462	345	396	360	375
	29.475	28.549	30.109	30.757	29.987	30.618	30.811	30.050

PASSIF

Billets en circulation	16.532	17.254	17.176	17.781	17.603	17.691	17.655	17.596
Dépôts	10.281	8.927	10.555	10.338	9.701	10.170	10.552	10.032
a) institutions de crédit (y compris les Offices des Chèques et des Epargnes Postaux)	7.939	6.922	8.254	7.831	7.521	8.153	7.941	8.139
b) déposants officiels	2.120	1.811	2.101	2.296	1.982	1.804	2.402	1.691
c) autres déposants intérieurs	222	194	200	211	198	213	209	202
Engagements résultant de transactions avec l'étranger	891	814	829	869	932	975	788	707
dépôts étrangers	628	508	528	586	574	536	363	300
autres	263	306	301	283	358	439	425	407
Fonds de prévision	656	672	672	672	672	672	671	671
Capital social	290	290	290	290	290	290	290	290
Réserves	492	522	522	522	522	522	522	522
Autres passifs	333	70	65	285	267	298	333	232
	29.475	28.549	30.109	30.757	29.987	30.618	30.811	30.050

BANQUE NATIONALE SUISSE
(millions de francs suisses)
86⁸

Rubriques	1959 7 avril	1959 6 mai	1959 6 juin	1959 7 juillet	1959 7 août	1959 7 septembre	1959 7 octobre	1959 7 novembre
ACTIF								
Encaisse or	8.376	8.355	8.275	8.269	8.333	8.285	8.221	7.903
Devises	473	448	469	519	406	391	396	394
Portefeuille effets sur la Suisse	47	46	45	45	46	46	45	44
<i>Effets de change</i>	47	46	45	45	46	46	45	44
<i>Rescriptions de la Confédération Suisse</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
Avances sur nantissement	7	8	9	7	8	7	8	8
Titres	44	44	44	44	44	44	44	44
<i>pouvant servir de couverture</i>	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>autres</i>	44	44	44	44	44	44	44	44
Correspondants :	11	11	12	14	14	16	12	12
<i>en Suisse</i>	6	6	7	7	9	9	7	8
<i>à l'étranger</i>	5	5	5	7	5	7	5	4
Autres postes de l'actif	29	31	30	33	31	34	34	36
Total ...	8.987	8.943	8.884	8.931	8.882	8.823	8.760	8.441

PASSIF

Fonds propres	51	51	51	51	51	51	51	51
Billets en circulation	5.559	5.622	5.616	5.671	5.679	5.713	5.774	5.821
Engagements à vue	3.195	3.089	3.034	3.023	2.965	2.872	2.745	2.378
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i>	2.807	2.722	2.642	2.651	2.623	2.521	2.375	2.105
<i>Autres engagements à vue</i>	388	367	392	372	342	351	370	273
Autres postes du passif	182	181	183	186	187	187	190	191
Total ...	8.987	8.943	8.884	8.931	8.882	8.823	8.760	8.441

TAUX D'ESCOMPTE DES PRINCIPALES BANQUES D'EMISSION (*)
(au 31 octobre 1959)
(en % depuis la date indiquée)
86⁹

Allemagne	23 octobre 1959	4,—	Grande-Bretagne	20 novemb. 1958	4,—
Autriche	23 avril 1959	4,50	Grèce	1 ^{er} mai 1956	10,—
Belgique	8 janvier 1959	3,25 ¹	Irlande	27 novemb. 1958	4,25
Congo belge et Ruanda-Urundi	3 août 1959	4,50 ²	Italie	7 juin 1958	3,50
Danemark	19 septemb. 1959	5,—	Norvège	14 février 1955	3,50
Espagne	7 août 1959	6,25	Pays-Bas	21 janvier 1959	2,75 ³
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York)	11 septemb. 1959	4,—	Portugal	12 janvier 1944	2,50
Finlande	1 ^{er} mars 1959	6,—	Suède	3 mai 1958	4,50
France	23 avril 1959	4,—	Suisse	26 février 1959	2,—
			Turquie	6 juin 1956	6,—

(*) Canada : depuis le 1^{er} novembre 1956, taux d'escompte fixé le jeudi de chaque semaine.

¹ Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.

² Taux de traites acceptées domiciliées en banque.

³ Depuis le 16 novembre 1959 : 3,50 %.

Situations en milliers de francs suisses or
[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif	31 août 1959		30 septembre 1959		31 octobre 1959		Passif		31 août 1959		30 septembre 1959		31 octobre 1959	
		%		%		%		%		%		%		%
I. Or en lingots et monnayé	1.329.327	38,4	1.308.361	38,3	1.123.718	33,3	I. Capital :							
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	41.202	1,2	42.562	1,2	62.568	1,8	Actions libérées de 25 %	125.000	3,6	125.000	3,7	125.000	3,7	
III. Portefeuille réescomptable	800.814		791.602		863.350		II. Réserves :							
1. Effets de commerce et acceptations de banque	11.813	0,4	12.828	0,4	12.886	0,4	1. Fonds de Réserve légale	22.606	0,7	22.606	0,7	22.606	0,7	
2. Bons du Trésor	789.001	22,8	778.774	22,8	850.464	25,2	2. Fonds de Réserve générale ...	9.263		9.263		9.263		
IV. Effets divers remobilisabl. sur dem.	17.032	0,5	17.615	0,5	18.751	0,6	13.343		13.343		13.343			
V. Dépôts à terme et avances :							III. Dépôts (or) :	1.433.532		1.487.322		1.499.867		
a) à 3 mois au maximum	351.824		361.004		392.318		1. Banques centrales :							
b) de 3 à 6 mois	296.121	8,6	313.082	9,2	344.313	10,2	a) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—	
c) de 6 à 9 mois	8.119	0,2	300	0,0	12.530	0,4	b) de 3 à 6 mois	151.658	4,4	106.461	3,1	134.001	4,0	
d) de 9 à 12 mois	47.584	1,4	47.622	1,4	35.475	1,0	c) à 3 mois au maximum	356.161	10,3	401.347	11,7	541.437	16,0	
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—	d) à vue	826.286	23,9	867.880	25,4	707.463	20,9	
VI. Autres effets et titres :							2. Autres déposants :							
1. Or :	849.807		825.943		848.520		a) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	—	—	
a) à 3 mois au maximum	11.444	0,3	35.742	1,0	34.703	1,0	b) de 3 à 6 mois	5.883	0,2	5.883	0,2	5.883	0,2	
b) de 3 à 6 mois	17.646	0,5	10.707	0,3	19.003	0,6	c) à 3 mois au maximum	34.248	1,0	34.248	1,0	31.131	0,9	
c) de 6 à 9 mois	76.935	2,2	73.384	2,1	115.589	3,4	d) à vue	59.296	1,7	71.503	2,1	79.952	2,4	
d) de 9 à 12 mois	46.187	1,3	32.630	1,0	—	—	IV. Dépôts (monnaies) :	1.683.495		1.584.341		1.527.947		
e) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—	1. Banques centrales :							
2. Monnaies :							a) à plus d'un an	—	—	—	—	—	—	
a) à 3 mois au maximum	443.341	12,8	415.251	12,2	412.931	12,2	b) de 9 à 12 mois	—	—	—	—	—		
b) de 3 à 6 mois	96.295	2,8	104.943	3,1	114.463	3,4	c) de 6 à 9 mois	108.302	3,1	106.762	3,1	105.854	3,1	
c) de 6 à 9 mois	113.302	3,3	132.773	3,9	125.143	3,7	d) de 3 à 6 mois	392.356	11,3	184.367	5,4	120.442	3,6	
d) de 9 à 12 mois	27.716	0,8	—	—	776	0,0	e) à 3 mois au maximum	660.424	19,1	851.642	24,9	872.997	25,8	
e) à plus d'un an	16.941	0,5	20.513	0,6	25.912	0,8	f) à vue	34.865	1,0	20.076	0,6	33.199	1,0	
VII. Actifs divers	1.025	0,0	1.377	0,0	768	0,0	2. Autres déposants :							
VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne	68.291	2,0	68.291	2,0	68.291	2,0	a) de 9 à 12 mois	319	0,0	319	0,0	—	—	
<i>Total actif ...</i>	3.459.322	100,0	3.416.755	100,0	3.378.284	100,0	b) de 6 à 9 mois	—	—	—	—	318	0,0	
							c) de 3 à 6 mois	—	—	30.563	0,9	61.213	1,8	
							d) à 3 mois au maximum	460.118	13,3	358.047	10,5	308.721	9,1	
							e) à vue	27.111	0,8	32.565	0,9	25.203	0,8	
							V. Divers	28.909	0,8	31.706	0,9	37.084	1,1	
							VI. Compte de profits et pertes :							
							Report à nouveau	9.280	0,3	9.280	0,3	9.280	0,3	
							VII. Provision pour charges éventuelles	156.500	4,5	156.500	4,6	156.500	4,6	
							<i>Total passif ...</i>	3.459.322	100,0	3.416.755	100,0	3.378.284	100,0	

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)				Dépôts à long terme :			
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank, et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus)	221.019		221.019	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3)	152.606		152.606
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus)	76.181		76.181	2. Dépôt du Gouvernem. allemand	76.303		76.303
<i>Total ...</i>	297.200		297.200	Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus)	68.291		68.291
				<i>Total ...</i>	297.200		297.200

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (Union Européenne de Paiements), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustees ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs suisses or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

TABLE DES MATIERES

STATISTIQUES COURANTES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

MARCHE DE L'ARGENT.

Ia. — Taux officiels d'escompte et de prêts	2
Ib. — Taux de l'argent au jour le jour et à très court terme	2
Ic. — Taux des certificats de trésorerie	2
II. — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	4
III. — Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme	8
IV. — Taux d'escompte des principales banques d'émission	86 ^o

METAUX PRECIEUX.

Cours des métaux précieux	9
---------------------------------	---

MARCHE DES CHANGES.

Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	10 ¹
---	-----------------

MARCHE DES CAPITAUX.

I. — Cours comparés de quelques fonds publics	14
II. — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers	15 ¹
III. — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles	15 ²
IV. — Rendement de titres à revenu fixe cotés à la Bourse de Bruxelles	16
V. — Emissions des sociétés industrielles et commerciales : Tableau rétrospectif	17 ¹
VI. — Emprunts des pouvoirs publics	18
VII. — Opérations bancaires du Crédit Communal	19
VIII. — Inscriptions hypothécaires	20

FINANCES PUBLIQUES.

I. — Situation de la Dette publique	25 ¹
II. — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Belgique	25 ²
III. — Aperçu de l'exécution des budgets	25 ³
IV. — Rendement des impôts	26

REVENUS ET EPARGNE.

I. — Rendement des sociétés par actions belges et congolaises : Tableau rétrospectif	30 ²
II. — Caisse Générale d'Epargne et de Retraite : Dépôts sur livrets des particuliers à la Caisse d'Epargne.	31
III. — Indice des rémunérations horaires brutes des ouvriers	32

MOUVEMENT DES AFFAIRES.

I. — Activité des Chambres de Compensation : Mouvement du débit	35
II. — Mouvement des chèques postaux	36

PRIX.

a) Indices des prix de gros en Belgique	45 ¹
b) Indices des prix de gros en Belgique et à l'étranger	45 ²
c) Indices des prix de détail en Belgique	46

PRODUCTION.

I. — Indices de l'activité et de la production industrielle	50
II. — Combustibles et produits métallurgiques	55 ¹ et 55 ²
III. — Produits textiles	56 ¹
IV. — Produits divers	56 ²
V. — Energie électrique	58
VI. — Gaz	59

CONSOMMATION.

I. — Indices mensuels des ventes à la consommation : base moyenne 1953 = 100	65 ² et 65 ³
II. — Consommation de tabac	66
III. — Abattages dans les 12 principaux abattoirs du pays	67

TRANSPORT.

I. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges :	
a) recettes et dépenses d'exploitation	70 ¹
b) wagons fournis à l'industrie	70 ²
c) trafic :	
1 ^o trafic général	70 ³
2 ^o grosses marchandises	70 ⁴
A) ensemble du trafic	
B) service interne belge	
II. — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux	70 ⁴
III. — Mouvement des ports :	
a) Port d'Anvers	71 ¹
b) Port de Gand	71 ²
IV. — Mouvement général de la navigation intérieure ...	72

COMMERCE EXTERIEUR.

Nomenclature des sections d'après la classification type du commerce international (C.T.C.I.)	76
---	----

CHOMAGE.

I. — Chômage complet et partiel	81 ¹
II. — Répartition des chômeurs contrôlés par province ...	81 ²
III. — Moyenne journalière des chômeurs contrôlés	81 ³
IV. — Répartition des chômeurs contrôlés par groupe de professions	81 ⁴

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONETAIRES.

I. — Belgique et Congo belge :	
Situations globales des banques	85 ¹
Banque Nationale de Belgique :	
Situations hebdomadaires	85 ²
Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi :	
Situations mensuelles	85 ³
Vitesse de circulation de la monnaie scripturale en Belgique	85 ⁴
Stock monétaire intérieur	85 ⁵
Bilans intégrés des organismes monétaires	85 ⁶
Origines des variations du stock monétaire	85 ⁷
II. — Banques d'émission étrangères.	
Situations :	
Banque de France	86 ¹
Bank of England	86 ²
Federal Reserve Banks	86 ³
Nederlandsche Bank	86 ⁴
Sveriges Riksbank	86 ⁵
Banca d'Italia	86 ⁶
Deutsche Bundesbank	86 ⁷
Banque Nationale Suisse	86 ⁸
Taux d'escompte	86 ⁹
III. — Banque des Règlements Internationaux, à Bâle ...	87

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compt ecourant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
